Revue politique militante Septembre 1975 Vol.5, No.1 $0.60

mobilisation



LES PERSPECTIVES DE LA LUTTE DANS LE SECTEUR PUBLIC

aussi: la situation actuelle et les tâches des révolutionnaires
• Organisation et Implantation • Etapes de l'édification du Parti Communiste Chinois • Portugal

mobilisation

Revue marxiste-léniniste
paraissant à tous les mois

* * *

L'abonnement régulier à
MOBILISATION est de $6.00
pour 10 numéros.

Pour abonnements et
correspondance, vous adressez à:

MOBILISATION
B.P. 40
Station "N"
Montréal

Dépôt légal à la Bibliothèque
nationale du Québec.

Courrier de la deuxième classe —
Enregistrement no. 3390

sommaire

LA SITUATION ACTUELLE ET NOS TACHES

Le mouvement révolutionnaire à un point tournant

Alors que la crise de l'impérialisme prenait son essor et que ses effets se faisaient ressentir au Canada et au Québec à partir des années 1965-66, un nouveau mouvement révolutionnaire est né. Il est issu de la conjonction de cette crise et des premiers efforts pour retrouver le marxisme que l'expérience malheureuse du Parti Communiste avait emporté avec lui dans la grande noirceur qui suivit la deuxième guerre mondiale en Amérique. Ces premiers efforts furent bien tâtonnants et bien infantiles.(1)

Malgré les nombreux échecs, la marche en avant était irrésistible. D'autre part, d'années en années, les contradictions économiques sont accentuées entrecoupées de courtes périodes d'expansion. Ce mouvement ascendant atteint un sommet en 1970 avec les centaines de milliers de chômeurs et une agitation sociale généralisée. Mais la bourgeoisie canadienne, possédant une longue et féroce histoire de domination décida de frapper un grand coup pour effrayer les masses combatives et démanteler les organisations révolutionnaires et progressistes tout en frappant très fort contre le mouvement syndical et le courant nationaliste. Mais après une période de repli, le mouvement de masse reprit plus fort que jamais en 1972-73 avec la grève spontanée des 200,000 travailleurs du secteur public, les luttes exemplaires des ouvriers de Firestone et de la CTCUM, et l'essor des luttes populaires (dans les quartiers, parmi les étudiants, etc.)(2) Le mouvement révolutionnaire ne fit que s'en renforcer, tout en orientant de plus en plus son action vers une alternative révolutionnaire.

Jusqu'à 1974, le mouvement révolutionnaire franchit sa phase de l'enfance pour passer à l'adolescence, l'heure des grands choix. Centré autour du Mouvement des Comités d'action politique, le mouvement s'est développé autant sur le plan qualitatif que quantitatif. Une première liaison concrète entre les acquis du marxisme-léninisme et la pratique révolutionnaire fut réalisée. Les résultats en furent une compréhension plus grande de la réalité nord-américaine, une pénétration embryonnaire dans le prolétariat (en particulier ses couches combatives), les élément d'un programme et d'une stratégie d'action.

Mais c'est la lutte de classes, la lutte entre les deux lignes à l'intérieur du mouvement révolutionnaire qui fut fondamentalement le moteur de ce développement(3). Cette lutte eut pour effet de conduire à terme le Mouvement des Caps, de faire éclater les contradictions qui couvaient en son sein entre l'orientation réformiste et l'orientation révolutionnaire. Le résultat de cet éclatement ne fut pas la disparition du mouvement révolutionnaire, mais bien au contraire un renforcement et un dynamisme inégalé auparavant. Bien qu'encore faible et divisé, le mouvement révolutionnaire en 1975 représente un potentiel sérieux, en passe de se transformer en une alternative d'ensemble pour le mouvement ouvrier.

Non pas que la révolution ou même l'émergence d'un véritable parti révolutionnaire ne soient à portée de vue actuellement, mais que ces questions commencent à être clarifiées et qu'ainsi, nous pouvons distinguer plus nettement les tâches concrètes à réaliser maintenant pour atteindre ces objectifs stratégiques.

Au cours de ces années, **Mobilisation** a été au coeur de ce long cheminement. Nous avons donc véhiculé le mouvement général vers le progrès, mais en même temps toutes ses faiblesses et ses imprécisions. Durant la dernière année du Mouvement des Caps (1974), la revue s'est divisée en deux groupes opposés comme cela se

passait d'ailleurs dans l'ensemble du mouvement. Après la victoire de l'orientation révolutionnaire, nous avons tenté au cours de la saison passée (1974-75) de clarifier certaines thèses de base sur notre orientation et de proposer des tâches pour le mouvement. Les moments les plus importants de ce travail furent concrétisées par la rédaction de textes comme l'histoire et la théorie du réformisme, Perspectives historiques sur le Parti Communiste du Canada, le bilan Servir le peuple, le bilan de la lutte du Front Commun, etc.(4)

Mais cette période de déblayage et de clarification générale devait laisser place à une autre phase de notre travail, phase que nous avons débuté le printemps dernier et que nous poursuivons encore, et cette phase, c'est notre transformation en un véritable courant révolutionnaire organisé, c'est-à-dire notre transformation en une organisation marxiste-léniniste. Ce changement encore non achevé fut rendu nécessaire par l'élaboration de notre ligne politique et la présentation des éléments de programme que nous avons adressé aux révolutionnaires. Notre transformation n'est donc que la conséquence logique qui nous pousse à assumer nos responsabilités et à proposer au mouvement plus qu'un organe théorique général dans lequel nous débattons de propositions et d'idées, mais un véritable cadre politique et organisationnel. C'est dans ce sens que nous annoncions en juillet dernier que la revue devient l'organe d'une des tendances organisées dans le mouvement révolutionnaire et qu'elle perd ainsi son caractère de haut-parleur universel pour la gauche québécoise. C'est dans ce sens aussi que la revue n'est plus assumée par un collectif hétérogène, mais par une équipe unie politiquement et responsable devant l'organisation que nous sommes en train d'édifier.(5) C'est aussi ce qui explique la transformation concrète de la revue elle-même, plus tournée sur l'actuel et la mise de l'avant d'éléments programmatiques sur les divers fronts de luttes, en tentant de développer un véritable point de vue d'ensemble sur la réalité globale qui nous entoure. Mobilisation en 1975-76 sera axé sur le développement général de l'organisation que nous sommes en train d'édifier, de ses propositions face aux éléments avancés des masses et de son débat avec l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

NOTES

1) C'est l'histoire du MLP de 1964-66 et du FLP de 1967-70 qui devra nous révéler les acquis précis de ces premiers efforts.
2) Sur le plan quantitatif, le Canada fut l'un des pays touché le plus par l'agitation sociale. Par exemple, le nombre de journées de travail perdues à la suite de grèves ou de lock-out est du deuxième plus élevé au monde après l'Italie. Durant 1973 et 74, presque tous les secteurs économiques furent atteints par un mouvement gréviste plus combatif et plus revendicateur qu'auparavant.
3) C'est la lutte des classes à l'intérieur du mouvement que nous avons tenté d'analyser dans **Le Mouvement des Caps à Montréal : la longue marche vers la voie révolutionnaire**, vol. 4, no 9.
4) L'histoire du réformisme dans le no 1, l'histoire du PCC dans le no 4, le bilan Servir le peuple dans le no 5, le bilan de la lutte du front commun dans le no 8.
5) C'est pour ces raisons que le CRIQ, l'un des groupes qui assumait la revue l'an dernier, s'est retiré, non pas à la suite de contradictions politiques fondamentales, mais dans le but de favoriser cette transformation qui nécessitait une direction politique unique, un point de vue centralisé qui ne pouvait pas être exprimé par un collectif uni sur une base minimale.

Les contradictions actuelles de la crise

Notre action intervient au moment où les capitalistes traversent la pire crise de leur histoire depuis la grande débâcle de 1929. Comprendre la crise actuelle et ses contradictions est donc essentiel pour déterminer une juste politique face à l'objectif stratégique de l'édification du parti communiste de type nouveau.

Car l'intensification des contradictions économiques et politiques inhérentes au capitalisme pose avec acuité la nécessité d'une alternative d'ensemble. La période de bouleversements que nous traversons exige des révolutionnaires qu'ils assument la responsabilité de cette alternative.

Or la crise actuelle comporte des spécificités et des complexités qui rendent essentiel un effort de renouvellement et de développement de la théorie marxiste en ce domaine. Nous avons tenté dans un précédent article(1) de décrire les grandes lignes de la crise actuelle et nous avons fait ressortir que cette crise était différente des crises passées en ce sens que la bourgeoisie la maîtrisait mieux, la déformait pour l'étendre dans le temps et dans l'espace. Ainsi elle atténuait ses effets et l'utilisait pour se restructurer et se réorganiser. Les nouveaux développements depuis l'été ne font que confirmer ces affirmations. Ainsi la crise d'une certaine façon a tendance à se stabiliser. Non pas au sens où la période de régression est maintenant remplacée par une période d'expansion (pour cela, nous l'avons dit, il faudrait que les rapports de forces entre les capitalistes à l'échelle mondiale soient remodelés), mais plutôt dans le fait que l'on semble s'acheminer vers une longue période de croissance zéro, d'une stagnation prolongée. Comme disent les "experts" économistes de la bourgeoisie, la crise semble avoir atteint le creux de la vague, particulièrement aux Etats-Unis, dans quelques pays de la CEE et au Japon. En pratique, ceci signifie qu'il y a une reprise partielle de la production, que les ventes augmentent (les consommateurs qui se sont privés pendant un an sont forcés de renouveler une partie de leurs biens), que les investisseurs reprennent confiance, etc. Mais si le "creux de la vague" a été atteint, cela ne signifie pas dans le cas présent que l'on remonte aux niveaux des années précédant la crise, mais que l'on ne descend plus, qu'on s'arrête un instant. Ceci est manifesté par exemple par les ventes d'automobiles (qui constituent une sorte de baromètre pour évaluer le taux de la consommation de biens individuels) qui ont augmenté depuis quelques mois, tout en représentant des baisses drastiques par rapport aux ventes de 1972-73. D'autres éléments stabilisateurs comme les négociations internationales sur la monnaie, les ventes de blé à l'URSS, etc. contribuent à redonner un deuxième souffle à la bourgeoisie mondiale, particulièrement à la bourgeoisie americaine. Mais c'est une stabilisation bien relative, bien précaire.

Sur le plan politique, on a aussi l'impression d'un rétablissement relatif de l'"ordre" bourgeois. Les accords entre l'Egypte et Israël manigancés par l'impérialisme américain renforcent le contrôle des super-puissances qui n'ont pas intérêt pour le moment à un affrontement généralisé. La victoire des peuples indochinois a aussi un effet de transformation des rapports de force à l'échelle mondiale. Mais ces événements sont sans doute le vent qui précède l'orage. Une nouvelle zone des tempêtes se développe dans le bassin méditerranéen, avec l'avance du peuple portugais, la montée du mouvement ouvrier italien, et l'Organisation de la Libération de la Palestine qui est capable de s'opposer au marchandage des super-puissances. Les menaces interventionnistes des américains dans cette région, en Corée, les avertissements de Ford contre l'URSS, etc. sont des facteurs qui indiquent que le calme actuel (bien relatif), la collusion Etats-Unis-URSS, ne sont que temporaires, partiels, alors que l'affrontement violent est inévitable à moins que les peuples empêchent la guerre en renversant leur bourgeoisie.

La crise mondiale actuelle ne fait donc que commencer et elle s'étendra sur une période prolongée de préparation et d'enlignement des forces. Il est certain cependant que la résolution fondamentale de cette crise n'est possible que par un bouleversement des rapports de forces à l'échelle de la planète, marqué de guerres et de révolutions, de luttes et de combats sous plusieurs formes et dans plusieurs régions du monde. Le résultat à moyen terme pourrait être une nouvelle guerre mondiale, à moins que l'avance des peuples ne l'empêche par la révolution. Le résultat final n'en sera pas moins un progrès de la révolution, tel que cela a été démontré après toutes les périodes de guerres.(2)

LA CRISE PROLONGEE AU CANADA ET AU QUEBEC

Dans notre pays, la crise suit sensiblement le même parcours qu'aux Etats-Unis et dans le reste du monde capitaliste. Nous avions expliqué précédemment pourquoi la bourgeoisie canadienne avait réussi à l'atténuer en jouant sur ses points forts et en faisant preuve d'un certain dynamisme politique. Mais si cette politique a réussi à retarder les effets de la crise au Canada, elle n'en a pu éliminer les causes profondes. Au contraire, alors que l'on prévoit une certaine remontée aux Etats-Unis, les mêmes "experts" annoncent une dure année pour le Canada. Les avantages que la bourgeoisie canadienne avait retiré grâce à la richesse du pays en ressources naturelles par exemple, sont en voie de perdre le rôle de bloquage de la crise qu'ils avaient précédemment. Les commandes de matières premières baissent parce que les stocks sont restés inutilisés et que la consommation baisse; c'est le cas du fer et de l'acier, du cuivre et même dans une certaine mesure du pétrole.(3) D'autre part, les pressions se font de plus en plus fortes sur le gouvernement américain pour qu'il brise ses accords préférentiels avec le Canada, ce qui accordait dans le passé à la bourgeoisie canadienne des avantages supplémentaires. D'autre part, ici comme partout ailleurs, la consommation a baissé sensiblement. Autrement dit, la crise s'étend avec toute sa force dans notre pays. Les prévisions les plus optimistes situent alors le taux de chômage autour de 10% (taux officiel) et la montée continue des prix particulièrement des biens de consommation les plus vitaux (nourriture, combustible).

Mais c'est certainement sur le plan politique que les transformations s'annoncent plus radicales. Nous l'avons dit, tout le monde le dit aussi, nous nous dirigeons vers une période de répression. C'est la répression politique de l'Etat capitaliste qui sera le phénomène le plus marquant de la prochaine année du point de vue de la bourgeoisie.

La répression est une nécessité pour la bourgeoisie qui veut maintenir son pouvoir alors qu'il repose sur des contradictions fondamentales, impossibles à surmonter. La répression est donc la manifestation de son désarroi, de sa faiblesse, et en frappant le peuple, elle ne peut que retarder les échéances. La répression que prépare et a déjà entamé la bourgeoisie canadienne vise à briser la combativité du mouvement de masse et à éliminer la direction progressiste et révolutionnaire qui s'exerce sur ce mouvement. La répression qui a commencée est donc d'abord et avant tout, une répression contre les luttes combatives. C'est la ligne dure contre les ouvriers de la United Aircraft (inorganisés et trahis par leur propre syndicat), de Union Carbide et de Coleco, contre les mineurs et les travailleurs de la construction, contre les couches populaires en lutte (assistés-sociaux, lutte des garderies, avortement, etc.), c'est l'utilisation massive de la loi bourgeoise (injonctions, condamnations des débardeurs, de postiers, jusqu'à l'ineffable Louis Laberge) que l'on combine à une stratégie patronale d'offensive visant à démoraliser les travailleurs et à briser les syndicats. Mais c'est aussi une répression plus politique, dirigée contre les forces progressistes et révolutionnaires, c'est l'utilisation massive de l'écoute électronique, c'est la tentative d'acheter des informateurs au Conseil Central de la CSN à Montréal, c'est la surveillance policière, etc.(4)

C'est une répression organisée et centralisée, le résultat d'un intense effort de réorganisation de l'appareil policier commencé depuis 4 ans. Cette réorganisation (pas encore achevée) s'est effectuée sur trois plans principaux : 1) réorganisation d'ensemble de l'appareil judiciaire pour le rendre plus moderne et plus efficace ;(5) 2) renforcement des capacités répressives sur le plan légal : loi 51, lois 29 et 30 dans le domaine de la construction, la législation proposée sur le "maintien des services essentiels" et l'infâme bill 24 qui aurait pour effet d'encarcaniser encore plus les syndicats ;(6) et 3) renforcement du secteur directement répressif de l'appareil juridico-policier, avec la centralisation des équipes "anti-subversives" de la GRC, de la SQ et de la police de Montréal, la création du Centre d'analyse et de documentation supervisé par le Conseil des ministres, etc.(7)

Tout cet appareillage n'est pas un hazard ni un accident, c'est un plan conscient et systématique pour donner à l'Etat les possibilités et les capacités de frapper le mouvement de masse et le mouvement révolutionnaire.(8) Si l'étape actuelle en est une de préparation et d'organisation, il est probable que la prochaine en sera une d'intervention plus étendue. Ceci, bien sûr, est conditionné par l'extension du mouvement de masse et de la direction politique que les révolutionnaires tentent de lui imprimer. La lutte du secteur public sera certainement déterminante à ce sujet et l'appareil policier pourra y exercer ses armes. Que la bourgeoisie réussise ou non dépend en bonne mesure de l'organisation et de la conscience des travailleurs dans cette lutte.(9) Dans ce domaine, seule l'organisation de la résistance peut s'opposer à la répression, alors que la capitulation comme l'aventurisme entraînent les pires défaites.

LES EFFETS DE LA CRISE PARMI LE PEUPLE

La crise a comme effet de déstabiliser l'ensemble du système, tant sur les plans économique et politique, qu'au niveau idéologique et culturel. Cette transformation des rapports dans la société forcent la bourgeoisie à imposer son pouvoir par la force, alors qu'auparavant son

contrôle reposait sur un consensus social qui dépassait de beaucoup ses propres rangs. Autrement dit, la crise provoque une croissance quantitative et qualitative de la conscience des masses face à leur exploitation et à leur oppression. La combativité qui s'étend à des couches populaires et ouvrières jamais atteintes auparavant en est un reflet.(9-A) Le développement d'une avant-garde ouvrière progressiste, consciente des antagonismes de classe et ouverte au changement, en est une autre. Bref, les conditions deviennent plus mûres pour l'émergence d'un vaste courant populaire anti-capitaliste et anti-impérialiste, et conséquemment, pour le développement d'une avant-garde révolutionnaire.

Mais si ces conditions sont plus mûres, il ne faut cependant pas penser qu'elles entraînent automatiquement les masses vers la révolution et l'avant-garde ouvrière vers le parti révolutionnaire. Le mouvement communiste a montré depuis longtemps et dans sa propre pratique que l'expansion du mouvement de masse durant les périodes de crises ne résulte pas automatiquement vers un véritable changement révolutionnaire.(10) Pour en arriver là, il faut non seulement que les conditions soient mûres pour le changement, mais encore qu'une véritable alternative révolutionnaire soit capable d'orienter cette volonté. C'est ce que Lénine disait quand il déclarait que la révolution survient quand la bourgeoisie n'est plus capable de gouverner et que le prolétariat est prêt à prendre le pouvoir, signifiant par là que les deux conditions doivent être réunies en même temps. Or pour qu'effectivement le peuple soit prêt, il faut qu'il soit débarrassé des fausses solutions et des projets pour réformer le capitalisme. Actuellement au Québec, même si la combativité et le désir de changement soient relativement forts, il faut réaliser que ce sont ces fausses solutions qui accaparent encore largement les esprits.

La principale fausse solution est certainement le réformisme. Le réformisme au Québec prend plusieurs formes: social-démocratie politique du style PQ, RCM, etc., réformisme syndical. Parmi les couches ouvrières et populaires combatives, c'est plutôt le réformisme syndical qui fait actuellement le plus de ravages. Il entraîne la combativité dans une impasse en la limitant strictement à la lutte économique et revendicative. La "politique" devient à ce moment l'accessoire qu'il faut pousser pour gagner les batailles économiques. L'affrontement avec la bourgeoisie et l'Etat est présentée comme un affrontement avec de mauvais patrons, un mauvais Etat, sans expliquer la nature réelle et de classe de ces affrontements. C'est alors que la combativité spontanée est canalisée vers la lutte immédiate et revendicative pendant que la conscience prolétarienne ne progresse que peu ou pas. Certains réformistes justifient alors cette réalité en affirmant que la lutte économique doit "précéder" la lutte politique, que les travailleurs développeront leur conscience politique de par eux-mêmes, ou encore dans une autre "étape". De cette façon, ils pensent bloquer le développement de la fusion entre le mouvement révolutionnaire et ces avant-gardes ouvrières combatives.(11)

Mais quand le réformisme a démontré sa véritable nature, d'autres fausses solutions sont une fois de plus présentées au peuple. Parmi celles-ci, nous accorderons plus d'attention à ce courant qui a un certain enracinement dans l'histoire de la lutte des classes au Québec, c'est-à-dire le terrorisme. Le terrorisme et les différents groupes qui l'ont pratiqué (participant à ce mouvement qui n'en était pas un: le FLQ) repose sur le désespoir et l'impatience petite-bourgeoise face aux tâches de la révolution. On veut aller au plus vite et on pense que l'élimination de quelques patrons ou d'édifices gouvernementaux effraiera la bourgeoisie. On vit le résultat de ces conceptions en octobre 1970, mais certains ne semblent pas encore avoir compris la leçon. Le terrorisme possède cependant un certain attrait pour plusieurs révolutionnaires et même plusieurs ouvriers combatifs qui veulent le changement, mais qui ne sont pas prêts à prendre les moyens pour y arriver. De plus, le terrorisme est un moyen idéal pour monter une vaste provocation contre le mouvement ouvrier et révolutionnaire. L'affaire Samson nous a démontré que certains éléments de la police sont directement impliqués. Les rumeurs véhiculées dans la presse bourgeoise à l'effet d'un renouveau du FLQ ne sont certainement pas étrangères à un plan policier pour préparer l'opinion publique tel que cela fut entrepris en 1968-69.(12) Les révolutionnaires de même que l'ensemble des couches combatives doivent résolument dénoncer ce courant et la provocation qui se masque derrière. Aucun compromis ne doit être permis devant un renouveau terroriste et cela doit être clair qu'un tel courant n'a rien à voir avec la révolution, rien à voir avec le mouvement révolutionnaire, rien à voir avec la tradition révolutionnaire au Québec et dans le monde, et ce, quelque soit le jargon marxiste-léniniste que certains utiliseront pour couvrir leurs activités de sape et d'infiltration.(13) La dénonciation du terrorisme, de l'anarchisme, que cela prenne la forme d'un nouveau FLQ ou d'autre chose, doit faire l'unanimité parmi l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Contre le réformisme et contre l'aventurisme, nous devons nous atteler à la tâche d'édifier un puissant mouvement révolutionnaire profondément enraciné parmi les masses du prolétariat et du peuple. Cette tâche, ce ne sera pas en luttant de façon étroite pour des revendications économiques que nous l'accomplirons, ce ne sera pas non plus à rêvant d'une "minorité agissante" qui voudrait faire la révolution à la place des masses; c'est plutôt en entreprenant un travail prolongé et patient, en posant les conditions pour édifier un parti communiste de type nouveau.

NOTES

1) **Où va la crise**, vol. 4, no 9.
2) Toutes les guerres d'envergure ont résulté en une extension de la révolution. La première guerre mondiale accoucha de la révolution russe et du mouvement insurrectionnel en Europe, la deuxième guerre mondiale de la révolution chinoise et de la libération de l'Europe centrale et orientale, etc. C'est ce que veulent signifier les camarades chinois quand ils affirment que "ou bien la révolution conjure la guerre, ou bien la guerre conduit à la révolution".
3) Il y a une baisse de production du fer et de l'acier, de même que du cuivre. Quant au pétrole, les principaux pays exportateurs (Arabie, Koweit, Lybie) ont dû réduire leur production faute de demandes. Nous ne savons pas si le Canada a diminué la sienne cependant.
4) C'est aussi la visite et l'interrogation policière chez plusieurs militants pour leur demander ce qu'ils feront pendant les jeux olympiques, etc.
5) C'est le livre blanc de la justice de Choquette, c'est aussi les efforts pour briser le pouvoir des patroneux et la corruption parmi l'appareil judiciaire et au sein de la police (affaire Saulnier, affaire Guay, etc.).
6) Le bill 24 propose l'interdiction de participer au syndicat à des "repris de justice", oblige le vote de grève secret et 60 jours après la décision de tenir la grève, protège les scabs, etc.
7) C'est aussi l'intervention discrète de la CIA et la collaboration entre celle-ci et les forces répressives canadiennes.
8) La répression s'accompagne aussi de mesures à façade libérale. C'est l'envers de la médaille de présenter une chartre des droits de l'homme, ou certaines mesures sociales libérales.
9) La répression et le degré qu'elle atteindra n'est pas déterminée uniquement par la volonté de la bourgeoisie, mais aussi par la capacité du peuple et des révolutionnaires de résister en transformant l'offensive bourgeoise en une offensive prolétarienne.

D'autre part, la répression ne survient pas d'un seul coup. Il y a une progression, marquée de phases distinctes qui s'enclanchent les unes dans les autres si la bourgeoisie garde l'initiative. Une période comme l'automne 1970 par exemple fut le résultat d'une longue campagne de la bourgeoisie pour discréditer le mouvement ouvrier et progressiste, par une série d'actes de provocation, etc. Ces phases peuvent être rapprochées si la bourgeoisie en ressent le besoin. Par exemple une explosion de la révolte ouvrière et populaire. On pourrait alors assister à une intensification de la répression, des actes de provocation, une campagne de presse contre les révolutionnaires qui "manipulent le mouvement de masse", etc. Sans compter sur les enquêtes du style de la Commission Cliche ou de la CECO dont on peut se servir pour tenter de discréditer les progressistes. Il faut être attentif à cela sans d'autre part capituler devant cette intimidation. Il faut prendre exemple sur les révolutionnaires et sur les masses qui partout dans le monde réussissent à surmonter la répression et à progresser vers la révolution, au Chili, au Portugal, etc.
9-A) La combativité s'étend du secteur public (postes, cols bleus, hôpitaux) au secteur privé (mines, métallurgie, pâtes et papier, etc.). De plus, elle dépasse Montréal pour se répandre dans l'ensemble du Québec. Autre fait significatif, le prolétariat canadien s'éveille lui aussi avec la grève des 50,000 travailleurs de la forêt en Colombie britannique, la grève de l'Inco à Sudbury contre l'opposition du syndicat des Métallos, etc. . .
10) L'erreur économiste qui fut largement présente durant les années 1930 amenait à concevoir la crise comme la phase d'écroulement du capitalisme où les prolétaires devaient foncer en ligne droite pour prendre le pouvoir.
11) Ces réformistes qui prennent souvent une allure "marxiste" sont peut-être les plus dangereux car ils servent de caution progressiste à l'impasse du mouvement syndical aujourd'hui. Il faut lutter résolument contre des courants et leurs expressions organisées comme le RCT, le RMS, divers courants anarcho-syndicalistes et trotskistes, etc.
12) On se souvient qu'à l'époque, il y eut une assez longue campagne qui visa à identifier le terrorisme au mouvement révolutionnaire (FLP) et progressiste (les déclarations de Marchand affirmant que le FRAP était une couverture pour le FLQ).
13) Pour s'infiltrer dans le mouvement révolutionnaire, les tenants de la ligne terroriste utiliseront sans doute le vocabulaire et la forme extérieure du marxisme-léninisme étant donné le fait que c'est ce courant qui domine actuellement la gauche québécoise.

Les tâches d'édification du parti

Il y a généralement une unanimité parmi les révolutionnaires à l'étape actuelle sur la nécessité d'orienter notre travail en vue de la construction du parti communiste de type nouveau. La crise actuelle et les luttes de masse qu'elle suscite font ressortir de façon évidente la nécessité d'une direction révolutionnaire organisée, et c'est aussi une évidence qui ressort de 150 années d'histoire du mouvement ouvrier mondial.(1) Les victoires récentes en Indochine de même que la défaite tragique du Chili nous ont rappelé une fois de plus que la révolution prolétarienne ne peut triompher sans l'existence d'un fort parti révolutionnaire et guidé par la théorie marxiste-léniniste.

Les choses deviennent un peu plus complexes toutefois quand il s'agit de déterminer les tâches concrètes de l'heure pour travailler en direction de cet objectif. Cette question est le sujet principal du débat en cours actuellement dans le mouvement révolutionnaire, alors que les réformistes nient la nécessité du parti en affirmant qu'il n'est possible que dans une "deuxième étape" ou encore qu'il existe déjà! Cependant, n'importe quel observateur réaliste de la situation au Québec et au Canada constate que 1) le parti révolutionnaire est une nécessité historique, 2) ce parti n'existe pas encore, et 3) il revient aux groupes marxistes-léninistes d'entreprendre le processus prolongé de son édification.

Notre conception est la suivante. Le parti que nous devons édifier est un **Parti Communiste de type nouveau**, c'est-à-dire que c'est un parti qui s'inscrit dans la tradition révolutionnaire du mouvement communiste formé et développé par le Parti Bolchévik et l'Internationale Communiste, mais qui doit inclure aussi les nouveaux acquis de la révolution chinoise et de la pensée de Mao Tsétoung qui ont développé le marxisme-léninisme à une nouvelle étape alors que la grande majorité du mouvement communiste mondial sombrait dans le révisionnisme avec en tête le P.C. de l'Union Soviétique. Le Parti Communiste de type nouveau devra donc intégrer à la réalité nationale ces acquis du marxisme-léninisme et de la pensée mao-tsétoung, en visant à réaliser, par le renversement de la bourgeoisie, l'établissement de la dictature du prolétariat et le socialisme, l'objectif suprême que constitue le communisme, l'abolition complète de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'instauration d'un régime d'"association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous".(2)

Nous sommes cependant en train de franchir les tout premiers pas en direction de cet objectif et de la première étape pour y arriver: l'édification du parti. Cette première grande étape se caractérise principalement par le fait que nos énergies doivent se diriger en fonction de former et de rallier l'avant-garde prolétarienne. La signification actuelle de la fusion entre le marxisme-léninisme et le mouvement ouvrier se réalise principalement par une fusion entre les éléments prolétariens les plus avancés et les plus dévoués avec le jeune mouvement révolutionnaire. La réalisation de cette fusion posera les bases pour qu'un véritable parti prenne corps et propose à l'ensemble des masses une voie vers la révolution, des propositions d'ensemble pour changer les rapports de force avec la bourgeoisie en faveur du prolétariat et du peuple.

Mais si la phase actuelle se caractérise par la priorité de la formation révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne, encore faut-il déterminer la méthode concrète pour la mettre en pratique. C'est dans ce sens que nous avons proposé de "bâtir le parti dans les masses", c'est-à-dire que le ralliement et la formation de cette avant-garde prolétarienne ne se fera pas à l'université, ou même encore dans des groupes d'étude repliés sur soi, mais dans l'effort conscient, scientifique et appuyé sur les principes révolutionnaires pour diriger la lutte des masses dans l'optique de la révolution. Quand nous allons propo-

ser aux éléments avancés de participer à l'édification du parti, c'est pour lier dans un travail prolongé d'éducation et d'organisation politique les principes scientifiques de la lutte prolétarienne et les conditions pour réaliser une direction révolutionnaire dans le mouvement actuel des masses.(3)

Autrement dit, édifier le parti, c'est déjà viser à établir une direction révolutionnaire sur les masses, c'est poser toutes les conditions pour passer à l'étape où le parti organisé et consolidé organise la révolution. Cet effort conscient, méthodique, se butera à de nombreux obstacles. Il n'est pas facile dans les conditions actuelles de la conscience des masses et face à des ennemis aussi puissants que les capitalistes et les impérialistes (et leurs multiples agents au sein même du mouvement ouvrier) d'établir cette direction. Toute l'étape actuelle est caractérisée par les multiples tentatives pour établir cette direction, et c'est dans la mesure où nous franchirons des pas en avant que l'édification du parti se réalisera.

Pour réaliser ce but, il est nécessaire de transformer le cadre et les pratiques du mouvement révolutionnaire. Il est nécessaire pour les groupes qui militent déjà depuis quelques années de passer à une phase supérieure d'organisation et de direction. Cette vérité se concrétise actuellement par un mouvement d'unification et de consolidation qui entraîne la création d'organisations marxistes-léninistes, qui doivent fonctionner "comme un parti", c'est-à-dire entreprendre toutes les tâches d'agitation, de propagande et d'organisation nécessitées par les exigences de la lutte et du projet révolutionnaire. Cet élargissement est beaucoup plus qu'une transformation de la forme, de l'aspect extérieur, mais plus fondamentalement cela permet d'entreprendre le travail en réalisant une synthèse supérieure des acquis du marxisme-léninisme et de nos interventions.

La transformation en organisation révolutionnaire pose toute l'envergure et la complexité de méthodes de travail centralisées et démocratiques, de l'édification d'un véritable centre directeur qui dirige politiquement la structure fondamentale constituée par la cellule d'entreprise ou de quartier. Elle pose aussi l'élaboration d'éléments de programme révolutionnaire sur les différents fronts de la lutte des classes et l'analyse de la réalité concrète au Québec et au Canada, de même qu'à l'échelle internationale. Elle pose finalement l'approfondissement et l'élargissement du processus d'unité entre tous les authentiques révolutionnaires, et leur fusion en un type d'organisation supérieure.(4)

Cette nécessaire transformation n'est pas un processus formel: il ne s'agit pas de s'auto-proclamer organisation ou parti, mais de réaliser en pratique les tâches que signifie cette transformation. Il ne s'agit pas non plus de se considérer comme **LE** centre unique autour duquel tous doivent s'agglutiner. Ne pas se considérer comme le centre unique, c'est tenir compte de nos limites et avancer dans le débat conscients de cette réalité, conscients que l'édification du parti sera achevée quand les groupes et les organisations actuelles auront achevé un degré supérieur d'unité et de consolidation politique et qu'elles auront donc pu résoudre des contradictions qui nous apparaissent insolubles aujourd'hui. Ne pas se considérer comme le centre, c'est de réaliser aussi la composition de classe du mouvement révolutionnaire actuel: aucune transformation n'est possible si notre fusion avec l'avant-garde prolétarienne n'est pas avancée. Quand le parti sera véritablement édifié, cette avant-garde devra être très largement ralliée au processus révolutionnaire. Ne pas se considérer comme le centre unique, c'est réaliser que la lutte des classes se poursuit à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, et qu'elle détruira les organisations actuelles pour en reconstruire des nouvelles, plus fortes et plus révolutionnaires, à mesure que les prolétaires révolutionnaires se forgent des armes plus solides pour renverser la bourgeoisie.

Nous avons tenté au cours de ce texte de donner un aperçu global de la direction que nous prenons. Bien sûr, un grand nombre de questions fondamentales ont été à peine abordées. Certaines sont reprises dans les autres textes qui complètent ce numéro. L'agencement du numéro actuel indique aussi dans quel cadre nous organiserons nos interventions, avec des analyses générales de la conjoncture par rapport aux tâches des révolutionnaires, des dossiers plus élaborés sur un front particulier de la lutte des classes, des interventions portant sur des questions d'organisation et de débat, des textes de formation et des analyses internationales, etc. Cette organisation devra nous permettre de toucher les questions brûlantes de l'heure tout en approfondissant les points les plus importants et en les liant aux acquis historiques du mouvement ouvrier.

Malgré la transformation que cette orientation implique, nous ne voulons pas perdre cependant le caractère large de la revue et nous voulons encourager tous les lecteurs à participer à son élaboration par la critique et le débat. Cette invitation est selon nous conséquente avec notre conception générale du processus d'édification du parti révolutionnaire. C'est à vous d'y répondre de la façon que vous jugerez la meilleure.

NOTES

1) "Il faut un parti révolutionnaire. Il faut un parti révolutionnaire fondé sur les théories révolutionnaires du marxisme-léninisme et ayant un style révolutionnaire marxiste-léniniste. Il faut un parti révolutionnaire sachant associer la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution du pays. Il faut un parti révolutionnaire qui s'en tienne à la vérité, qui soit à même de corriger ses erreurs et de procéder à la critique et à l'autocritique. Seul un parti révolutionnaire de ce type est capable de conduire le prolétariat et les larges masses populaires à la victoire dans la lutte contre l'impérialisme et ses laquais, de remporter une victoire complète dans la révolution nationale et démocratique, et de faire triompher la révolution socialiste." **Propositions concernant la ligne du mouvement communiste international,** Parti Communiste Chinois, juin 1963.
2) **Manifeste du Parti Communiste**, Marx et Engels.
3) Dans ce travail, deux erreurs sont possibles. D'une part, la première d'entre elles consiste à concevoir la formation de l'avant-garde prolétarienne en vase clos, uniquement par l'étude et que durant cette phase, toute tentative de diriger la lutte de masse conduit à l'aventurisme et à l'opportunisme. Mais cette erreur reflète une vision idéaliste de la formation et de la transformation de l'avant-garde prolétarienne. Celle-ci ne peut se former que dans la mesure où elle articule de façon révolutionnaire les principes marxistes-léninistes et la pratique de lutte des masses qui l'entourent. Si elle ne tente pas cette fusion, jamais elle ne pourra se former uniquement dans les livres. D'autre part, une deuxième erreur consiste à disperser ses efforts durant la première phase et à ne pas mettre la priorité sur la formation de l'avant-garde prolétarienne. Elle repose sur l'illusion que le mouvement de masse peut se développer dans la direction de la révolution sans qu'un fort parti révolutionnaire ne la dirige.
4) Le passage à une étape supérieure ne sera pas le résultat d'une vague coalition des groupes et organisations qui existent déjà. Au contraire, c'est la lutte des classes au sein du mouvement qui délimitera les acquis des erreurs et forcera les groupes et organisations actuelles à réaliser une synthèse supérieure de leur travail et donc à résoudre les contradictions qui les divisent et à s'unir, ou encore à stagner sur place et à dégénérer. C'est le sens du processus unité / critique / unité.

LES PERSPECTIVES DE LA LUTTE DANS LE SECTEUR PUBLIC

INTRODUCTION

La prochaine lutte des quelques 200,000 travailleurs du secteur publique représente un intérêt stratégique à plusieurs niveaux de la société québécoise. En premier lieu, c'est un test pour le mouvement ouvrier dans son ensemble, dans sa capacité à résister à l'offensive patronale qui vise à faire payer la crise par le peuple. Mais c'est aussi une lutte-clé pour la bourgeoisie elle-même, et pour son Etat, en ce qu'elle y expérimentera de nouvelles stratégies et de nouvelles tactiques pour faire face aux revendications syndicales, et ainsi renforcera ou affaiblira son unité.

C'est finalement un moment important pour le mouvement révolutionnaire, où celui-ci fera l'expérience d'une lutte prolétarienne d'ensemble et tentera d'avancer des mots d'ordre et des analyses pour progresser vers l'objectif stratégique de l'heure: l'édification du parti communiste de type nouveau.

Le travail qui suit est une tentative de situer ces enjeux. Il s'inscrit dans la continuité d'une première ébauche d'analyse publiée au printemps dernier (Bilan de la lutte du Front Commun de 1972, vol.4, no.8), mais il ne fait qu'introduire un patient et difficile travail de clarification que nous avons entrepris et que nous vous présenterons à mesure que la lutte prendra son essor. C'est justement parce que cette lutte sera le moment le plus stratégique pour le mouvement ouvrier et pour le mouvement révolutionnaire dans l'année qui s'en vient que nous concentrerons nos efforts à contribuer à en clarifier les divers aspects. Toutefois, cette analyse développera plus les rapports de force à l'intérieur d'un secteur particulier de la lutte, celui des affaires sociales; c'est que la lutte dans ce secteur peut être indicative des rapports de force généraux dans le prochaine lutte de la fonction publique.

I

L'Etat se réorganise, la bourgeoisie passe à l'offensive

LA BOURGEOISIE, L'ETAT ET LA CRISE

L'Etat moderne constitue le "quartier général" de la bourgeoisie monopoliste qui domine la société dans tous ses aspects au Québec, au Canada et dans les autres pays capitalistes. En tant que capitalistes, les bourgeois ont des intérêts divergents (ils tentent toujours de s'entretuer), mais ils ont aussi des intérêts d'ensemble, principalement face au prolétariat et aux couches populaires principalement. C'est pourquoi ils ont édifié l'Etat capitaliste moderne, qui représente les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble, ou du moins celles des couches dominates. Le rôle de l'Etat capitaliste est multiple et global. Ses tâches incluent la centralisation et l'organisation de la défense des intérêts capitalistes par la répression, l'établissement d'une politique sociale d'ensemble visant à récupérer une partie des revendications populaires et à les canaliser dans son propre intérêt. Il doit aussi organiser la défense économique des intérêts capitalistes en rationalisant l'économie (élimination des secteurs faibles, aide aux secteurs les plus stratégiques, organisation de l'infrastructure des services comme l'électricité, le système routier, etc.). Avec le développement du capitalisme monpoliste, c'est-à-dire la concentration du pouvoir aux mains de quelques gros capitalistes, l'Etat joue un rôle de plus en plus important en contribuant à renforcer cette concentration. Son pouvoir s'étend à mesure que les intérêts capitalistes se coalisent en monopoles, il devient l'Etat fort du capitalisme monopoliste.

Dans une période de crise comme aujourd'hui, ce rôle de l'Etat devient encore plus stratégique. La crise accentue les contradictions de classe, et l'Etat tente alors de les solutionner politiquement et idéologiquement. La répression s'accroît, de nouvelles mesures sociales tente de détourner les revendications populaires. De plus, la crise renforce la pouvoir des monopoles qui redéployent leur activité en s'emparant des entreprises les plus faibles et concentrent toute l'économie du pays vers les secteurs les plus rentables. L'Etat capitaliste aide ce processus, en favorisant les monopoles et en prenant en charge, aux frais du peuple (qui le assume sa survie en majorité par les taxes), les secteurs économiques les moins rentables.

Mais durant une péroide de crise, le rôle politique et idéologique de l'Etat se renforce considérablement aussi. L'Etat doit trouver de nouveaux moyens pour

masquer les antagonismes de classe tout en réduisant au maximum les services qu'il offre à la population. Le Ministère des Affaires Sociales (MAS) est l'organisme qui coiffe tout ce processus d'élaboration politique. Etabli au début des années 60, il avait alors pour but de moderniser les insitutions sociales au Québec pour soutenir l'expansion économique de ces années: il fallait donc fournir une main d'oeuvre mieux éduqée, en meilleure santé, dotée d'une politique d'assistance sociale et d'aide familiale moderne et efficace, dépassant le système archaique de la St-Vincent-de-Paul et de tout le réseau de l'Eglise Catholique. C'est pourquoi les dernières années voient le grossisement constant du MAS, le plus gros accapareur de fonds, le centre de la politique sociale de la bourgeoisie au Québec. Mais ce grossisement ne se faisait pas à l'aveuglette, il s'inscrivait dans un plan de rationalisation de tout le secteur social, visant à briser l'anarchie et le gaspillage (du point de vue de la bourgeoisie) qui y régnait et qui y règne encore dans une certaine mesure. Les effets de cette rationalisation, nous les verrons plus loin au niveau des hôpitaux, mais en gros, on peut dire qu'ils découlaient de la loi capitaliste de la rentabilisation maxima: réduction des coûts, intensification de la productivité.

Mais la politique sociale du gouvernement doit être encadrée dans une perspective politique d'ensemble. C'est dans ce but qu'est créé en 1969 le Ministère de la Fonction Publique (MFP). Si la MAS organise et rationalise la politique sociale, le MFP (1) se charge des effets politiques de cette organisation au niveau de ceux qui vont l'appliquer: les travailleurs de l'Etat. L'AHPQ (L'Assocation des hôpitaux de la Province de Québec) ne joue qu'un second rôle dans cette politique de rationalisation, en tant que gerants des décisions de l'Etat.

Mais ce qui ressort de cette organisation, c'est que tout découle d'une même politique d'ensemble, décidée par l'Etat capitaliste, et appliquée dans ses différents aspects (organisation, réalisation, contrôle des travailleurs) par divers organismes dont les intérêts coincident généralement en tous points. L'appareil bureaucratique que l'Etat place devant les travailleurs contribue à les dérouter: on ne sait plus qui est l'ennemi, on ne sait plus qui frapper, on nous renvoie les revendications d'un bureau et d'un ministère à l'autre. Cette stratégie a contribué grandement dans le passé à masquer les antagonismes de classe présents dans le secteur public. Et pourtant, le processus en cours a tendance à contredire cet aspect. Ceci ressortit plus clairement lors de la lutte de 1972. L'essor du mouvement de masse combatif fit alors apparaître les liens étroits et la politique d'ensemble qui régit l'ensemble du secteur public. La négociation des conditions de travail à l'échelle nationale, le rôle tout puissant du MFP au détriment des administrations locales, et finalement l'intervention du gouvernement directement par l'application de lois et de mesures répressives démarquèrent la réalité des illusions. Ce n'était plus tel administrateur ou tel fonctionnaire ou tel ministre, mais l'ensemble de l'Etat capitaliste et derrière lui l'ensemble de la bourgeoisie. La politique de centralisation était donc aux prises avec des contradictions foncamentales: d'une part la nécessité de centraliser par en haut découle de la logique du développement du capitalisme monopoliste, et d'autre part, en faisant cela, on transforme chaque lutte en une lutte générale, comportant des aspects plus politiques.(2) C'est pourquoi la politique de centralisation de l'Etat se combinera à une politique pour diviser les travailleurs en couches et en groupes divisés, pour mieux les affaiblir et les affronter un par un. Le mouvement syndical est tombé dans ce panneau à plusieurs reprises et c'est ce que nous verrons plus loin.

LA SIGNIFICATION DE LA "RATIONALISATION"

La "rationalisation" du secteur public a eu pour but de réorganiser le secteur public pour le rendre plus conforme aux critères de rentabilité capitalistes: le minimum de coûts pour fournir le minimum de services, juste ce qu'il faut pour que la population ne se révolte pas. Cette politique fut réalisée en grande partie par la mise en oeuvre d'un plan d'ensemble visant à centraliser et à réduire les services, l'augmentation de l'intensité et de la productivité du travail, et le retrait de certains avantages sociaux et économiques des travailleurs accompagné d'un politique salariale restrictive.

La centralisation et la réduction des services s'est manifestée de plusieurs façons. Il y a eu des fermetures d'hôpitaux, postes vacants non comblés ou fermés, politique de confier certains services à des entreprises privées auxiliaires qui s'autofinancent, utilisation au maximum de l'espace interne des hôpitaux (causant un manque d'espace et un encombrement général), etc.

Cette politique de réduction des dépenses a déjà donné certains résultats: entre 1971 et 1974, on a coupé à l'échelle du Québec un minimum de 982* postes à temps plein dans les hôpitaux généraux, ce qui représente une épargne d'au moins 3.6 millions de dollars. De plus les statistiques indiquent que le nombre de patients traités par jour augmente plus vite que le nombre d'heures payées. Autrement dit, les tâches augmentent. C'est l'intensification du travail. Pour contourner les clauses de sécurité d'emploi, l'Etat emploie la "mobilité" du personnel: il peut déplacer les travailleurs à l'intérieur de l'ensemble du secteur social..

Contre les avantages que les travailleurs avaient obtenu dans certains secteurs, l'Etat, principalement par l'intermédiaire des administrations locales, a tenté d'en arracher le maximum. Cette politique a provoqué durant les deux dernières années de dures luttes contre l'augmentation des prix des repas ou du stationnement, etc. Cette situation a atteint un point où les travailleurs du secteur public au Québec sont parmi ceux au Canada qui produisent le plus et obtiennent le moins d'avantages.

Quant aux salaires, ils ont subit depuis 1968 une érosion graduelle compte tenu de la politique financière en général du gouvernement et surtout de l'inflation. Entre 1972 et 1974, le revenu hebdonadaire moyen des travailleurs a baissé de $103 à environ $100 à cause de l'inflation, et ce malgré les augmentations et l'indexation qu'ils ont pu obtenir dans leurs luttes. Au niveau du secteur public, les avantages obtenus en 1972 ont permis généralement de se maintenir à flot, **par rapport à la situation de 1972**, mais ce qui avec la poursuite de l'inflation effrénée jusqu'au aujourd'hui, n'a plus aucun sens.(3)

Aujourd'hui, la politique de la "rationalisation" de l'Etat capitaliste dans le secteur public est presqu'achevée. Il s'agit pour l'Etat de consolider certains secteurs stratégiques (hôpitaux) et d'entreprendre la réorganisataion d'une multitude de petits secteurs en les restreignant au maximum. Un exemple de cela est la politique concernant l'établissement de garderies où il n'est pas dans l'intérêt actuel du gouvernement d'ouvrir largement ce nouveau secteur même en tenant compte du fait qu'il aurait normalement un effet positif sur l'économie par la libération de la main d'oeuvre féminine, ce qui n'est certainement pas le cas maintenant avec le chômage qui va grimper à plus de 10%.

* Voir la note six à la fin de la troisième partie.

L'ENVERS DE LA "RATIONALISATION": LA REPRESSION

Pour briser les avantages gagnés par les travailleurs et diminuer leurs salaires réels, la bourgeoisie a du adopter la méthode forte, la répression. Ceci a provoqué de nombreuses luttes ces deux dernières années, particulièrement dans les endroits où les travailleurs sont dirigés par un syndicat combatif. Face à ces derniers et en général, l'Etat par l'intermédiaire des administrations locales a adopté une politique de non-respect systématique des conventions collectives. On ne respecte pas les clauses du contrat de 1972, et les trous juridiques que cette convention a permis aux patrons de remporter en majorité les cas d'arbitrage soulevés par ce mépris du contrat collectif. Le contrat devient ainsi pour les travailleurs un papier inutile.

Ceci fut accompagné par une politique de provocation systématique face aux syndicats combatifs. Les luttes des Centres d'acceuil de la région de Montréal et la grève des travailleurs de Berthelet en furent la manifestation. Il était clair que la politique patronale visait à provoquer les travailleurs à s'engager dans des actions dont ils ne pouvaient assumer l'ampleur. Le résultat recherché était l'affaiblissement général et la démoralisation des travailleurs, et le congédiement des travailleurs combatifs, en particuleir des militants syndicaux. Les multiples cas de congédiements et de suspensions arbitraires furent presque tous causés par cette politique de provocation. Cependant, à plusieurs endroits, la détermination et la conscience des travailleurs ont pu déjouer ces plans, à Berthelet, à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont entre autres où plusieurs actions de masse bien organisées ont fait reculer l'offensive patronale (sans la briser complètement).(4)

Cette politique de répression semble être consciemment organisée en vue de la prochaine négociation de l'automne. C'est le rapport de forces dont les patrons et l'Etat sont conscients et qu'ils préparent. Un autre aspect important de l'offensive est la campagne idéologique déclenchée dans les médias bourgeois contre les travailleurs du secteur public. Les travailleurs d'hôpitaux sont "inhumains et sans coeur", les fonctionnaires sont péquistes et inefficaces (déclaration du ministre fédéral Chrétien), les enseignants enseignent le joual et la révolution (la série d'articles de Lysianne Gagnon dans La Presse), etc. On veut faire passer ces travailleurs aux yeux du public pour un groupe de parasites vivant aux crochets de la société et incapables de bien travailler.

LA STRATEGIE PATRONALE FACE A LA PROCHAINE NEGOCIATION

Compte tenu de la situation économique et politique en général, le rapport de forces est en faveur de l'Etat et de la bourgeoisie. C'est pourquoi ils vont tenter d'augmenter et de consolider leurs gains.

Au niveau de la politique de rationalisation, celle-ci est si bien entamée qu'elle ne sera pas un enjeu important du point de vue de l'Etat. Il est plus probable qu'il porte alors le gros de son offensive sur la politique salariale. Les indications actuelles démontrent que les offres ne dépasseront pas 12-14% par année. Cette politique serait conséquente d'ailleurs avec celle du gouvernement fédéral (qui a plafonné toutes augmentations à 12%), et apparaitrait favorable aux yeux de la bourgeoisie dans son ensemble, telle l'affirmation récente du Conseil du Patronat préconisant une augmentation à $140, ce qui représente à peu près 14 %. D'ailleurs, c'est le ministre St-Pierre lui-même qui a avoué le 15 juillet dernier que les offres ne dépasseront pas 15%, ce qui cadrerait avec l'augmentation moyenne de la masse salariale du gouvernement québécois (12.5%). Il est même probable que les offres gouvernementales seront au départ plus minimes encore et qu'il tentera de négocier une "moyenne" à partir des revendications syndicales. Une fois cette question "réglée", les administrations locales poursuivraient la "rationalisation" par les mêmes tactiques: postes non-comblés, entensification des tâches, mépris des clauses contractuelles sur les conditions de travail,(5) etc. De cette façon, l'Etat pense poursuivre sa politique tout en accordant aux travailleurs une augmentation salariale "normale" par rapport aux autres couches de travailleurs. Mais cette politique "normale" doit tenir compte de l'état "anormal" de la crise actuelle et de la combativité des travailleurs qui s'est exacerbée dans ce secteur sous-payé et durement exploité des services publics et para-publics.

C'est pourquoi il faut se préparer à une accentuation de la vague de répression qui prévaut actuellement. L'Etat est en train de se doter d'un appareillage légal beaucoup plus répressif. Une loi sur les "services essentiels" par exemple, enlevant à toutes fins de pratiques le droit de grève dans les secteurs vitaux, sera probablement mise en pratique. Ce qui compléterait l'infâme bill 24 visant à encarcaniser les syndicats encore plus: les militants syndicaux condamnés à la prison perdent automatiquement leur poste, le syndicat ne peut déclencher la grève que 60 jours après le premier vote de grève, etc. Il est aussi probable que cet appareillage légal soit appliqué durement et sans concessions, pendant que les administrations locales accentueront leur provocation et que la campagne idéologique se poursuivra.

D'autre part, en cas d'affrontement majeur, il faut s'attendre à ce que l'Etat ait appris certaines leçons depuis 1972. S'ils sentent la combativité monter, ils feront alors de multiples pressions pour diviser le front des travailleurs, en insistant sur les couches supérieures (fonctionnaires, cadres, infirmières, etc) au détriment des secteurs stratégiques et massifs. L'Etat tentera aussi d'accenter la répression contre les couches les plus combatives et les mieux organisées, frappant les lignes de piquetage et tentant d'empêcher toute action concrète et efficace. Une autre tactique pourrait être l'établissement d'une commission d'enquête-éclair (style Commission Cliche) qui tenterait de démontrer publiquement et spectaculairement que les travailleurs sont manipulés par les extrémistes (nouvelle sorte de "pègre syndicale") qui préparent l'affrontement et la grève générale,(6), etc. Dans le cas d'un affrontement généralisé, tous les moyens seront bons pour la bourgeoisie et dans de telles périodes graves, elle s'unit dans un seul bloc au-delà des divergences secondaires...(7).

Car il faut comprendre que la bourgeoisie a des responsabilités politiques générales à assumer dans cette lutte. En tant que fraction de la bourgeoisie canadienne, le groupe dominant du Parti Libéral doit faire ses preuves qu'il est capable de mafriser habilement une telle situation, pour ne pas porter flanc aux critiques opportunistes de la fraction nationaliste de la bourgeoisie québécoise qui utiliseront toutes les erreurs et pour renforcer leur projet social-démocrate de réforme du

capitalisme (8). Face au prolétariat et aux couches populaires, la bourgeoisie doit montrer sa force, doit prouver la faiblesse du mouvement ouvrier et populaire. Elle doit briser un possible effet d'entrainement qu'une grande victoire des travailleurs du secteur public aurait à coup sûr sur l'ensemble des masses. Elle doit aussi briser ce mouvement pour des considérations purement économiques: les revendications des travailleurs affecteraient durement son plan de réorganisation face à la crise et aurait aussi un effet d'entrainement inacceptable dans les secteurs privés, particulièrement dans les services. Mais la bourgeoisie doit assumer ses responsabilités aussi devant le courant progressiste et révolutionnaire qui émerge dans cette lutte et tenter de l'éliminer comme force montante à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire. Toutes ces incidences politiques générales font de la prochaine lutte du secteur public le noeud central de la stratégie capitaliste de réorganisation. C'est pourquoi, ils y mettront le maximum de leurs efforts. L'avenir de cette stratégie repose donc sur la capacité du mouvement ouvrier à se préparer et à affronter l'Etat. C'est un rapport de forces qui commence en faveur de la bourgeoisie, mais qui peut aussi se transformer en faveur des travailleurs.

---

notes

1) Le MFP est le véritable cerveau dans le domaine des décisions à prendre sur les mesures à appliquer dans la fonction publique. Après l'expérience de 72, le MFP s'est réorganisé pour centraliser encore plus avec la mainmise de tous les pouvoirs par la Direction générale des relations de travail (DGRT). Le DGRT a élaboré une politique d'ensemble et de cohérence selon les différents secteurs qu'il tente évidemment de diviser entre eux. Le gros de son travail de préparation a porté sur la question salariale, ce qu'ils appellent la "normalisation de la rénumération", et c'est lui qui sera le véritable maître d'oeuvre de la prochaine négociation.

2) La lutte économique prend alors des aspects politiques, sans devenir pour autant une véritable lutte politique dans tous les sens du terme. La lutte devietn politique quand l'affrontement vise le pouvoir, le renversement de la bourgeoisie. Elle apparaît ainsi quand la lutte économique s'étend et s'exacèrbe, et qu'une organisation révolutionnaire dirige ce mouvement de masse en l'orientant de plus en plus vers le pouvoir. Il y a à ce moment un bond, un saut qualitatif qui transforme la lutte économique en une lutte politique.

3) Les salaires des travailleurs d'hôpitaux par exemple ont subi une augmentation relative, même si durant la même période la masse salariale n'augmentait pas au même rythme que le budget du MAS. Cependant, les salaires hospitaliers sont largement inférieurs à la moyenne québécoise: la revendication du $165 permettrait de ratrapper quelque peu cette moyenne.

4) Ces deux luttes ont eu comme effet un renforcement considérable de l'organisation et la conscience de ces travailleurs, justement parce que la direction de ces syndicats combatifs a mis de l'emphase sur l'explication des enjeux de la lutte, sur l'analyse de la crise actuelle et de la stratégie offensive de la bourgeoisie, et qu'ainsi elle a réussi à transformer une défaite potentielle en un *repli organisé*. Les luttes n'ont pas résulté dans la plupart des cas en des victoires sur les revendications, mais elles ont renforcé la détermination des travailleurs à s'orgamser et à résister.

5) Il est probable cependant que l'Etat dans la négociation centrale tente d'accaparer plus de pouvoir sur les "changements technologiques", et certaines clauses pour atténuer la sécurité d'emploi qu'ils pourraient déguiser sous la forme de la "formation du personnel", etc.

6) La bourgeoisie qui manipule et contrôle les masses tente de reporter sur le peuple sa façon de dominer, en accusant les militants progressistes de "contrôler" par des procédés cliquistes et cachés, etc. Il ne faut pas prêtre flanc à ces attaques en affirmant clairement que les révolutionnaires ne cachent pas leur intentions, ni devant la bourgeoisie, ni devant les masses, qu'ils ne "contrôlent pas" par en-dessous et qu'ils ne cherchent pas la satisfaction de leurs intérêts personnels, mais qu'ils font un travail d'éducation politique dans la lutte qu'il tentent d'orienter dans une perspective révolutionnaire, parce que seule la révolution peut satisfaire véritablement les intérêts du prolétariat et des couches exploitées. Il faut aussi que les révolutionnaires et les progressistes dans la prochaine lutte du secteur public réfléchissent à ces questions et prennent des mesures pratiques pour se préparer à une telle éventualité.

7) Bien sûr, il y a des fractions même au sein du gouvernement. Ce n'est pas pour rien en 1972 qu'en pleine lutte du Front Commun, L'Allier fut remplacé au MFP. Actuellement, il y a certaines divergences secondaires par exemple entre le clan Simard-Bourassa d'un côté, et le groupe plus "moderne" et plus lié à la grande bourgeoisie canadienne dont la tête de file est St-Pierre. Mais ces contradictions seront toujours secondaires face aux contradictions qu'ils ont en commun contre le prolétariat. Dans une période d'affrontement, il ne faut donc pas baser sa stratégie sur ces contradictions secondaires même s'il faut en tenir compte.

8) Voir l'article *Où va la crise?* (vol.4, no.9) pour une analyse des contradictions dans la bourgeoisie québécoise. En ce qui concerne la prochaine lutte, le PQ sera pris dans un grave dilemne. D'une part, il voudra tirer profit des bourdes du gouverenement et renforcer le soutien qu'il bénéficie au sein du peuple, et d'autre part, il ne voudra pas assumer les revendications des travailleurs et les moyens de luttes qu'ils développeront. Le PQ reste alors de faire l'objet d'une campagne réactionnaire de la part de la bourgeoisie libérale. C'est le propre d'un tel parti de tenter l'impossible et de concilier les intérêts du peuple avec ceux de la bourgeoisie.

II Contradictions syndicales

LES FORCES EN PRESENCES

Les travailleurs du secteur public ne forment pas une couche homogène et unie. Au contraire, ils sont divisés et parcellisés en une multitude de couches et de catégories d'emplois, de fonctions, de conditions de travail et de salaires, etc. et de plus, ils sont dispersés à travers le Québec, sans compter la division syndicale. Le Front Commun de 1972 fut une tentative d'unir toutes ces catégories dans la lutte contre le même patron, et les diverses contradictions qui ressortirent montrèrent le caractère objectif et subjectif des limites de cette unité. Le tableau 1 nous indique les grandes catégories, le nombre qu'elles recoupent et les syndicats auxquels elles sont affiliées.

L'augmentation rapide des travailleurs des services et la transformation que cela a entrainé au niveau du mouvement syndical reflète les nouvelles contradictions qui traversent le développement du capitalisme monopoliste. Dans le passé et en général, le secteur des services publics a été relativement calme, reposant sur un système complexe et élaboré de patronage et de petits avantages, accompagné de l'idéologie religieuse et de la charité chrétienne, etc. Ces facteurs ont causé un retard dans la syndicalisation de ce secteur, de même qu'une combativité et une conscience généralement très limitées. Mais le développement même du capitalisme a transformé cette situation pour faire du secteur des services publics un secteur-clé de l'économie capitaliste, un secteur qu'il fallait mettre au pas de la grande entreprise privée avec tout ce que cela signifie au niveau des conditions de travail. Le syndicalisation qui s'étend à partir des années 1960 est le résultat d'une résistance à cette perte de petits privilèges, mais aussi une prise de conscience de la nécessité de revendiquer des conditions de travail et des salaires raisonnables. L'expansion rapide du syndicalisme fut de plus favorisée par la tentative de l'Etat de négocier avec les syndicats une entente permettant un développement ordonné et organisé de la main d'oeuvre et de l'amélioration de ses conditions de travail. Tel fut le cas particulièrement avec l'établissement du Syndicat des fonctionnaires de la province de Québec (SFPQ-CSN) (1).

Mais cette période d'entente tranquille ne put se maintenir longtemps. Au milieu des années 60, avec le début des premiers signes annonciateurs de la crise, l'Etat affrontera durement les syndicats avec la grève des hôpitaux (1966) et à partir de ces années, le syndicalisme progressera sans aucune collaboration de la part de l'Etat et de la bourgeoisie dans ce secteur. LE mouvement syndical progressera par les efforts des travailleurs de la base de s'organiser et de se défendre. Mais, en plus d'affronter les patrons, ils auront aussi à affronter ceux-là même qu'ils avaient délégués pour les défendre: les syndicats.

LE CONTRADICTIONS DU SYNDICALISME D'AFFAIRE

Les pratiques du syndicalisme d'affaire, le bon ententisme et la collaboration avec les patrons, l'idéologie réactionnaire, etc. domineront dans le secteur public comme dans l'ensemble du mouvement ouvrier. Toutefois, c'est dans ce secteur que ces pratiques seront le plus contestées à partir des années 70 avec la montée de la combativité des travailleurs.

Au sein du secteur public, le noyau dur du syndicalisme d'affaire, c'est-à-dire les syndicats "internationaux" de la FTQ sont relativement faibles. Leur principal représentant est le Local 298 de l'Union des employés de services (FTQ), un véritable syndicat d'affaire réactionnaire et corrompu dans tous les sens du terme.(2)

Depuis 1972, le Local 298 ne joue pas et n'a jamais joué un rôle moteur et il s'est contenté de suivre généralement la Fédération des Affaires Sociales (FAS) de la CSN. Son implantation est d'ailleurs concentrée dans plusieurs petits hôpitaux privés et anglophones, mais il comprend aussi deux bastions stratégiques des travailleurs hospitaliers à Montréal, soit les hôpitaux St-Luc et Maisonneuve-Rosemont. Or dans ces deux hôpitaux, la pratique de trahison a fait l'objet d'une large critique et dénonciation de la part des exécutifs locaux qui sont depuis quelques années pris en main par des travailleurs combatifs. C'est ainsi que c'est l'occupation des bureaux du 298 par des travailleurs de Maisonneuve-Rosemont qui ont empêché le président A. Goyer du 298 de saborder une éventuel table sectorielle commune avec le FAS (3). Depuis ce temps, une lutte acharnée se déroule entre les travailleurs de la base et les exécutifs combatifs contre la direction du 298 qui dans de pareilles circonstances, ne peut jouer aucun rôle important comme appareil dans la prochaine lutte (ce qui n'est cependant pas le cas des travailleurs de la base dans les hôpitaux syndiqués au 298).

Du côté de la FTQ est aussi présent le Syndicat Canadien de la Fonction Publique (SCFP), qui n'est pas un syndicat "international", mais qui s'en tient généralement au syndicalisme d'affaire traditionnel. Le SCFP a une certaine implantation dans des secteurs-clés comme l'hydro, les employés de soutien des universités, mais ces groupes ne participent pas à la négociation commune qui s'en vient.(4) Ailleurs le SCFP pratique un syndicalisme d'affaire plus combatif que le 298, mais est fortement retranché dans l'affairisme. C'est le SCFP par exemple qui a le premier brisé le front syndical en présentant au gouvernement ses revendications pour les quelques 2,000 travailleurs d'hôpitaux qu'il représente. Ailleurs, le SCFP comprend aussi les secteurs plus combatifs, comme par exemple, les employés de soutien dans les universités. A cause d'une manoeuvre patronale, ces travailleurs ne font pas partie formellement du Front Commun, mais en pratique, ils négocient en même temps pour de revendications semblables. Ils peuvent donc contribuer au renforcement de la lutte si les forces combatives présentes en leur sein sont capables de forcer la direction du SCFP à s'unir aux autres travailleurs.

Et il y a finalement la FTQ elle-même, c'est-à-dire le vague appareil de coordination sans pouvoir qui coiffe ces syndicats. Fortement éclaboussé par les scandales de la construction, la FTQ traverse depuis de temps une grave crise interne qui contribue à lui retirer le rôle déjà modeste qu'elle jouait auparavant. Cette situation conduit à une autonomisation encore plus forte des syndicats, et aussi un renforcement de la droite qui n'a plus à compromiser avec les vélléités de "social-démocratisation" que lui imposait les permanents de l'appareil central. C'est sans doute ce qui explique par exemple le durcissement des Métallos face à des syndicats combatifs (Canadian Steel Foundries) et sa

TABLEAU I

Les travailleurs et les syndicats impliqués dans le prochain Front Commun*

	CEQ	CSN	FTQ	Total
Enseignants des commissions scolaires catholiques	65.000	50	-	65.050
Enseignants des commissions scolaires protestants	7.000	-	-	7.000
Enseignants des CEGEP	1.300	(FNEQ)6.000	-	7.300
Soutien des comm. scol.	800	(FESP)11.000	4.000	15.800
Soutien des CEGEP	-	(FESP)3.000	280	3.280
Prof. non-enseig. des comm. scol.	1.500	-	-	1.500
Prof. non-enseig. des CEGEP	280	350	-	630
Enseignants des collèges privés	-	(FNEQ)400	-	400
Employés d'hôpitaux et aff. sociales	-	(FAS)62.500	18.000 (16.000(298) 2.000SCFP)	80.500
Affaires sociales (cadres)	-	(FPSCQ)1.000		1.000
SPGQ (professionnels)	-	(FPSCQ)4.800		4.800
TOTAL	75.880	89.100	22.280	187.000

* Il faudrait rajouter à ce nombre, les employés du secteur universitaire qui négocient en même temps mais à cause de la loi 95, ne peuvent faire parti du FC, environ 10-12.000 employés majoritairement SCFP (FTQ)

tentative de briser le front commun de Thetford, la chasse aux sorcières qu'elle organise contre les militants progressistes qui travaillent dans les syndicats locaux, etc. Tous ces éléments portent à penser que la FTQ comme telle jouera un rôle très effacé dans cette prochaine lutte où elle s'engage à reculons.

Dans une place à part se situe la CEQ. La CEQ conserve le secteur extrêmement stratégique de l'éducation avec ses quelques 75.000 enseignants principalement des secteurs primaires et secondaires. Toutefois, la CEQ doit affronter deux grandes contradictions qui traversent ses rangs:

- d'une part, la contradiction entre son image social-démocrate, pro-classe ouvrière (avec les discours de Charbonneau et du Comité d'action sociale)(5), et d'autre part le caractère corporatiste inhérent au syndicalisme de professionnels-enseignants (qui demeure plus subjectif qu'objectif, mais quand même très dominant parmi les enseignants), et
- d'une part la volonté des dirigeant de la Centrale de faire un Front Commun et d'autre part les mauvais souvenirs de la base des enseignants qui payèrent cher la lutte de 1972 et qui furent le plus touchés (par le décret) pour s'être battus pour le $100 par semaine (ce qui les concernait très peu).

A ces contradictions de base se rajoute un phéomène plus récent qui est constitué par une remontée spectaculaire de la droite sous la direction de l'ex-"commissaire" Chevrette, réactionnaire convaincu qui laisse tomber son masque réformiste pour déclencher de puissantes attaques contre la "gauche idéaliste", etc. Ces facteurs expliquent que la CEQ est le principal obstacle à la constitution du Front Commun, où elle s'oppose à l'élargissement du mandat de la table centrale (comme le désire la CSN et la FNEQ) et la proposition qui désire une réduction des écarts de salaires entre les mieux payés et les plus petits salariés.

Il y a aussi la Centrale des syndicats "démocratiques", l'héritière des syndicats jaunes de la FCAI. Le rôle de la CSD est clair: c'est un agent patronal au sein du mouvement syndical. On peut au moins leur accorder le bénéfice de la franchise: dès le début, la CSD a annoncé qu'elle ne voulait rien savoir du Front Commun. Sa principale activité actuellement est de marauder les syndicats CSN où elle joue sur les augmentations de cotisations et sur le mécontentement de la base face à la direction hésitante de la CSN. Ses succès sont très limités, mais elle réussit à détourner une partie de l'attention des travailleurs et des syndicats vers elle, ce qui renforce la stratégie patronale.

LA CSN OU LE SYNDICALISME D'AFFAIRE ENTRE DEUX FEUX

Il n'y a aucune doute que c'est la CSN qui jouera le rôle principal dans la prochaine lutte du secteur public. C'est elle qui comprend le secteur stratégique des 60.000 travailleurs d'hôpitaux de la FAS, de même que plusieurs milliers d'enseignants (FNEQ) et employés de soutien dans les écoles et cegeps (FESP). C'est elle qui pousse le plus l'idée du front commun et qui en assume la direction politique. La CSN et plus particulièrement la FAS constitue donc le véritable enjeu de la prochaine lutte. C'est dans la FAS aussi que les forces combatives sont le mieux organisées et qui représentent un potentiel important.

Il faut d'abord comprendre les contradictions de base qui traversent la CSN depuis quelques années. Ce n'est qu'avec le début des années 60 que la CSN devient une véritable centrale syndicale. Elle effectue alors une grande percée dans le secteur public en consolidant quelque peu sa base industrielle. Durant ces années, il y a un changement progressif qui apparaît parallèlement aux transformations de la société québécoise. Alors que la CSN auparavant suivait sur presque tous les plans le "pattern" qu'établissait le syndicalisme "international" de la FTQ, le syndicalisme "national" se voit propulsé au devant de la scène politique avec la montée du mouvement nationaliste et des courants progressistes au sein du mouvement ouvrier et populaire. C'est la CSN qui bénéficiera le plus de cette poussée populaire sans toutefois qu'elle n'en assume véritablement la direction et tout en poursuivant dans la voie du syndicalisme d'affaire le plus banal.

Ces contradictions ressortiront clairement en 1972. Ainsi d'une part, la CSN est embarquée dans l'engrenage de la contestation du pouvoir et elle a bénéficié de la sympathie des éléments les plus combatifs et les plus dynamiques du peuple et du prolétariat. Elle permet des analyses "radicales" de la société (dont le fameux Ne comptons que sur nos propres moyens), elle favorise tous les mouvements de contestation quels qu'ils soient, etc. Mais d'autre part, sa base fondamentale demeure la même: les syndicats d'affaires et les puissantes fédérations qui constituent autant de petits fiefs contrôlés par les réactionnaires les plus corrompus comme les tristement célèbres "3D" (Dalpé, Dion, Daigle), le bandit Jean-Noel Godin dans le vêtement et le textile, etc. En 1972, avec le Front Commun, la contradiction était si forte qu'elle éclata: le plus gros contingent de la droite scissionne pour fonder la CSD. Pourtant, ce départ un peu hâtif empêche le départ de plusieurs éléments réactionnaires qui décident de demeurer à l'intérieur de la CSN pour "continuer la lutte".

Depuis 1972, c'est essentiellement la même contradiction qui est demeurée à la base de la CSN. Et là où elle s'est manifestée, c'est sur la question financière. La soit-disant crise financière actuelle est causée par le fait que la structure même de la centrale, basée sur le pouvoir des grandes fédérations contrôlées en majorité par des réaction- et l'appui aux luttes spontanées et combatives que les travailleurs déclenchent un peu partout. Ainsi à

chent un peu partout. Ainsi . à

son caractère ouvert et "progressiste", la CSN ne peut se permettre comme les syndicats "internationaux" de frapper durement contre les travailleurs: elle leur laisse le champ libre pour déclencher leurs luttes. Mais d'autre part, le pouvoir des grandes fédérations empêche que la structure financière ne soit modifiée pour correspondre à cette réalité. On se trouve devant l'état de fait que l'argent est concentré par quelques fédérations plus riches(6) (dont bénéficie en partie tout l'appareil bureaucratique) alors qu'il n'y a pas d'argent pour soutenir les luttes. L'appareil tente alors de solutionner ce problème par des manoeuvres et des tactiques techniques, mais elle ne peut résoudre le problème fondamental que recouvre le problème financier.(7) Il faut cependant dire que le problème financier relève aussi du nombre très grand de grévistes et qu'il serait difficile de continuer à ce rythme même si la CSN était complètement transformée. C'est avec le développement de la solidarité entre les travailleurs et l'élevation du niveau de conscience que les problèmes financiers pourront être réglés par des comités de soutien aux travailleurs en grève, par ex.

L'ENJEU DE LA LUTTE ENTRE LES DEUX LIGNES DANS LA FAS

De par la place qu'elle occupe dans le Front Commun et dans la CSN, la FAS est certainement le lieu où les contradictions du syndicalisme sont le plus aigues. Ces contradictions traversent la FAS dans son ensemble.

La voie qui domine actuellement est la voie de la collaboration de classe dont un premier courant prône la capitulation ouverte face à la prochaine lutte. Cette voie est très semblable au syndicalisme d'affaire le plus réactionnaire (comme le Local 298) et s'appuie sur les exécutifs syndicaux contrôlés par l'aristocratie ouvrière principalement implantés à l'extérieur de Montréal. Son principal porte-parole est Renaud Flynn qui avec ses acolythes qui dominent encore plusieurs exécutifs locaux même à Montréal et qui misent complètement sur les négociations en rejettant à priori le recours à la grève ou même à la lutte, prétextant d'ailleurs que les masses ne veulent pas recommencer comme en 1972. Fortement localistes et étroits, ces éléments menacent constamment de se retirer de la FAS ou de la CSN et de désaffilier si ça continue à "aller trop loin". La droite s'appuie cependant sur le mécontentement d'une partie importante des masses face aux erreurs de la direction réformiste de la FAS et de la CSN.

Si la droite est le courant majoritaire, elle est cependant en perte de vitesse depuis la scission de la CSD et le départ presqu'assuré du très réactionnaire Syndicat des employés d'hôpitaux de Montéal (qui auparavant regroupait la majorité des syndicats d'hôpitaux de Montréal en tant que structure intermédiaire entre le syndicat local et la FAS)(8), et cela s'est manifesté par une diminution sensible de leur pouvoir dans l'appareil, au Congrès, etc. Toutefois, ce courant reste vigoureux et conserve des bases locales presqu'incontestées, des espèces de petits fiefs impénétrables. Si les réformistes poursuivent leurs erreurs, il est à craindre que ce courant ne revienne en force, ou tout simplement n'entraine une partie importante des syndiqués de la FAS-CSN en dehors de la centrale (pour se rallier à la CSD ou former des syndicats de boutique), surtout avec le débat en cours sur la question financière. Toutefois, à court terme, leurs propositions seront battues, comme l'a témoigné leur cinglante défaite sur le projet de convention où leur aplaventrisme et leur capitulationnisme a été rejetté très majoritairement.

Un deuxième courant constitue une sorte de "centre" qui vacille constamment sur la collaboration de classe et le soutient à la combativité. Le choix que ce courant décidera sera déterminé dans une large mesure par la capacité des forces combatives à les entrainer de leur côté. Le courant réformiste domine actuellement à la FAS, comme pour l'appareil central de la CSN. De tendance social-démocrate, cette tendance s'inscrit ouvertement dans la lutte contre l'Etat et contre le capitalisme. Socialiste en paroles, réformiste dans les faits, ce courant s'appuie sur la combativité qui s'est développée dans les hôpitaux de la région de Montréal depuis quelques années, ainsi que sur la montée de la social-démocratie dans les instances supérieures de la centrale. La force de courant repose avant tout sur la présence d'un fort contingent de ce qu'on pourrait qualifier de "gauche d'appareil" très active dans les congrès et dans les différentes instances. Alors que leur assise reste fragile et peut facilement passer sous la direction des réactionnaires ou encore dans les mains de forces de la base plus combatives, d'autant plus que ces forces combatives rejettent souvent avec raison la responsabilité de leurs défaites lors de certains conflits sur le dos de la molesse de la centrale ou des erreurs de ces permanents progressistes.

Car, derrière leur appel à la lutte contre le capitalisme, à la lutte dure, et malgré leurs programmes et leurs projets de convention "au boutte", cette tendance glisse constamment vers le réformisme (en ne reconnaissant pas la véritable nature de l'Etat capitaliste et surtout la nécessité de son renversement par le prolétariat organisé en parti révolutionnaire), dissimule souvent mal son mépris des masses (les gens sont "arriérés", ne comprennent rien, etc.). Elle semble surprise quand ses appels ne sont pas repris par les masses auxquelles elle n'a proposé aucun moyen de s'organiser et de résister efficacement contre l'esprit de capitulation. Un exemple de l'attitude du courant réformiste fut démontré lors de la discussion sur la question financière et des moyens de luttes par rapport à la lutte du secteur public. Sur la première question, elle réclame des mesures immédiates, techniques, sans proposer de véritables solutions. Sur le deuxième point, elle refuse systématiquement d'envisager les moyens d'organiser une lutte générale et centralisée sous prétexte que les masses ne veulent pas la grève et ils proposent à la place une série de moyens de pression locaux et dispersés (ce qui exigerait pour être vraiment efficace un dégré d'organisation cent fois supérieur à ce qui existe actuellement). Le résultat en est qu'ils ne préparent pas idéologiquement les travailleurs à la grève et surtout ils ne s'organisent pas en conséquence. La distance qui les sépare de la capituation ouverte devient alors très ténue.

Mais le courant réformiste est aussi présent parmi une large couche de travailleurs combatifs qui en représentent en quelque sorte l'aile gauche. Ceux-ci souvent influencés par le nationalisme de gauche et le réformisme représentent une force certaine au niveau de plusieurs exécutifs locaux. C'est principalement cette couche du centre qu'il faut rallier sur des bases de lutte de classe.

Le courant réformiste, fortement inplanté parmi les permanents de la FAS, possède une dernière caractéristique. Il bénéficie de l'appui direct ou indirect des courants réformistes organisés politiquement, tels les groupes opportunistes comme le RCT, le RMS et les sectes contre-révolutionnaires comme les trotskistes et le soit-disant "PCC-ML", etc. Ces groupes suivent le courant réformiste comme des vautours attendant de ramasser les morceaux après la tempête, à l'ombre du réformisme, dans une alliance pour contrer la droite. Ce qui caractérise l'activité de ces groupes opportunistes, c'est le mépris des masses, et conséquemment l'absence totale d'un travail d'éducation et d'explication politique, ce qui irait évidemment à l'encontre de leurs alliés au sein de l'appareil syndical. Leur travail a un effet directement négatif au sein des couches combatives où ils se prononcent contre l'idée de l'édification du parti communiste de type nouveau pour prôner la pure spontanéité à la remorque du courant réformiste des centrales.

Mais le courant réformiste n'est pas seulement aux prises avec la droite archaïque, il a aussi à faire face au courant qui prône la coie de la lutte de classe. Si cette voie est dominée actuellement, c'est cependant celle qui est le courant en montée actuellement, et qui s'appuie principalement sur la reconnaissance des intérêts antagonistes entre la bourgeoisie et le prolétariat, et conséquemment de la nécessité de mobiliser largement les masses dans la lutte. C'est principalement ce courant qui a développé le mouvement de démocratisation des syndicats locaux particulièrement dans la région de Montréal.

Toutefois, à l'intérieur même de ce courant, il faut reconnaître l'existence

de deux tendances non-antagonistes pour le moment. Il y a d'abord une tendance anarcho-syndicale, développée surtout dans certains syndicats locaux de la région de Montréal (de même que dans une certaine partie de l'appareil comme au Conseil Central). Opposée de façon antagoniste aux syndicalistes d'affaires et à la capitulation, cette tendance s'appuie sur les éléments les plus combatifs et souvent les plus exploités. Acharnés défenseurs des intérêts immédiats des travailleurs, les tenants de ce courant font de l'organisation syndicale la forme suprême de l'organisation du prolétatiat, et ils rejettent avec autant de violence la politique réformiste du PQ, NPD, RCM, etc. Cependant, certains d'entre eux en viennent à rejetter toute lutte politique et l'idée même de l'organisation politique, même si certains sont moins "radicaux" à ce sujet en adoptant le point de vue que la politique doit être "subordonnée" à la lutte économique et que les intérêts à court terme doivent primer sur les intérêts à long terme. Ils ne sont pas hostiles à l'explication politique en autant qu'elle sert la lutte pour la défense des intérêts immédiats. Cette illusion les entraine quelque fois dans le localisme et l'économisme. Et son problème à moyen et à long terme est qu'il risque de favoriser une polarisation entre les éléments combatifs "durs" et les larges masses. Cette situation entraine le désespoir qui peut glisser facilement vers le mépris des masses et la théorie des "minorités agissantes" qui pensent faire le changement à la force de leurs bras, plutôt que d'entamer le long et patient travail d'explication politique et de mobilisation des larges masses qui ne peut s'appuyer que sur une élévation du niveau de conscience des masses en général, et des éléments les plus avancés en particulier.(9)

Et en tout dernière position se situe à l'intérieur de ce courant qui prône la lutte des classes la tendance révolutionnaire. En regardant de façon réaliste la situation, on ne peut que constater que la tendance révolutionnaire est faible, implantée localement et divisée. Elle commence à peine d'entamer son travail dans la perspective d'édification du parti communiste de type nouveau, et à se lier aux couches combatives dans le but d'entreprendre un travail d'éducation et d'organisation révolutionnaire. Ce qui les distingue actuellement de la tendance anarcho-syndicale, c'est sa volonté d'inscrire la lutte actuelle et la transformation des syndicats dans une lutte générale et globale pour renverser le capitalisme. C'est dans la dernière partie de ce texte que nous abordons plus en détails les éléments de programme que cette tendance révolutionnaire devrait avancer.

On voit donc que la lutte à l'intérieur du mouvement syndical et plus particulièrement de son noyau stratégique (la FAS) est complexe et ardue. Pourtant, ce n'est pas du tout une lutte strictement "théorique" ou abstraite. Voyons ce qui en est pour la prochaine lutte.

LES ELEMENTS DE LA STRATEGIE SYNDICALE FACE A LA PROCHAINE LUTTE

Toutes les contradictions sus-mentionnées font en sorte que la stratégie syndicale se manifeste actuellement par son caractère hésitant, flou. Encore une fois et c'est ce qui est le plus important, aucun effort sérieux n'est entrepris pour préparer les travailleurs à la lutte.

Au niveau de la conception générale, on peut dire que l'idée qui domine actuellement est à mi-chimin entre la capitulation et la résistance, mais une résistance désorganisée, dispersée, laissant prise à l'activisme le plus désorganisant. On a beau présenter des revendications dures, mais tout cela ne contribue pas pour une miette à préparer la lutte. Au niveau des revendications, c'est le Comité de Coordination des négociations dans le secteur public (CCSNP) de la CSN qui a fait presque tout le travail en attendant la FTQ et la CEQ. Ce comité est évidemment dominé par la FAS mais y participent aussi fortement la Fédération Nationale des Enseignants du Québec (FNEQ) qui adopte une ligne dure face à la CEQ. (10). En général, le projet de convention réunit les principales revendications de base des travailleurs dont en tout premier lieu l'augmentation de salaires minimale à $165 par semaine, une revendication modeste compte tenu du rattrapage que les travailleurs les moins favorisés ont à faire pour contrer l'inflation. Quant au reste, les variations sont peu importante en regard du contrat de 1972. En général, les clauses proposées par la FAS sont plus précises et plus restrictives et portent moins à l'interprétation patronale. Il est clair que tout est centré autour de l'augmentation salariale de la même façon qu'en 1972 autour du $100 par semaine.

Mais comme toujours, les faiblesses principales des centrales et du courant réformiste qui dirige la FAS et par là l'ensemble de la lutte à venir, c'est l'absence de perspectives pour la lutte elle-même. Il faut accorder à leur crédit le retard pour la constitution formelle du front Commun suite aux hésitations de la CEQ. Mais encore là, cela reflète l'idée implicite que les bureaucrates ont derrière la tête que la lutte doit être concentrée aux mains de l'Etat-major syndical qui commande aux travailleurs comme un général à ses troupes. C'est ce qui fut tenté en 1972 sans beaucoup de succès. Il faut être d'accord avec l'idée d'une centralisation de la lutte, mais pas avec une centralisation bureaucratique, reposant sur les manoeuvres des permanents à la table des négociations.(11)

Ce qui découle de cette stratégie, c'est d'une part tout le discours réformiste, humaniste, triomphaliste que diffuse la CSN exactement de la même manière qu'en 1972. On parle des victoires de 1972 (!) et on ressort le vocabulaire usé du "monde ordinaire" et de la "solidarité", etc. On parle de la nécessité de fronts communs régionaux, comme si la transposition des faiblesses politiques sur le plan local pouvait changer le problème. A nulle part, on n'a expliqué la situation actuelle de la crise, la politique de la bourgeiosie, etc. Mais tout cela pour les bureaucrates est "trop loin des travailleurs". Aussi bien dire avec Raymond Lévesque "Quand les hommes vivront d'amour, il n'y aura plus de misère...", c'est beau, c'est émouvant, mais ça ne fait pas avancer d'un seul pouce la lutte des travailleurs.

Au discours absent de toute explication politique et aux appels à la "solidarité" correspond une façon d'entrevoir l'action "si jamais il y a une grève" (comme si cela était une hypothèse "très peu probable"). Comme nous l'affirmions tantôt, la direction de la FAS et les permanents progressistes avancent l'idée de petites actions dispersées, menées par des comités d'action régionaux et supervisés par les conseils centraux. Sans une véritable stratégie et une compréhension politique des enjeux de la lutte, la stratégie des petites luttes et des comités d'action ne peut aller très loin. Il sera facile pour l'Etat de frapper les secteurs combatifs les uns après les autres et de les isoler des couches moins survoltées. D'autre part, cette stratégie peut glisser facilement dans l'activisme et l'aventurisme le plus stérile.

Du point de vue syndical, les perspectives de la lutte du secteur public ne s'annoncent donc pas très

différentes de celles de 1972. Cependant, la conjoncture a changé et la bougeoisie est prête à poursuivre une offensive qu'elle a déjà commencée avec l'écrasement des postiers, des débardeurs, des travailleurs de la United Aircraft, etc. La faiblesse syndicale est d'autant plus dangereuse dans une telle conjoncture. Cependant, une réelle possibilité d'influencer sur le cours des évenements s'offre aux révolutionnaires et aux forces combatives dans le secteur public. Sans prétendre transformer le rapport de forces ni remplacer la direction syndicale, ces forces sont en mesure d'influencer sur le rapport de forces et de contribuer à transformer l'offensive bourgeiose en un moyen pour renforcer la combativité et la conscience des travailleurs.

secteur public notes section 2

1) Le SFPQ put s'implanter presque sans lutte parce que la CSN à l'époque fut le principal pilier du gouvernement libéral dans le monde ouvrier, alors que la FTQ restait à l'écart à cause de sa trop grande collaboration avec le régime duplessiste durant les années 50.

2) Le journal des travailleurs de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont a révélé le degré de corruption inouie de ce syndicat parmi les plus réactionnaires. On organise par exemple des party pour les permanents à l'hôtel Bonaventure en dépensant des milliers de dollars, etc. Le journal a révélé aussi que les travailleurs de l'hôpital envoyaient $143,876.40 par année à l'Union Internationale aux Etat-Unis sans jamais recevoir de services. En fait, le local 298 se compare aisément aux soit-disants "syndicats" de la construction américains dont les pratiques ont été révélées lors de la Commission Cliche. C'est parce que les travailleurs de la base se sont organisés dans les hôpitaux qu'ils ont pu éviter de se faire trahir et de se faire voler sur toute la ligne.

3) L'histoire de la lutte entre le local 298 et les syndicats locaux combatifs remonte aux premières tentatives de travailleurs de la base de s'organiser. Le 298 a collaboré souvent avec les patrons des hôpitaux pour réprimer ces travailleurs.

4) En 1972, le syndicat de l'Hydro fut le premier à lâcher le Front Commun.

5) Cette ligne social-démocrate progressiste s'est manifestée par la rédaction de certains documents chocs comme "l'école au service de la classe dominante" et le plus récent "manuel du premier mai".

6) Telles les fédérations des ingénieurs et cadres, des enseignants, de la construction, du bois et de la fôret, etc. Plusieurs de celles-ci de même que certains syndicats locaux se sont prononcé contre les mesures pour aider au relèvement du Fonds de défense professionnelle.

7) Ces mesures sont le relèvement de la cotisation à l'équivalent d'une heure de salaire par mois, de même que l'organisation d'une "journée de grève travaillée" en octobre prochain où le salaire d'une journée de tous les syndicqués CSN servirait à renflouer le FDP.

8) Plusieurs syndicats se sont récemment désaffiliés du SEHM dont en particulier les syndicats les plus combatifs dans les gros hôpitaux de Montréal (St-Jean-de-Dieu, Notre-Dame, etc.)

9) La critique de l'anarcho-syndicalisme a été faite par Lénine dans *La maladie infantile du communisme*. Voir aussi *La grève générale de Winnipeg*, Mobilisation, vol.3, no.7.

10) La FNEQ diffuse un discours social-démocrate où elle affirme que les enseignants sont des travailleurs comme les autres et que la CEQ devrait rallier la CSN, etc. Ces illusions reflètent le désir de la petite bourgeoisie de se rapprocher des travailleurs sans perdre cependant les privilèges que leur accorde leur statut de professionnel de la petite bourgeoisie.

11(C'est l'explication que nous avons tenté de faire sur les syndicats dans notre *Bilan de la lutte du Front Commun en 1972*, vol.4, no.8.

III
Nos tâches dans la lutte du secteur public

LES LECONS DE 1972

C'est en systématisant notre expérience depuis 1972 que nous serons en mesure d'intervenir dans la prochaine lutte en orientant plus notre travail en fonction de l'objectif révolutionnaire. Nous savons que l'intervention des militants à l'époque fut dominé par l'économisme et le suivisme face aux centrales syndicales. Nous savons aussi que ces déviations étaient conséquentes du courant dominant à l'époque dans le mouvement révolutionnaire, dont l'objectif était de détourner le mouvement vers des pratiques réformistes et économistes. Ce courant dont a hérité l'actuel Regroupement des Comités de Travailleurs (RCT) fit en sorte que les militants dans la lutte du printemps 1972 dirigèrent leur travail vers la stricte organisation de la lutte combative, sans contredire l'explication politique réformiste des centrales et sans analyser le rapport de forces en présence. Il servirent alors de "bras" pour la stratégie syndicale qui s'effondra aussitôt que le gouvernement eut montré les dents.(1)

Depuis ce temps, la critique de ces déviations a été largement amorcée quoiqu'elle soit loin d'être terminée même au sein de nos propres rangs et du mouvement révolutionnaire dans son ensemble.(2) La prochaine lutte est une occasion pour tester à quel point nous avons bien digéré cette critique et comment nous mettons vraiment en pratique notre mot d'ordre d'édification du parti communiste de type nouveau. Avant d'expliquer nos hypothèses de travail, il importe de revenir sur quelques thèses de base.

L'édification du parti communiste de type nouveau est une tâche complexe et prolongée. Ce n'est pas l'auto-proclamation qui changera quelque chose à ce fait, ceci conduit à n'avoir de "parti communiste" que le nom. Or, pour franchir les étapes jusqu'à la constitution du parti, il est nécessaire aujourd'hui d'entreprendre la tâche centrale menant à cet objectif. Et cette tâche, c'est le ralliement et la formation de l'avant-garde prolétarienne au processus d'édification du parti. Quand cette avant-garde sera largement ralliée et formée, cela signifiera que le mouvement révolutionnaire aura transformé sa base, déterminé une juste stratégie pour la révolution nord-américaine et uni la grande majorité de tous les révolutionnaires sincères. Les conditions pour le parti seront alors posées. Pour entamer ce processus, il est essentiel de mettre sur pied à court terme des organisations marxistes-léninistes capables d'assumer l'envergure et la complexité de cette tâche.

Rallier l'avant-garde prolétarienne, c'est entamer avec elle un long processus d'éducation politique visant à la transformer en cadres révolutionnaires. Cette transformation, nous pensons l'entreprendre par le regroupement et la formation de cette avant-garde, en agissant sur elle pour qu'elle se réalise vraiment en tant qu'avant-garde, c'est-à-dire qu'elle édifie progressivement sa direction sur le mouvement de masse, et ce processus n'est possible qu'en fusionnant de façon vivante et concrète les principes du marxisme-léninisme et de la pensée Mao aux problèmes soulevés dans la lutte des classes dans notre pays.

Ce processus est nécessairement prolongé. Il n'y a pas une série d'étapes coupées les unes des autres, mais un long cheminement entrecoupé de bonds en avant. C'est pourquoi le travail révolutionnaire à l'étape actuelle est

prioritairement un travail en direction de cette avant-garde prolétarienne, en partant de sa réalité et en la transformant par un patient travail d'éducation. Pour cela, il est impensable de prendre cette avant-garde et de la retirer du mouvement de masse dans lequel elle est impliquée (même si dans la grande majorité des cas, elle assume une position dominée), mais il faut plutôt lui fournir les instruments politiques et idéologiques qui feront qu'elle transformera progressivement ce rapport de forces. Il est donc important pour les révolutionnaires de se lier à cette avant-garde sur le terrain même de sa lutte, pour l'éduquer et la former dans la lutte, dans les masses dont elle en arrivera à prendre la direction politique. Il est normal aussi que les révolutionnaires ne restent pas à l'écart de ces luttes et des organisations de masse qui les mènent, mais qu'ils présentent des propositions concrètes et qu'ils contribuent à son essor. c'est dans ce sens que nous entendons la liaison du marxisme-leninisme à la pratique concrète de la lutte des classes, convaincus que notre projet révolutionnaire ne sera pas principalement avancé parce que nous en aurons démontré théoriquement la valeur sur papier, mais parce que nous aurons en pratique contribué à résoudre les contradictions que rencontre cette avant-garde dans la lutte et que nous l'aurons orienté vers la révolution.

POUR UN FRONT COMMUN DE LA BASE, POUR UN MOUVEMENT GENERAL ET ORGANISE

Ainsi, pour avancer dans le ralliement de l'avant-garde des travailleurs du secteur public est-il nécessaire de mettre de l'avant un programme de lutte qui leur permettra de lutter contre la capitaluation et le réformisme tout en évitant les impasses de l'activisme et de l'"apolitisme" radical (anarcho-syndicalisme). L'étape où nous sommes rendus et les limites de notre travail qu'il serait idéaliste de penser changer le rapport de forces par notre seule intervention, ou même de transformer la direction et la ligne des centrales syndicales. Nos propositions s'adressent donc à l'avant-garde pour que celle-ci apprenne dans cette lutte et franchisse des pas vers sa constitution en direction politique de la lutte des masses.

La proposition d'un "front commun de la base" vise à lancer l'idée que les travailleurs doivent s'organiser de par leurs propres forces pour résister et lutter pour leurs revendications. Pour cela, il est nécessaire de briser le capitulationnisme et la passivité, l'idée erronnée qu' "il n'y a rien à faire parce qu'ils sont trop forts". C'est le danger principal actuellement. Pour être conséquent avec cette idée, il faut s'opposer aux "petites actions isolées et dispersées", qui conduiront à coup sûr à la désorganisation et à la démobilisation. Dans l'état actuel des forces, la seule solution véritable réside dans la consolidation des bases locales et l'élargissement de ces bases sur des bases régionales (éventuellement nationales). Cette consolidation résultera d'un travail patient de démocratisation réelle des syndicats locaux, pas un strict changement d'exécutif, mais une mobilisation de masse visant à transformer la structure de pouvoir et les méthodes de travail dans les syndicats locaux. L'élargissement sur des bases régionales sera le résultat de l'élaboration d'une stratégie d'ensemble et d'un plan d'action organisé et général, centré sur des revendications communes les plus essentielles que tous sont prêts à défendre jusqu'au bout. Seul ce caractère général et organisé permettra à la combativité de ne pas être affaiblie par la répression et la division de leurs forces. Il serait trop tôt actuellement de proposer des moyens d'action précis. La grève générales par exemple, nécessite un ensemble de facteurs politiques et organisationnels qu'il faudra évaluer dans les semaines qui s'en viennent. Il faudra aussi être attentifs à l'apparition de nouvelles formes de lutte, comme l'occupation des lieux de travail et la défense organisée contre la répression. En 1972, plusieurs initiatives de ce genre remportèrent un large succès comme l'occupation autogérée des travailleurs de l'Institut Albert Prévost. (3) Quoiqu'il en soit, aucune de ces formes de luttes ne pourra renverser le rapport de forces à moins qu'elle ne s'inscrive dans une stratégie d'action générales, organisée et centralisée. Le localisme (cômbatif ou non) mènera à des impasses certaines.

Mais un tel "front commun de la base" repose sur notre capacité à développer une large explication politique des enjeux réels de cette lutte et à faire ressortir les antagonismes de classe qui en ressortent. A ce sujet, l'explication de la crise et du rôle de l'Etat capitaliste doit être massivement diffusée. Toute opposition à cette explication sous prétexte que les "travailleurs ne sont pas prêts", etc. doit être résoluement combattue et il faut démontrer que même du point de vue de la lutte syndicale, le refus de faire cette explication contribue grandement à l'affaiblissement de la lutte. Le travail d'explication politique ne doit pas être dirigé uniquement vers les travailleurs du secteur public, mais il faut aussi que ceux-ci et leurs organisations syndicales développent une explication de leur lutte et de la situation objective des travailleurs en fonction du prolétariat dans son ensemble et des couches populaires. Il faut par exemple que les syndicats entreprennent une campagne d'explication sur le rôle de la santé et de l'éducation, du plan de la bourgeoisie pour réduire et détériorer ces services. De cette façon, il sera possible de lancer autre chose que des appels généraux à la solidarité, mais de baser une approche vers les travailleurs et les couches populaires centrée sur une communauté d'intérêts contre la politique capitaliste dans le secteur public.(4)

Ce vaste travail d'organisation et d'explication ne peut être entrepris sur une base strictement locale. Il faut donc que les syndicats les plus combatifs et les autres organisations de masse combatives dans le secteur public interviennent dans les instances régionales et si les centrales refusent d'en organiser, en créer par leurs propres forces. Cette politique doit viser à imposer aux forces réformistes (le vaste "centre" qui dirige effectivement la CSN, la FAS et par là l'ensemble de la lutte à venir) une politique de mobilisation anti-capitulationniste et contre les réactionnaires. En entreprenant cette lutte, les forces combatives ne doivent pas s'illusionner cependant sur le caractère de leur alliance avec les réformistes et toujours compter sur ses propres forces en premier lieu. D'autre part, toute politique de sectarisme face aux éléments les plus progressistes des centrales contribue à la polarisation entre la droite et la gauche, ce qui à l'étape actuelle ne peut qu'être négatif. C'est ce que synthétisait le journal des travailleurs d'un hôpital de la région de Montréal récemment:

"L'Etat provoque. Il cherche à nous faire tomber dans le piège de la réaction rapide et irréfléchie où il pourrait encore mieux nous matraquer et ainsi affaiblir nos organisations syndicales. Face à cela, nous devons rester les deux pieds sur terre et ne pas perdre les pédales. Les centrales syndicales, après avoir longtemps collaboré avec l'Etat, ne sont pas assez unies pour réagir et s'organiser efficacement face à cette offensive. Nous ne devons compter que sur notre solidarité et nos organisations à la base. D'ailleurs les travailleurs n'ont plus le choix. Si nous ne voulons pas voir nos organisations lavées et nos revendications foulées au pied par cette offensive si imposante de l'Etat, nous devons nous organiser et resister. Nous organiser, c'est d'abord développer chez nous, dans chaque département une solidarité plus grande entre compagnons de travail. Cependant, cette solidarité ne deviendra efficace que si elle sait s'organiser à partir de nos problèmes réels avec nos délégués syndicaux de chaque département. Mais s'organiser, c'est aussi développer avec d'autres travailleurs à la base d'hôpitaux de la région des liens assidus en vue de coordonner de façon efficace nos actions lors de la prochaine grande lutte..."

FORMER ET EDUQUER L'AVANT-GARDE PROLETARIENNE

C'est dans la capacité des révolutionnaires d'orienter de façon juste l'avant-garde des travailleurs qu'un tel programme pourra être avancé et que des pas seront franchis dans la réalisation de la direction de cette avant-garde sur le mouvement de masse. Non pas que les forces révolutionnaires et les liens qu'ils ont établi avec l'avant-garde soient assez forts pour que ce programme devienne le programme dominant de la prochaine lutte, mais que c'est dans notre tentative de le présenter et de rallier les masses combatives que l'avant-garde aura franchi des pas dans son auto-éducation, combinée aux acquis de 150 années d'histoire du mouvement ouvriers international.

Former l'avant-garde à l'étape actuelle, c'est diriger les énergies des révolutionnaires vers ces éléments les plus avancés et les regrouper sur leur propre base. C'est développer des organisations progressistes au sein desquels ces éléments les plus avancés systèmatisent et coordonnent leurs interventions dans la lutte, sur la base d'une reconnaissance explicite des antagonismes de classe (bourgeoisie-prolétariat).

Les organisations progressistes ont aussi pour tâche dans le milieu de dégager une large conscience parmi les travailleurs des enjeux politiques des luttes, et conséquemment des limites de la lutte revendicative pour mettre de l'avant la nécessité d'une lutte politique, pour le pouvoir. La reconnaissance de l'antagonisme de classe et le caractère politique de la lutte des classes conduit aussi à proposer de développer une large solidarité de classe parmi tous les travailleurs au Québec au Canada et dans le monde. Ces principes de travail doivent guider les organisations progressistes à assumer la principale responsabilité de l'explication politique tout en contribuant à la consolidation organisationnelle du syndicat local avec qui elle n'entre pas en contradiction. Au contraire, elle doit viser à une complémentarité avec le syndicat pour qui elle constitue un guide politique, et non une clique qui commande de façon bureaucratique.

Les révolutionnaires à l'intérieur de ces organisations progressistes doivent faire un travail d'éducation politique encore plus approfondi, en se concentrant eux-mêmes sur les éléments progressistes les plus avancés et avancer la perspective d'édification du parti communiste, non pas d'une façon abstraite, mais en démontrant que c'est la lutte des classes elle-même qui exige que le prolétariat se dote d'un quartier-général révolutionnaire organisé s'il veut atteindre sa libération.

La prochaine lutte du secteur public est une excellente occasion pour consolider ces organisations progressistes et accentuer en leur sein le travail d'éducation politique. C'est en "faisant la guerre qu'on apprend à faire la guerre", et c'est dans la lutte que la conscience se développe plus rapidement et plus clairement.(5) La prochaine lutte est aussi l'occasion d'un élargissement des organisations progressistes dans le milieu, par la consolidation d'un travail de masse syndical et par l'élévation du niveau de conscience parmi la masse des travailleurs. De plus, la prochaine lutte pose les conditions pour un élargissement des organisations progressistes qui dépassent le cadre strictement local. Un long travail de coordination et de formation politique permettrait de constituer les fondements d'organisations progressistes à caractère régional ou sectoriel. Dans la prochaine lutte, une telle coordination régionale permettrait de développer encore plus et sur une base plus large l'explication politique de la lutte et de ses enjeux. Pas plus que les conditions ne sont posées pour que les forces progressistes sur le plan local soient aptes à transformer radicalement les syndicats, pas plus une telle coordination ne serait capable de concurrencer la direction des centrales. Leur travail d'explication viserait plutôt à élever la conscience des travailleurs et à leur suggérer des formes de mobilisation à moyen et à long terme. Ainsi seraient posées les conditions pour transformer l'offensive de l'Etat face à un mouvement syndical faible en un repli organisé, conscient, méthodique, et appuyé sur une compréhension politique. Sans doute que les victoires économiques seront minces, mais le plus important aura été **le pas en avant** franchi en direction d'une conscience et d'une organisation de classe plus développée. La lutte entre les deux lignes dans le mouvement syndical se sera déplacée en faveur de la ligne prolétarienne et révolutionnaire.

TRANSFORMER LA LUTTE DU SECTEUR PUBLIC EN UN MOYEN POUR RENFORCER LE MOUVEMENT OUVRIER ET REVOLUTIONNAIRE

Dans l'état actuel du rapport de forces et en constatant la situation du mouvement ouvrier, une vérité s'impose: la lutte sera longue et difficile, nous ne faisons que l'entamer. Comment cependant mesurer nos progrès et si nécessaire rectifier le tir? Par rapport à ce qui a été précédemment analysé, la lutte du secteur public aura été une victoire en autant qu'elle aura contribué à avancer la conscience et l'organisation des travaillers de façon large. Après cette lutte, le mouvement de démocratisation des syndicats et de lutte contre le syndicalisme réactionnaire et affairiste reprendrait avec une force encore inégalée.

Quant aux tâches spécifiques aux révolutionnaires, les progrès seront aussi mesurables dans la mesure où l'avant-garde des travailleurs se sera formée et éduquée dans la lutte, qu'elle aura senti de façon plus consciente la nécessité de la lutte contre la bourgeoisie et de l'édification de l'organisation révolutionnaire, que les organisations progressistes se seront consolidées. D'autre part, la lutte sera pour le mouvement révolutionnaire un test important en ce qui concerne sa capacité d'intervenir dans une lutte impliquant plusieurs fronts à la fois, nécessitant conséquemment un travail diversifié et des méthodes originales et multiples. Cette tentative d'intervention fera franchir une étape dans notre capacité d'intervenir politiquement sur un front d'une telle envergure, différent sous plusieurs aspects des luttes locales et partielles où la plupart d'entre nous ont été précédemment impliqués. Cette tâche nécessite une certaine consolidation organisationnelle, un fonctionne-

suite à la page 23

A propos de la bourgeoisie canadienne

connaître son ennemi

Le mouvement révolutionnaire au Québec et en Amérique du nord en général a été lourdement taxé dans le passé par son incapacité à effectuer une véritable analyse stratégique du capitalisme sur ce continent. On n'a qu'à se rappeler à ce sujet les erreurs coûteuses du Parti Communiste du Canada qui se contenta de plaquer les analyses générales du mouvement communiste international et qui par conséquent ne réussit jamais à présenter au prolétariat une alternative viable pour l'élimination du pouvoir des capitalistes. (1) Plus près de nous, certains groupes révolutionnaires tel le Front de Libération Populaire (FLP) ne réussirent jamais à sortir de l'impasse de l'analyse nationaliste étroite: ils en arrivèrent alors à analyser le Québec comme on analyse l'Algérie ou le Vietnam.

La période actuelle, caractérisée par la ré-émergence du mouvement révolutionnaire dans la perspective stratégique de l'édification du parti communiste de type nouveau, est donc une période où les révolutionnaires doivent entreprendre de faire ce travail en partant presque de zéro, aucune tradition historique ou presque ne pouvant guider notre recherche. Cette tâche est primordiale, elle doit être à la base même de notre développement actuel et être au coeur du débat en cours dans le mouvement révolutionnaire. Comprendre ce processus pour le maîtriser est donc indispensable pour orienter le mouvement révolutionnaire sur la bonne piste, et à rebours, l'ensemble des masses ouvrières et populaires.

Cependant, si l'analyse de la réalité nord-américaine a été presqu'absente, très faible dans le passé, ce n'est pas seulement dû à l'imcompétence et à l'inexpérience des révolutionnaires. Cela est causé aussi par le fait que le capitalisme nord-américain est un capitalisme relativement nouveau, qui n'a pris toute son ampleur qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. De plus, la situation canadienne et québécoise comporte elle-même des particularités assez originales et qui exige un traitement analytique spécifique. Il faut donc non seulement étudier le développement général et historique du capitalisme (que Marx, Engels, Lénine, etc. nous ont fourni à partir de l'exemple européen), mais développer nous-mêmes notre propre théorie du capitalisme canadien.

bourgeoisie et impérialisme

Le caractère spécifique du développement du capitalisme au Canada se manifeste particulièerment au sein de la classe qui a contrôlé et qui a bénéficié de ce processus: la bourgeoisie canadienne.

C'est en tentant d'analyser la bourgeoisie canadienne que nous rencontrons alors le noeud du problème. Les données de base sont les suivantes. D'une part, la bourgeoisie canadienne est bien la classe dominante au Canada, c'est elle qui gère le développement du capitalisme au profit de l'ensemble de la classe capitaliste. Cette bourgeoisie est profondément enracinée dans l'histoire du pays où elle prend place avec la venue de l'impérialisme britannique. Depuis ce temps s'est développée une classe de marchands, d'industriels et de banquiers qui ont assumé la direction pour remplacer le pouvoir direct des britanniques entre les années 1870-1920. Aujourd'hui, la bourgeoisie canadienne contrôle l'Etat et ses appareils, elle est implantée dans le secteur financier, elle domine également dans le secteur financier, elle domine également dans certains secteurs industriels (pâtes et papier, textile et vêtement, etc.), ce qui lui permet de jouer le rôle d'une puissance impérialiste secondaire dans certaines régions du monde dont en premier lieu les Caraibes (et secondairement l'Amérique Latine).(2)

D'autre part, et c'est ce qui rend notre situation spécifique, le capitalisme américain qui, selon les divers critères de calcul, possède (ou contrôle indirectement) (3) entre 60 et 70 p.c. de l'économie. Ce contrôle est encore plus fort dans les secteurs les plus stratégiques comme l'industrie minière, la pétrochimie, les industries de fabrication (automobiles, électro-ménagers, électronique), etc. Dans plusieurs autres secteurs, les monopoles américains contrôlent l'ensemble du marché au détriment d'une masse plus nombreuse mais dispersée de petits et moyens capitalistes canadiens (tel l'alimentation). En termes numériques, ce contrôle américain atteint des sommets effarants: le Canada, avec 0.5 p.c. de la population mondiale, absorbe plus du tiers des investissements américains, ce qui fait environ $4.000 par tête d'habitant. Sur cet aspect du contrôle économique, le Canada est en bonne place parmi la liste des pays subjugués à l'impérialisme.

De ces aspects, nous pouvons tirer les constatations suivantes. La bourgeoisie canadienne est divisée en deux grands groupes. Le premier, celui qui détient le pouvoir d'Etat et qui gère l'emsemble du capitalisme canadien, c'est la bougeoisie canadienne du secteur financier, la bourgeoisie de l'immense réseau de l'Argus Corporation, de CPR,de Power Corporation, etc. (4) Le deuxième groupe, ce sont les gérants des filiales américaines qui sont à proprement parler des "compradores", c'est-à-dire qu'ils sont des appendices de l'impérialisme étranger dont ils ne sont ici que les représentants, de la General Motors, à la GE et Kraft jusqu'à la United Aircraft et l'Iron Ore. Les contradictions entre ces deux groupes n'ont jamais revêtu le caractère d'un antagonisme (du moins jusqu'à date). La raison en est relativement simple: la bourgeoisie canadienne a trouvé son compte par le contrôle de secteur financier et étatique en investissant en majorité dans les compagnies américaines, finançant le développement du capital étranger à son propre profit. La politique consistante de la bourgeoisie canadienne a été de favoriser l'expansion du capital étranger (surtout américain) toujours en maintenant sa marge de manoeuvre et en se réservant certains secteurs, et surtout en gardant un contrôle absolu sur le secteur financier et bancaire (5) et sur l'Etat canadien (principalement l'Etat fédéral, le véritable quartier général de la bourgeoisie). Cette politique fondamentale s'assortissait évidemment de l'appui politique, diplomatique et militaire à toutes les manoeuvres de l'impérialisme américain dans le monde. En cela, le Canada fut le plus fidèle "allié" des Etats-Unis depuis les 50 dernières années.

Ce caractère spécifique d'une bourgeoisie nationale qui a greffé son développement à l'impérialisme américain tout en conservant sa propre base est ce qui rend l'analyse du capitalisme canadien, et surtout la détermination de l'ennemi principal, une tâche complexe. Qui détient réellement le pouvoir? Quel est le caractère de l'alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain? Où se situe le Canada dans ce "deuxième monde" pris au milieu de la bataille gigantesque que se livrent les super-puissances et les pays et les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine? (6)

sur les origines de la bourgeoisie canadienne

Une partie de la réponse à ces questions réside dans la question de l'histoire de la bourgeoisie canadienne, à partir du moment où cette classe prend forme et s'empare des leviers de contrôle de la société.(7) En étudiant cet aspect, on se rend compte que l'origine de la bourgeoisie canadienne diffère en partie des bourgeoisies européenne ou américaine en ce sens qu'elle s'édifie de façon très principale à partir d'une base strictement commerciale. La Bank of Montreal par exemple, véritable pilier de la bourgeoisie canadienne, fut fondée par cette couche de commerçants anglais qui firent fortune dans le commerce des fourrures avec la Grande Bretagne durant les années 1800. Ces commerçants dont leurs chefs de file McTavish, McGill, Molson, etc. s'établirent en tant que bourgeoisie en jouant un rôle d'intermédiaires entre les producteurs (indiens, coureurs de bois) qu'ils exploitaient de façon éhontée et les grands monopoles britanniques. Leur passage d'agents de commerce à une classe dominante fut concrétisé par l'établissement de la Bank of Montreal qui permit de centraliser leur pouvoir et d'unir le capital nécessaire à leur expansion. Mais contrairement à d'autres situations, la bourgeoisie canadienne naissante est incapable de consolider sa propre base industrielle, donc son propre réseau économique autonome. Malgré sa centralisation et l'énorme pouvoir financier dont elle dispose, elle se restreint au domaine financier et commercial, et quand elle s'étend dans d'autres secteurs, c'est que cela découle de nécessités inhérentes au commerce: l'exemple typique est la création du Canadian Pacific. Dès le départ donc, la bourgeoisie canadienne se trouve à la remorque de la bourgeoisie américaine qui commence à la fin des années 1800 à remplacer l'impérialisme britannique déclinant. Celle-ci en effet se développe de façon extrêmement rapide après la guerre civile américaine (1865) qui libère l'initiative de la bourgeoisie du nord et du centre, d'où est issus le "noyau dur" de l'impérialisme américain de Ford, Rockfeller, Mellon, Carnegie...

D'autres groupes de capitalistes canadiens s'organisent dans le même sens durant ces années, telle cette fusion de commerçants et de transporteurs maritimes qui donnèrent naissance à la Canadian Imperial Bank of Commerce en Nouvelle-Ecosse. En fait cette réalité démontre les freins que constituent l'attache coloniale pour le développement du capitalisme au Canada. Ces freins font en sorte que la bourgeoisie canadienne n'est qu'un intermédiaire entre les producteurs de matières premières et l'empire britannique, ce qui l'oriente à se développer à l'intérieur de ce cadre atrophié. Toute son histoire est alors orientée vers l'établissement d'un pouvoir commercial et financier qui achète et revend nos ressources naturelles, cette orientation que la bourgeoisie adopte de façon passive limite son développement, mais aussi entrave le développement des forces productives en général. Conséquemment, le Canada ne profite pas ou peu de l'afflux des centaines de milliers d'immigrants européens qui arrivent au début du siècle; il est plutôt utilisé comme le lieu de transit pour plusieurs immigrants qui s'établirent aux Etats-Unis. Même la population québécoise émigrera en masse: plus de 600.000 québécois s'exileront en Nouvelle Angleterre pour se sauver du chômage et de la misère totale.

Cette pente glissante vers la domination étrangère ne fait que s'accentuer à partir des années 1920. Les banques canadiennes, principale force de la bourgeoisie canadienne, investissent en masse et à court terme dans les entreprises étrangères, principalement américaines. Pourtant, ces investissements sont financés à même la bonne des canadiens. Les entreprises étrangères profitent grassement de ce système et établissent leurs succursales au pays qui leur sont totalement asservies. Ailleurs, les entreprises américainses concluent des accords avec des entreprises canadiennes qui achètent à prix fort la technologie américaine ce qui d'une autre façon les place dans un même état de dépendance.(8) Toutes ces ententes favorisaient grandement la pénétration de l'impérialisme américain au sein de l'empire britannique auquel le Canada est lié économiquement et politiquement.

Ce mouvement ascendant franchit une étape à partir de la crise de 1929. De multiples entreprises canadiennes sont alors absorbées par les monopoles étrangers; la bourgeoisie canadienne prend alors parti pour une intégration complète à l'impérialisme américain tout en conservant étroitement ses privilèeges dans le secteur financier. D'autre part, le développement du capitalisme entraine alors un élargissement du rôle planificateur et centralisateur de l'Etat et de ses divers appareils. La bourgeoisie canadienne se charge alors de développer l'Etat-moderne qui non seulement joue un rôle de coordination, mais qui a tendance à remplir des tâches d'organisation beaucoup plus dynamiques. L'établissement du but de rationaliser le développement politique et idéologique (éducation, santé, recherche, etc.) et dans le but de rescaper certains secteurs économiques moins rentables (énergie, aciéries, exploration pétrolière, transports, etc.) renforce la bourgeoisie canadienne par son contrôle sur l'important secteur étatique.

Le développement historique de la bourgeoisie canadienne, centré sur la centralisation de son activité commerciale par l'établissement des grands centres financiers, explique ainsi en partie les raisons de sa force et les raisons de sa faiblesse. La bourgeoisie apparait comme classe alors que se fusionnent le capital commercial et le capital bancaire, et ceci produit un pouvoir considérable. C'est alors que ce pouvoir financier, après avoir mis en place sa domination sur l'Etat canadien (profitant d'une période de transition entre le déclin de l'empire britannique et la montée de l'impérialisme américain) et consolider certaines bases industrielles, fera une alliance avec le capital monopoliste étranger, basée sur un arrangement au profit des deux parties. D'un côté, la bourgeoisie canadienne profite du pouvoir énorme que lui confère le contrôle du capital (Lénine ayant démontré le rôle principal joué par le capital bancaire dans sa fusion avec le capital industriel), mais d'autre part, la réalisation de ce capital n'est généralement réalisable que par l'entreprise étrangère.(9)

le développement des contradictions inter- capitalistes

Ce processus historique du développement du capitalisme au Canada est indissociablement lié au contexte économique et politique en général du monde contemporain. Si la bourgeisie canadienne a fait ce "choix", c'est qu'en fait elle n'en avait aucun: sa fidélité à l'argent remporte toujours sur sa fidélité au drapeau. Autrement dit la bourgeoisie canadienne a profité grassement de l'essor de l'impérialisme américain depuis 50 ans. C'est ce qui lui a permis de participer pleinement à la richesse des Etats-Unis et de s'assurer une confortable base de masse dans la petite-bourgeoisie et les couches supérieures de la classe ouvrière. Cette politique était d'ailleurs tellement "naturelle" (la seule réaliste du point de vue de la bourgeoisie) qu'elle ne fut jamais réellement contestée. La preuve en est donnée dans la relative stabilité politique du Canada depuis la fin de la première guerre mondiale. Cette politique de l'alliance a uni presque tous les secteurs de la bourgeoisie et provoqué la prospérité relative du pays dans l'orbite américaine (ce qui ne veut pas dire que le Canada aurait été moins prospère sans les Etats-Unis, mais

que les transformations nécessaires au développement d'une économie nationale auto-suffisante et satisfaisant les besoins étaient incompatibles avec les besoins et les racines historiques de la bourgeoisie canadienne).

Mais le déclin progressif de l'impérialisme américain sape les fondements de l'alliance actuelle. Face à l'offensive généralisée des peuples et des pays contre l'impérialisme, ce dernier s'en reporte alors chez "lui", et naturellement parmi ses "partenaires" les plus proches, sans pour autant renoncer à son caractère agressif dans le monde. La politique de contre-attaque de la bourgeoisie américaine consiste donc à redéployer ses forces autant sur le plan intérieur qu'extérieur.(10) Cependant, conscients du caractère spécifique de l'alliance avec la bourgeoisie canadienne, l'impérialisme yankee a ménagé le Canada, lui permettant généralement de contourner les barrières tarifères et en concluant des accords spéciaux. Malgré ce bon ententisme, les contradictions sont apparues entre les partenaires, dont certains accrochages publics sur la question de l'énergie, de l'industrie de l'automobile, etc. (aussi l'affaire du Times et du Reader's Digest). (11) Ces conflits assez mineurs sont loin de prendre l'allure d'un affrontement, ce qui n'empêche cependant pas la bourgeoisie canadienne de tenter une certaine diversification de ses relations économiques et politiques (dont l'approche plus ou moins bien réussie face à la CEE). (12)

Le déclin de l'impérialisme entraîne donc un certain réenlignement. Pour notre part, nous ne percevons pas encore parmi les evènements récents des indications concrètes qui porteraient à croire une transformation radicale. Briser l'intégration économique du Canada à l'impérialisme américain exigerait une politique dont nous ne jugeons pas capable la bourgeoisie canadienne pour des raisons historiques, politiques, économiques et idéologiques. Les forces qui préconisent un tel projet sont marginales: elles représentent plus la moyenne bourgeoisie implantée dans certaines provinces et dont le NPD est le porte-parole, cependant, rien n'empêche la bourgeoisie canadienne de poursuivre ses efforts en vue de réaménagements mineurs, de développer une politique internationale plus diversifiée de concurrencer les Etats-Unis dans certains secteurs économiques, d'afficher même certains airs d'indépendance. Ceci remonte son prestige auprès du peuple, mais contribue aussi à exercer une pression sur l'impérialisme américain. Pour sa part, ce dernier tentera sans doute d'épargner jusqu'à la dernière minute le Canada de mesures économiques défavorables. Si l'Etat américain le fait, ce sera moins pour remonter la bourgeoisie américaine dans son ensemble (qui profite de "ses" entreprises "canadiennes" aussi bien que ses entreprises américaines) que pour diminuer le chômage dans certains secteurs en compétition avec l'industrie canadienne. Chose certaine, l'intégration économique des deux pays, est à ce point développée qu'aucune solution pour rétablir la prospérité ne peut être en contradiction totale pour l'un ou l'autre des partenaires capitalistes.

quelques indications stratégiques

S'il est nécessaire de poursuivre l'enquête sur la relation entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américaine, c'est pour en venir à définir une stratégie de lutte face à l'ennemi. Il nous manque plusieurs éléments pour élaborer une stratégie définitive mais nous pouvons dès maintenant en aborder les contours généraux.

Pour cela, il faut se démarquer des diverses interprétations nationalistes qui sont encore largement diffusées parmi le mouvement ouvrier et révolutionnaire au Canada et au Québec. L'interprétation nationaliste nie la réalité de la bourgeoisie canadienne, nie son rôle stratégique et son pouvoir réel sur la société canadienne. Une telle illusion entraine l'élaboration d'une soit-disante stratégie de "front uni" de "toutes les classes opposées à l'impérialisme" (dont une partie de la bourgeoisie), inspirée à des degrés divers de la stratégie des peuples du tiers-monde, en particulier celui de la Chine. Non seulement cette interprétation est illusoire, fausse, elle comporte de graves dangers stratégiques pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire en ce qu'elle tente de les remettre à la remorque des fractions nationalistes de la petite et moyenne bourgeoisie. D'autre part, une telle illusion empêche de comprendre la statégie de l'ennemi, le développement de l'alliance avec l'impérialisme américain, elle nous empêche de comprendre que nous affrontons directement une bourgeoisie canadienne dont le pouvoir est relativement fort et qui a toujours fait preuve d'une grande férocité. Traiter la bourgeoisie canadienne de "compradore" dans ce contexte est non seulement une caricature d'une analyse scientifique, mais une porte ouverte vers la défaite et l'oportunisme.

Lutter contre les illusions nationalistes exige cependant un réel effort d'analyse. Ainsi certaines interprétations récentes visent à simplifier le problème en n'analysant pas de façon sérieuse la domination économique de l'impérialisme américain au Canada(3). Malgré certaines apparences de "rigueur", ces analysese passent toujours à côté de la question. Le caractère de la bourgeoisie canadienne est déterminé par le contrôle américain sur l'économie du pays et c'est ce qui nous place dans une situation originale de l'alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain, une situation nullement comparable à celle qui prévaut dans les dits-pays du "deuxième monde" comme la France, l'Allemagne etc. Plusieurs caractéristiques nous rapprochent plutôt des pays du bloc est-européen totalement dominé par le social-impérialisme soviétique mais où certaines bourgeoisies d'Etat semblent maintenir une certaine autonomie dans certains secteurs. Ces pays tout comme le Canada se situent plutôt à la frontière entre les super-puissances (dont ils sont en quelque sorte des appendices économiques et politiques tout en profitant de leur expansion) et les pays du deuxième monde dont ils comportent certaines caractéristiques. La théorie du capitalisme dans ces pays reste à développer, mais il faut partir du bon pied, c'est-à-dire à partir de la *réalité*, et non à partir de schémas établis (19).

La révolution au Québec et au Canada s'affrontera donc à la bourgeoisie canadienne et à l'impérialisme américain. De plus, elle visera à instaurer le socialisme, et non à réformer la démocratie bourgeoise sous un visage plus "national". Nous ne sommes pas un pays du tiers monde et il n'y aura pas de période de transition entre le capitalisme et le socialisme. A partir de ces pistes, il nous reste à développer l'analyse et à comprendre le processus en cours. Ce travail devra nous permettre d'établir une véritable stratégie de la lutte prolétarienne sur le continent nord-américain.

Notes

1) Jusque dans les années 1930, le PCC analysait que l'ennemi principal était le colonialisme britannique et ne comprenait nullement la montée de l'impérialisme américain. Plus tard après la guerre, le PCC préconisa un "front anti-monopoliste" de diverses classes contre le pouvoir des grands monopoles et ne comprit pas le rôle de la bourgeoisie canadienne et son ascendance sur les fractions de la moyenne bourgeoisie qui ne pouvaient pas pour des raisons bien matérielles s'unir au prolétariat.

2) Voir *Imperialism and the national question in Canada*, S. Moore et D.Wells, 1975.

3) Le contrôle "indirect" est une forme répandue de la domination américaine dans le monde. Il suffit qu'une entreprise américaine détienne un bloc d'action important (20-30%) pour lui assurer le contrôle au détriment d'une majorité nominale de petis locaux dispersés. C'est le cas au Canada de nombreuses compagnies telles les multinationales Falconbridge et Brascan.

4) C'est aussi une bourgeoisie qui contrôle des secteurs industriels importants dont le degré de monopolisation est élevé. Un exemple de ça est l'immense monopole de *Noranda*. Un article intéressant sur la Noranda est contenu dans En Lutte, 28 août 75.

5) Le secteur bancaire au Canada est extrêmement concentré par seulement neuf banques à chartre qui seules détiennent le pouvoir bancaire (avec les caisses d'économie).

6) L'analyse des "trois mondes" fut faite par les représentants diplomatiques chinois à plusieurs reprises depuis deux ans, dont l'intervention plus célèbre de Teng Tsiao-ping à l'ONU en avril 1974.

7) Voir The history of domestic and foreign capital in Canada de T. Naylor, dans *The political economy of dependancy, 1973.*

8) Le contrôle technologique par les américains rend encore plus fragile l'économie canadienne où un retrait volontaire ou forcé des américains laisserait les entreprises canadiennes sans l'infrastructure technologique suffisante pour fonctionner. La majorité des brevets, des plans sont détenus aux Etats-Unis, sans compter le fait que la plupart des instruments spécialisés y sont fabriqués alors que la fabrication canadienne n'implique souvent qu'un processus d'assemblage de pièces-préfabriquées.

9) Du moins à des taux de profit suffisants pour les capitalistes.

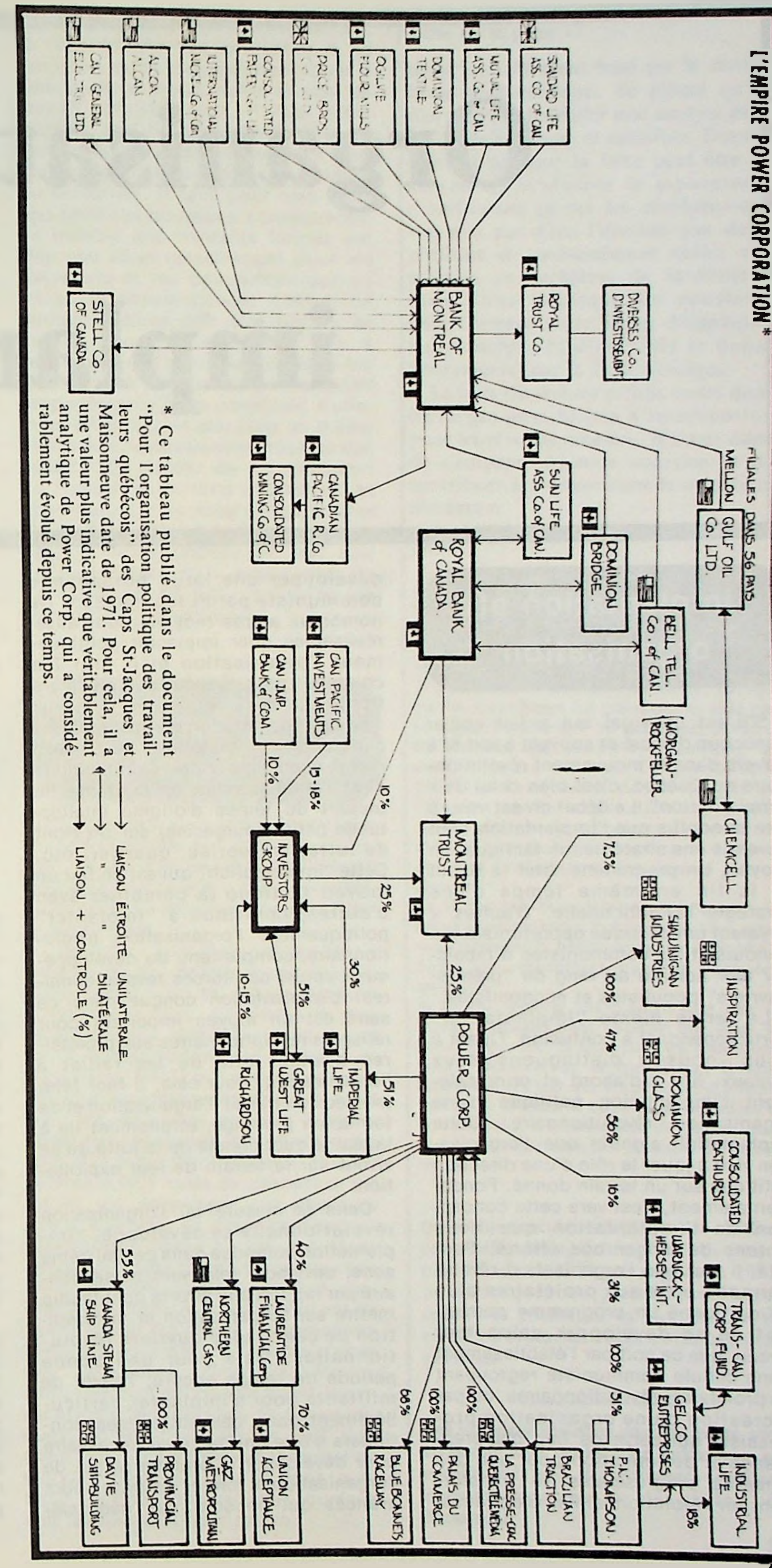
10) Voir à ce sujet *Où va la crise?*, Mobilisation, vol. 4, no.9

11) La proposition de supression des privilèges fiscaux accordés à ces deux revues américaines qui dominent le marché des périodiques a soulevé un tollé de protestations qui a empêché jusqu'à date le gouvernement fédéral de légiférer sur cette question.

12) Les nombreux voyages de Trudeau en Europe ont peu changé la situation si ce n'est que d'entreprendre l'approche. La CEE (particulièrement les pays européens qui poursuivent une plus grande politique d'indépendance face aux Etats-Unis) est méfiante face au Canada dont elle connait le degré d'assujetissement économique aux Etats-Unis et craint que le Canada ne sert de moyen de pénétration du capital américain en Europe.

13) C'est ce qu'a critiqué fort justement Jack Scott dans son analyse de cette interprétation. Voir son article dans la revue canadienne Canadian Revolution, août 1975.

14) L'analyse par les chinois des "trois mondes" ne se veut pas l'analyse détaillée de toutes les contradictions présentes dans le monde. Elle nous indique les grandes lignes d'une analyse internationale qu'il nous faut compléter en la situant par rapport à notre



* Ce tableau publié dans le document "Pour l'organisation politique des travailleurs québécois" des Caps St-Jacques et Maisonneuve date de 1971. Pour cela, il a une valeur plus indicative que véritablement analytique de Power Corp. qui a considérablement évolué depuis ce temps.

Organisation et implantation

Implantation et organisation

S'il est un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre et souvent à tort et à travers dans le mouvement révolutionnaire au Québec, c'est bien celui de l' "implantation". Le débat en est venu à être si confus que l'implantation était devenue une stratégie, un tactique, un moyen, un programme, bref le début et la fin en même temps d'une stratégie révolutionnaire. D'autres y voyaient une tactique opportuniste qui conduisait les communistes à rabaisser leur activité au rang de "prêtres-ouvriers" populistes et économistes.

Le terme même "implantation" porte cependant à confusion. Quant à nous, nous y distinguons deux niveaux. Il y a d'abord et principalement l'implantation **politique** d'une organisation révolutionnaire. Cette implantation signifie que l'organisation vise à jouer le rôle d'une direction politique sur un terrain donné. Fondamentalement, c'est vers cette conception de l'implantation que nous tentons de diriger nos efforts. Pour cela, il faut que l'organisation révolutionnaire offre aux prolétaires d'un milieu donné un programme permettant de se développer selon leur niveau, que ce soit par l'établissement d'une cellule communiste regroupant les prolétaires révolutionnaires, ou par la création d'une organisation progressiste qui serve de lieu d'apprentissage et de formation pour que des éléments progressistes se transforment en révolutionnaires. C'est aussi développer une large propagande communiste parmi les masses. De nombreux autres moyens sont aussi réalisables pour implanter politiquement l'organisation et il faut les combiner pour avancer sur plusieurs fronts à la fois.

Mais l'implantation particulièrement dans son sens historique au Québec prend aussi une autre signification: c'est l'établissement de militants (la plupart du temps d'origine intellectuelle petite-bourgeoise) sur un front de lutte, entreprise, quartier, etc. Cette "implantation" qui est en fait un moyen tactique (à combiner avec d'autres) contribue à "implanter" politiquement l'organisation révolutionnaire, compte tenu du développement actuel des forces révolutionnaires. L'implantation conçue dans ce sens est un moyen important pour relier les révolutionnaires aux prolétaires avancés afin de les rallier à l'organisation. Pour cela, il faut faire avec eux un travail d'organisation et de formation prolongé, étroitement lié à la réalité quotidienne de la lutte qu'ils vivent sur le terrain de leur exploitation.

Dans la mesure où l'organisation révolutionnaire se développe, l'implantation comprise dans ce deuxième sens, deviendra relativement secondaire par rapport aux efforts qu'il faudra mettre sur l'organisation et la formation de camarades ouvriers révolutionnaires. Mais pour une bonne période de temps encore, l'envoi de militants pour s'implanter particulièrement dans des entreprises continuera d'être une tactique nécessaire pour développer la prolétarisation de l'organisation et former les travailleurs avancés qui ne sont pas nécessairement attirés par des discours sur le communsme, mais qui peuvent être ralliés après un patient travail d'éducation partant de leur niveau de conscience et de combativité.

Implantation et consolidation

S'il est nécessaire de poursuivre l'établissement de militants sur des fronts de lutte particulier, il faut toutefois dépasser le point de vue étroit et spontané qui a prévalu dans le passé. L'établissement des militants doit se faire selon un plan d'organisation global, dans le but de renforcer l'organisation de façon qualitative et quantitative. Pour cela, il est nécessaire de lutter contre le localisme et l'étapisme qui refuse de poser cette question dans une optique d'ensemble. Il faut développer une vision d'ensemble qui guide l'organisation révolutionnaire dans la réalisation de ses objectifs stratégiques, et subordonner à ce plan l'établissement des militants dans différents fronts de lutte.

Dans la pratique, certains principes de base ont pu être dégagés. D'abord, l'établissement des militants doit être inclus dans un plan d'ensemble qui élabore une stratégie globale incluant plusieurs méthodes et tactiques, et ce sur plusieurs fronts à la fois. Si on établit un militant sur un terrain de lutte précis, c'est que ce terrain fait partie d'un front, et qu'à l'intérieur de ce front, il faut développer le travail à partir de plusieurs endroits en même temps et de façon coordonnée. Le renforcissement d'une base locale (par exemple une entreprise dans une région donnée) n'est envisageable que dans le renforcissement de l'ensemble d'un front, et selon un plan de travail global. Développer le travail sur un front et par plusieurs côtés à la fois permet de concentrer les forces et de développer plus largement encore la conscience politique: à l'intérieur du front, la liaison entre plusieurs milieux ouvre une perspective de classe plus large, apporte des aspects politiques nouveaux. Donc notre politique doit être d'inscrire chaque établissement à l'intérieur d'un cadre global qui applique un plan de travail global sur un front donné (soit régional, soit sectoriel).

Deuxièmement, il faut concentrer et consolider les forces, éviter l'éparpillement et la division, tenir compte de nos forces et analyser un front donné pour y déterminer ce qui constitue l'endroit stratégique (d'un point de vue qualitatif principalement). A l'étape actuelle, il est préférable de développer un travail prolongé avec 5 prolétaires révolutionnaires que d'assumer une vingtaine de "contacts" ponctuels et flottants. De même est-il préférable de concentrer ses efforts sur quelques régions ou secteurs donnés que de se disperser aux quatre vents avec une multitude d'endroits où travaillent un ou deux militants. Il faut concentrer les forces stratégiquement et partir d'une consolidation pour aller vers l'expansion.

Troisièmement, selon un point de vue d'ensemble et en concentrant ses efforts sur le milieu stratégique, il faut tenter de combiner plusieurs interventions à la fois: travail syndical local, journal régional, organisations progressistes de quartier, coordination régionale de divers secteurs industriels, travail de propagande communiste large, etc.

Cette politique permet à l'organisation de se développer de façon réaliste et scientifique. L'établissement de militants relève alors plus de nécessités politiques que subjectives (même si cet aspect secondaire est important principalement en ce qui concerne le désir de plusieurs militants d'accentuer leur prolétarisation). Il faut établir les militants à la contition qu'ils peuvent contribuer à développer le travail selon le plan de travail. D'autre part, il faut tenir compte des besoins d'ensemble de l'organisation, c'est-à-dire ne pas tenir uniquement compte de besoins locaux ou sectoriels. Il faut pour cela avoir une politique de cadres conséquente. Le nombre des militants formés est trop peu élevé actuellement pour les disperser et les concentrer sur un travail uniquement local. L'envoi de militants-cadres doit être décidé en autant que cela ne nuise pas à l'ensemble de l'organisation, et si les résultats de son travail peuvent être proportionnels à ces capacités. Autrement dit en autant que dans un milieu donné son établissement présente des possibilités rapides de consolidation du travail (en termes qualitatifs et quantitatifs), d'un point de vue local et régional ou sectoriel. Sans cela, on gaspille ses capacités en tant que cadre capable non seulement de déblayer le terrain, mais de le consolider politiquement.

La ligne politique domine en tout

Développer une juste politique organisationnelle est toujours déterminé en dernière instance par la ligne politique, même si la politique organisationnelle à rebours a des effets sur cette dernière.

Cependant, si il n'y a pas au départ même une ligne politique correcte, les plus beaux efforts d'organisation tomberont à l'eau. L'exemple le plus récent de cette vérité nous a été fourni par le Regroupement des Comités de travailleurs (RCT) qui a suivi certains des principes énoncés plus haut, mais pour les détourner de leur contenu politique véritable et amener les militants dans des impasses. Effectivement le RCT tenta de concentrer les forces, de développer sur plusieurs fronts à la fois, de partir de l'endroit stratégique, mais au lieu de développer ce travail dans une perspective révolutionnaire (c'est-à-dire par rapport à la formation et au ralliement de l'avant-garde ouvrière à l'organisation marxiste-léniniste), il l'entraina dans une perspective réformiste, étroite, complètement enchainée à des revendications immédiates et économiques. La faillite totale du RCT doit nous indiquer ce principe essentiel du marxime-léninisme que la ligne politique est dominante en tout, quelque soit les plans d'organisation.

suite de la page 17

ment véritablement basé sur le centralisme démocratique. de même qu'un réel effort de formuler une analyse de la réalité scientifique et acessible. Dernier élément présent: la lutte peut être un moyen de renforcer le mouvement d'unification parmi les révolutionnaires. non pas dans l'illusion que de la pratique et spontanément naîtra une solution au problème de la division, mais dans l'optique de constater mutuellement notre façon d'appliquer les principes et d'enrichir le débat fondamental sur la ligne politique.

La lutte du secteur public ouvre donc de larges possibilités d'intervention pour les révolutionnaires. Il s'agit donc de s'emparer de cette occasion et de contribuer à avancer dans la voie de la révolution.

notes

1) Voir le chapitre sur l'intervention des révolutionnaires dans le *Bilan de la lutte du Front Commun de 1972*, vol.4, no.8.
2) Voir *Le Mouvement des Caps à Montréal*, vol.4, no.9.
3) L'occupation de l'Institut Albert Prévost par les travailleurs fut grandement aidé par la solidarité effective du personnel médical de l'institut qui soutint tout au long du conflit les travailleurs. Ce qui indique peut-être la nécessité de développer un certain travail d'explication auprès des couches les plus progressistes du personnel médical dans les hôpitaux. et parmi d'autres couches professionnelles dans d'autres secteurs.
4) Il faudra travailler spécialement à développer un large front contre tous ceux qui affrontent la politique sociale et le MAS dans les entreprises comme dans les quartiers.
5) Ce qui signifie pas d'autre part que le travail politique n'est possible que dans la lutte ou que seul la lutte pose les conditions pour l'élévation de la conscience. Il faut cependant réaliser que les périodes d'affrontement favorisent la circulation des idées et la recherche d'alternatives de façon plus concentrée que dans les périodes de calme relatif.

6.—Il faudrait ici relativiser ces chiffres car en effet il s'agit du nombre de postes par 100 lits en 1974 **par rapport** à 1971; les statistiques bourgeoises ayant l'art de cacher la réalité, il est impossible de vérifier **l'évolution réelle** entre ces deux périodes.

Les données utilisées dans ce texte sont tirées d'une recherche faite par un comité ad hoc de différents groupes révolutionnaires de la région de Montréal.

La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois

"le peuple, le peuple seul est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle."

introduction: comprendre le sens de l'histoire

La révolution chinoise et les enseignements qu'en tirèrent les communistes chinois ont fait franchir une nouvelle étape historique au mouvement révolutionnaire mondial. Dans ce sens notre référence au marxisme-léninisme et à la pensée mao-tsétoung n'est pas une formule vide, mais une référence au contenu historique de la révolution prolétarienne mondiale, en tenant compte du bond en avant parcouru à partir des enseignements de Mao Tsétoung et du PCC.

Mais le patrimoine historique du mouvement révolutionnaire n'est pas un catéchisme d'un nouveau genre, un dogme, mais au contraire un "guide pour l'action". Pour nous, ce qui est important d'apprendre, c'est de saisir le point de vue de classe, la position et la méthode que les dirigeants du mouvement ouvrier ont adopté pour résoudre les problèmes, dans une conjoncture historique précise. C'est extraire la méthode scientifique d'analyse qu'ils ont développé dans le processus de leur révolution.

Pour apprendre du marxisme-léninisme et de la pensée mao-tsétoung, il faut donc retourner à l'histoire des révolutions durant lesquelles ces leçons furent tirées, et saisir le sens réel du processus historique en cours. Ce point de vue matérialiste nous empêche ainsi de stériliser notre réflexion, de fournir des efforts infructueux pour trouver des réponses directes aux questions soulevées dans notre processus révolutionnaire. Nous assumons à nous seuls la responsabilité de développer notre processus révolutionnaire, personne ne l'a pensé pour nous. Il faut donc étudier l'histoire pour en retirer les acquis essentiels, et trouver nous-mêmes notre voie.

Cette première remarque en entraîne une autre. A l'étape actuelle au Québec, nos efforts sont concentrés sur la question stratégique du Parti Communiste de type nouveau. Il est donc important d'étudier dans l'histoire ce qui concerne la méthode employée dans diverses conjonctures pour édifier le parti révolutionnaire. Pour saisir les acquis essentiels sur la construction du parti, il faut toutefois comprendre que l'édification du parti est indissociable des étapes de la révolution dans une conjoncture donnée. Autrement dit, il n'existe pas de schéma établi, de "blueprint" sur l'édification du parti qu'il ne s'agirait alors que d'appliquer dans notre réalité comme une technique d'organisation efficace. Le Parti Communiste, en tant que dirigeant du processus révolutionnaire, ne fait qu'un avec ce processus, il se fonde en lui. Le Parti se développe dans la mesure où il est apte à fournir aux masses en lutte une orientation stratégique juste, dans la mesure où il saisit le mouvement historique en cours et détermine pour une phase particulière la stratégie qui permet aux masses d'aller de l'avant. Car, tel que l'ont démontré les communistes chinois, ce n'est pas le Parti qui fait l'histoire, qui détermine le cours du mouvement. C'est le peuple qui fait l'histoire, par son intervention dans la lutte des classes, et son progrès est influencé par le fait que le Parti (en tant que cerveau collectif centralisé) est capable ou non d'indiquer aux masses où, comment et pourquoi frapper.

Le court texte qui suit tente de présenter l'évolution du Parti Communiste Chinois par rapport aux grandes étapes de la révolution chinoise. Le texte a été conçu comme un travail d'introduction à l'étude systématique des oeuvres de Mao, et dans ce sens, il évite bien des détails importants dans le souci d'aller à l'essentiel. Il permet toutefois de fournir le cadre général de l'évolution du PCC en soulignant l'apport théorique de la pensée mao-tsétoung aux moments cruciaux de la révolution chinoise. Une bibliographie termine le tout pour renvoyer les lecteurs aux textes de base.

I-Naissance du mouvement révolutionnaire chinois

Le mouvement révolutionnaire chinois apparaît au début des années 1920 en fusionnant deux processus historiques. Le premier et le plus fondamental, c'est l'extension de la lutte révolutionnaire en Chine contre les deux "montagnes" opprimant le peuple chinois: le féodalisme et l'impérialisme. L'impérialisme européen, japonais et américain poursuivent dans ces années un mouvement de mainmise sur la Chine qu'ils avaient en s'assurant la collaboration de la vieille féodalité chinoise trop faible pour y résister et se contentant d'opprimer l'immense masse de la paysannerie. Le mouvement d'agression impérialiste qui s'étend alors a pour effet de débalancer la structure millénaire de la société féodale en Chine, et le peuple chinois se révolte contre les impérialistes pour affronter rapidement sa propre classe dominante.

Mais le mouvement pré-révolutionnaire en Chine est faible, divisé, dominé par des sectes religieuses et fanatiques (comme la révolte des Boxers en 1899). La bourgeoisie nationale qui apparaît est incapable de fournir un leadership conséquent. Après plusieurs années d'activités, ce cou-

rant dirigé par Sun Yat-sen n'a que peu progressé et ses victoires partielles se transforment en échecs quand arrive le temps du partage entre les différents seigneurs de la guerre.

Mais le mouvement historique est irréversible. De plus en plus, de larges couches de la population, les intellectuels patriotiques, le prolétariat naissant, les paysans pauvres, s'opposent à l'alliance réactionnaire. En 1919, un vaste mouvement de contestation balaye les rangs de la jeunesse scolarisée pour s'étendre dans les milieux ouvriers. C'est la révolte du 4 mai, une sorte de mouvement polito-culturel alliant des revendications linguistiques, culturelles, politiques, économiques, démocratiques, etc. Mais le plus important est qu'une nouvelle couche de jeunes révolutionnaires émergent de ce mouvement de masse pour s'éveiller à la lutte politique. Cet éveil sera dirigé vers le marxisme.

La progression du marxisme en Chine sera le deuxième processus historique à la base du mouvement révolutionnaire chinois. Le marxisme sera d'abord diffusé dans les cercles intellectuels de Pékin pour se répandre parmi plusieurs groupes de jeunes partout dans le pays. Mais la diffusion du marxisme n'est pas un événement naturel, c'est plutôt la conséquence de l'établissement d'un centre idéologique révolutionnaire mondial par Lénine avec la création de l'Internationale communiste. L'I.C. dès le départ est consciente de l'importance de la révolution en Orient. Lénine rédige les premières thèses qui orienteront la naissance du communisme chinois dont l'essentiel est centré sur la nécessité pour les jeunes communistes dans les pays colonisés d'appuyer le mouvement révolutionnaire de libération nationale tout en constituant en même temps le parti authentique du prolétariat pour mener la révolution en deux étapes successives: la révolution nationale-démocratique, et la révolution socialiste.(1)

FONDATION DU PARTI COMMUNISTE

En juillet 1921, une douzaine de militants (représentant des cercles comprenant quelques 50 partisans) se réunissent à Changhai et fondent le PCC. L'acte de fondation du PCC est en fait beaucoup plus la première étape d'un long processus d'édification du mouvement communiste dont la fondation est plus théorique que réelle. De plus, aucune analyse stratégique de la révolution chinoise n'est présentée pour orienter le mouvement qui se retrouve divisé en trois grands blocs représentant les divers points de vue qui s'affronteront tout au long de la révolution chinoise. Il s'agit d'abord de positions nationalistes et conciliatrices face au mouvement nationaliste bourgeois, les positions de droite, contrées d'autre part par des positions ultra-"gauchistes" qui préconisent la révolution prolétarienne "immédiate" sans analyser la situation spécifique de la Chine, et finalement se dessine un troisième courant qui tente de combiner à la fois la nécessité de la lutte pour le socialisme et l'analyse concrète de la Chine (d'où découle l'importance de la lutte anti-impérialiste et du front uni). Cette troisième voie, dont Mao Tsétoung se fait le défenseur, n'est toutefois pas assez articulée pour s'imposer, et ce sera les positions de "gauche" (droite en réalité) qui l'emporteront pour mener le Parti à 2 ans d'isolement et de stérilité.

L'absence d'une vision juste de la réalité chinoise empêchera le jeune mouvement communiste de se développer. Jusqu'à 1923, il restera essentiellement une secte isolée et limitant son activité à un travail d'éducation restreint auprès de minces couches ouvrières et étudiantes. La ligne ultra-"gauchiste" et ouvriériste qui domine écarte tout travail auprès des grandes masses paysannes sous prétexte que celles-ci sont arriérées et "petites-bourgeoises". Mais les aspects négatifs qui dominent et empêchent le Parti de remplir son rôle de dirigeant sont toutefois contredits dans la pratique par le développement de positions plus justes. Mao Tsétoung par exemple, originaire de la province rurale de Hounan, retourne dans son pays et y mène un immense travail de propagande et d'organisation auprès des couches prolétariennes et semi-prolétariennes. Il devient alors président de la Confédération du travail chinoise (section du Hounan) durant son travail avec les mineurs de Anyuan et les cheminots. Mais les liens avec la paysannerie dans cette région sont très forts (les ouvriers étant eux-mêmes en majorité d'ex-paysans) et Mao articule alors une première approche vers la paysannerie. Mais ce travail contredit la direction du Parti qui pense développer la révolution chinoise comme en Europe, en concentrant exclusivement ses forces dans le prolétariat. De cette façon, selon les dirigeants du PCC, on se trouve conforme avec les "dogmes" du marxisme.

En 1922, le IIe Congrès du PCC ne fait que confirmer ces erreurs. Sous la direction d'intellectuels urbains obnubilés par les expériences étrangères et la "lettre" du marxisme-léninisme, il n'est pas nécessaire d'analyser la situation concrète. C'est donc à contre-courant que les révolutionnaires authentiques et Mao Tsétoung sont forcés de mener le débat. Mais leurs positions ne sont pas encore assez fermes pour renverser la vapeur. Cependant, après deux années d'activités, le constat d'échec devient trop évident: le Parti Communiste n'a de "Parti" que le nom, dans les faits, il tourne en rond. De plus, la révolution chinoise continue de prendre de l'ampleur avec l'extension du mouvement nationaliste, où il faut intervenir si l'on veut jouer un rôle dans la révolution chinoise. A partir de cette situation, et des conseils prodigués par les délégués de l'Internationale communiste, le PCC se réenlignera.

II-Du premier front uni à la Longue Marche: la longue gestation du Parti Communiste

Le IIIe Congrès du PCC (1923) est le point de départ de ce réenlignement. La lutte contre l'opportunisme de gauche relève les erreurs et l'impasse où cela menait le Parti. Secte isolée (représentant seulement 340 membres), le PCC doit abandonner cet infantilisme et adopter une juste politique face à la lutte nationale. Ceci entraînera la formulation du projet de front uni avec le mouvement nationaliste et son aile marchante, le Kuomingtang (KMT) de Sun-yatsen. Cependant, l'articulation du front uni masquera un renversement des positions vers un glissement à droite. Le front uni deviendra le seul objectif, on perdra de vue la nécessité de renforcer le mouvement communiste comme la seule direction révolutionnaire conséquente pour les masses prolétariennes et paysannes.

Conséquemment à ces positions, le PCC concentrera exclusivement ses énergies vers le KMT avec qui il signe un pacte de collaboration. Dans les faits, ce sont les communistes qui organisent le KMT et le dotent de l'appareil politique et militaire qui lui permettra de vaincre contre les différents seigneurs de la guerre qui se partagent la Chine avec les impérialismes. Durant ce temps, Mao et ses partisans pratiquent toujours une sorte d'opposition en pratique par leurs actions auprès des masses prolétariennes et paysannes du Hounan. Mais ils n'ont pas encore un véritable programme.(2)

LES CONSEQUENCES DE LA LIGNE DROITISTE

Lors du IVe Congrès (1925), la ligne de droite se stabilise et s'articule. Selon cette conception, la révolution nationale sera l'oeuvre de la bourgeoisie nationale à laquelle s'allie le prolétariat. Dans ce sens, l'opportunisme de droite rejoint l'ultra-"gauchisme" en refusant de bâtir l'alliance ouvrier paysan, la base fondamentale de la révolution. Les dirigeants du Parti (dont Chen Touhsiou) pensent que le rôle du PCC est d'organiser le prolétariat, et qu'il doit suivre la direction nationale de la bourgeoisie. Quant aux paysans, ils sont trop "arriérés".

En 1925, la révolution chinoise parcourt un chemin qui semble confirmer ces thèses. D'une part, le KMT se radicalise de plus en plus et déclenche l'Expédition du nord destinée à battre les forces des seigneurs de la guerre et des impérialistes. Ce sont les communistes qui encadrent cette entreprise. D'autre part, toute l'attention de la Chine sera tournée vers l'héroïque lutte des ouvriers de Hong Kong (qui mèneront une grève de un an (!) contre l'impérialisme britannique) et ceux de Changhai qui libèreront la ville pour accueillir les troupes du KMT. A cause de cette situation, la direction du Parti se sent confirmée, et bénéficie de l'appui de la majorité des militants qui progressent tranquillement en quantité bénéficiant de la couverture du KMT (plus de 50,000 membres).

Mais loin de la ville et des actions d'éclat, des événements se déroulent et sont en train de modifier l'avenir de la Chine. Ces événements, ce sont les révoltes paysannes qui secouent le pouvoir des propriétaires terriens et des féodaux. Ces révoltes ont quelques fois l'appui du KMT, lorsqu'elles se déroulent dans les zones des seigneurs de la guerre. Toutefois et de façon "étrange", les paysans "arriérés" ne distinguent pas entre les propriétaires fonciers liés aux seigneurs de la guerre et ceux liés à la bourgeoisie bureaucratique du KMT, et bientôt ils affrontent le KMT. Les dirigeants du PCC jettent des cris scandalisés lorsqu'ils entendent ces nouvelles. Pour eux, le mouvement paysan est trop radical, il est hors de contrôle. Mao et ses partisans durant ce temps poursuivent leur travail. Ils sont totalement écartés de la direction effective du PCC où ils sont suspects de multiples déviations. Mao lui-même est responsable de l'institut de formation rurale du KMT où il enquête et forme ses premiers cadres paysans. Il se constitue ainsi peu à peu la base sur laquelle il transformera le cours de la révolution chinoise.

L'"ENQUETE" DE MAO SUR LE MOUVEMENT PAYSAN

Les contradictions du processus révolutionnaire chinois ne cessent de se développer faisant apparaître les fondements de classe des diverses positions en présence. Car même si la direction du PCC se conforme au plus pur langage marxiste, elle poursuit dans les faits une politique bourgeoise, elle entrave le progrès de la révolution.

Il faudra du temps à Mao pour détruire ces conceptions. Il faudra aussi que les masses fassent leur propre expérience dans la lutte pour comprendre le sens profond de ses enseignements. En 1926, Mao écrit son premier texte fondamental, c'est l'**Analyse des classes de la société chinoise,** où il attaque le fondement de la ligne droitiste en démontrant que le prolétariat doit s'allier à la classe la plus révolutionnaire après lui, la paysannerie pauvre (qu'il qualifie de semi-prolétariat).

Mais Mao déclare la guerre ouverte à l'opportunisme droitier avec son **Rapport d'enquête dans le Hounan à propos du mouvement paysan** où il dénonce fortement les conséquences du droitisme. Mao décrit le mouvement paysan, démontre son caractère authentiquement révolutionnaire, l'extension du mouvement des Unions paysannes qui dépassent de loin les semblants de réformes apportées par le KMT. Il dénonce les dirigeants du PC qui condamnent les

"excès du mouvement paysan":

"(...) la révolution n'est ni un dîner de gala ni une oeuvre littéraire(...); elle ne peut s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité(...). La révolution, c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre. La révolution à la campagne, c'est le renversement par la paysannerie du pouvoir féodal des propriétaires fonciers(...)." Mao déclare aux dirigeants du PCC qu'il faut qu'ils fassent leur choix: développer la révolution en organisant l'alliance ouvrier paysan, soutenir de toutes ses forces l'extension du mouvement paysan, ou se mettre à la remorque du mouvement de la bourgeoisie nationale, dont il prévoit d'ailleurs la division en 2 blocs, l'un démocratique, et l'autre soumis à l'impérialisme. Malgré la réalité et les analyses de Mao, la direction du Parti ne change pas ses positions. Dans sa grande majorité, le PCC reste concentré dans l'intelligentsia et le prolétariat des grands centres urbains.

LE MASSACRE DE 1927

L'évolution de la révolution chinoise confirmera de façon tragique les idées de Mao Tsétoung. Après une première période d'extension et de victoires, le KMT subit de profondes transformations. L'aile droite s'empare de la direction avec un discours radical, mais glisse de plus en plus sur des positions d'alliance avec l'impérialisme étranger. Tchiang Kaichek s'impose comme le leader "suprême" et prépare les tristes événements à travers tout le pays. Quelques semaines avant le massacre, le PCC tient son Ve Congrès où il réitère sa politique capitulationniste et droitiste. La direction du Parti masque la gravité de la réalité avec un discours triomphaliste sur les grandes victoires du KMT et l'alliance inébranlable avec le PCC. Ces mots résonnaient encore quand Tchiang entre avec son armée à Changhai et massacre des dizaines de milliers d'ouvriers communistes, ce qui est suivi d'une chasse aux rouges dans la plupart des grandes villes détenues par le KMT. Chen Touhsiou poursuit sa ligne droitiste jusqu'au bout en tentant d'entamer des pourparlers avec le KMT alors que les massacres font rage. Malgré cette terrible défaite, la révolution poursuivra sa marche irrésistible.

MAO TSETOUNG AUX PRISES AVEC UNE NOUVELLE LIGNE GAUCHISTE

La rupture du front uni avec le KMT oblige le PCC une fois de plus à se réenligner. On effectue la critique de la ligne droitiste et capitulationniste sans toutefois analyser sa racine. Ainsi, lors du VIe Congrès (1928), la nouvelle direction assumée par le futur traître Chang Kouotao,(3) Li Lisan, Liu Shaochi, critiquent l'opportunisme de droite pour avoir été trop conciliant avec la bourgeoisie nationale et le KMT. On ne comprend pas que les erreurs fondamentales étaient de ne pas avoir saisi le processus fondamental de la révolution chinoise, c'est-à-dire l'alliance paysan ouvrier. En fait et c'est ce que démontrera l'histoire, l'erreur fondamentale ne fut pas d'avoir développé un front uni avec cette force instable qu'est la bourgeoisie, mais de l'avoir développé dans une position de force, sans développer un Parti Communiste implanté et dirigeant le mouvement paysan et prolétarien de masse, de même que la constitution d'une forte armée populaire dirigée par le PCC. Plus tard, Mao retracera le bilan de cette période:

"(à cette époque) le parti n'en était pas moins dans l'enfance, dépourvu d'expérience face aux trois questions fondamentales du front uni, de la lutte armée et de l'édification du parti, peu éclairé sur les conditions historiques et sociales de la Chine, sur les particularités et les lois de la révolution chinoise, et il lui manquait encore la compréhension intégrale de l'union de la théorie marxiste-léniniste avec la pratique de la révolution chinoise. C'est pourquoi, dans la dernière phase et à un moment critique de cette étape, ceux qui occupaient des positions dominantes à la direction du Parti ne surent pas le guider de façon à ce qu'il consolide les victoires de la révolution, et trompés par la bourgeoisie, ils la firent échouer. Au cours de cette étape, le Parti développa ses organisations, mais sans les consolider, sans réussir à affermir ses membres et ses cadres du point de vue idéologique et politique. Il recruta énormément de nouveaux membres, mais il ne leur donna pas l'éducation marxiste-léniniste nécessaire. Les expériences abondaient dans son travail, mais il ne sut pas les généraliser convenablement(...). Tout cela provenait de son inexpérience, de sa connaissance peu approfondie de la révolution et de son incapacité d'unir la théorie marxiste-léniniste à la pratique de la révolution chinoise.(...)"(4)

Mais malheureusement ces leçons ne furent tirées que bien plus tard. Après le massacre de 1927, le Parti se replie sur lui-même et la direction met de l'avant une nouvelle ligne ultra-"gauchiste". Quelles en sont ses manifestations? Elle continue de développer le point de vue que le PCC doit concentrer ses efforts parmi le prolétariat et déclencher des insurrections dans les villes. Cette politique suicidaire essuie échec par-dessus échec, mais le dogmatisme prévaut et empêche l'analyse concrète de la réalité.

C'est encore à contre-courant que Mao lutte pour développer la révolution. Suivant ses thèses, Mao réunit ses cadres paysans et ses anciens contacts dans les mines d'Anyuan pour déclencher ce qui sera appelé l'"insurrection de la Moisson d'automne", une révolte paysanne durant laquelle Mao entreprend de déclencher la guerre de guérilla contre les troupes des seigneurs de la guerre et du KMT. L'inexpérience et le manque d'organisation provoquent l'échec de l'insurrection, mais l'important est que Mao a posé les bases de la première armée populaire et qu'il poursuit son implantation dans les campagnes. Pourchassé par les soldats du KMT, il aboutit dans la région montagneuse du Chiangkangchan où il installe la première base rouge. Il théorise cette étape dans **Pourquoi le pouvoir rouge peut-il existé en Chine?**(5) où il affirme la première fois que la stratégie de la révolution chinoise doit s'établir à partir de la guerre populaire prolongée (en partant de sa forme initiale la guérilla), centrée sur la mobilisation des paysans et des ouvriers, avec comme objectif tactique la libération de territoires où peuvent se consolider les forces révolutionnaires en instaurant un véritable "pouvoir rouge".

Durant ce temps, la direction du PCC se moque des "bandits paysans" de Mao et continue dans la voie des insurrections dans les villes où les communistes sont systématiquement écrasés par le KMT. Ils accusent Mao d'aventurisme et d'esprit petit-bourgeois, mais dans les

faits, ce sont eux qui pratiquent l'aventurisme à outrance en engageant des combats qu'ils n'ont pas la force d'assumer. Lors du 3e plénum issu du VIe Congrès du PCC, Mao n'est pas ré-élu au Comité central, et la direction passe aux mains d'un groupe surnommé les "28 bolchéviks", un groupe de militants dirigés par Wang Ming(6) et formés à Moscou, conformes à la "lettre" du marxisme mais complètement ignorants de la réalité chinoise. Ils poursuivent la stratégie des insurrections dans les villes et envoient des ordres à Mao pour qu'il dirige son armée vers les villes.

Malgré cette situation, Mao consolide ses forces, réorganise son armée (il fonde la célèbre IVe armée), suivant les principes de la guerre populaire:

1. La Chine est un pays semi-féodal, semi-colonial, où la révolution s'appuie sur l'alliance entre les ouvriers et les vastes masses de la paysannerie;
3. La tâche principale du PCC est de diriger le mouvement révolutionnaire par le biais de son armée rouge;
3. La période actuelle en est une de repli (contredisant l'analyse aventuriste des "28 bolchéviks". Il faut consolider les bases;
4. La tactique de la guérilla est: I— l'ennemi avance: nous nous retirons; II— l'ennemi fait halte: nous le harcelons; III— L'ennemi évite le combat: nous l'attaquons; IV— L'ennemi fuit: nous le poursuivons;
5. Il faut consolider les bases rouges en mobilisant largement les masses et en tentant de résoudre leurs problèmes de survie et d'organisation.

LA BASE ROUGE DU KIANGSI

Malgré les difficultés innombrables, la stratégie de Mao fait ses preuves, malgré les directives contradictoires du Parti. Chassée de sa base initiale dans les montagnes, l'armée rouge se déplace dans la région du Kiangsi, beaucoup plus peuplée et développée et qui offre des possibilités d'implantation puisqu'elle est habitée à 70% de paysans pauvres prêts à se révolter. L'armée rouge chasse les réactionnaires et installe le pouvoir rouge pour 5 ans.

La direction du parti, devant les massacres qui continuent, quitte les grandes villes et rejoint les forces de Mao pour décréter la fondation de la "République des Soviets de Chine". Mais la ligne gauchiste continue ses ravages, freine le processus révolutionnaire qu'elle ne saisit pas. Elle développe une ligne gauchiste sur la question agraire, s'aliénant les paysans moyens. Militairement, elle ne comprend pas les principes de la guérilla et s'engage dans des conbats rangés contre le KMT. Elle fait construire autour de la région une série de retranchements où elle enlise les soldats de l'armée rouge plutôt que de se baser sur la mobilité et l'intelligence. Pour faire cela, Wang Ming et ses accolytes expulsent une fois de plus Mao de la direction du Parti. Malgré cela, sa popularité est si grande qu'il est élu président de la république même s'il ne détient pas de pouvoir réel au sein du Parti.

Malgré les erreurs gauchistes, la base du Kiangsi résiste aux campagnes d'extermination du KMT. Mais au lieu de transformer ces victoires tactiques en victoires stratégiques, la direction s'enlise et tombe dans la paralysie. Profitant de ces faiblesses, le KMT déclenche une guerre d'usure et un blocus, suivi d'une invasion par plus d'un million de soldats. Encerclé et affaibli, le pouvoir rouge du Kiangsi est sur le point de tomber. La direction du Parti décide alors d'organiser la retraite, d'abandonner la base. Voici le bilan que Mao tira de cette période:

"(...) La bourgeoisie avait trahi, mais le Parti sut s'appuyer fermement sur la paysannerie. Ses organisations se développèrent à nouveau et se consolidèrent. L'ennemi cherchait constamment à saper le parti, qui parvient toutefois à expulser les saboteurs. Un grand nombre de nouveaux cadres apparurent et devinrent l'ossature du Parti. Celui-ci ouvrit la voie au pouvoir populaire et s'initia à l'art de gouverner. Il créa de puissants forces armées et apprit l'art de la guerre(...) Mais cours de cette grande lutte, des camarades tombèrent définitivement ou pour un certain temps, dans le bourbier de l'opportunisme. C'est qu'ils ne savaient pas tirer en toute modestie les leçons de l'expérience du passé, connaissaient mal les conditions historiques et sociales de la Chine, ainsi que les particularités et les lois de sa révolution et ne comprenaient pas l'union de la théorie marxiste-léniniste avec la pratique de la révolution chinoise. (...) A un certain moment, des dommages furent causés au Parti et à la révolution par l'opportunisme de "gauche" du camarade Li Lisan(...)."(7)

III-Le Parti de Mao-Tsétoung

A la fin de 1934, les différents corps d'armé du PCC entament la Longue Marche, le processus révolutionnaire le plus extraordinaire de la révolution chinois. Les soldats rouges chantent "L'armée rouge ne craint pas la mort. Celui qui redoute l'armée rouge n'est pas un soldat de l'armée rouge."

Quand le PCC entreprend ce voyage fantastique, rien n'est encore réglé au niveau de la direction. C'est encore la ligne ultra-"gauchiste" qui prévaut. Ce fait a des conséquences catastrophiques, car à cause de la ligne gauchiste de "prendre les villes" et d'affronter l'ennemi en batailles rangées, l'armée rouge perd la moitié de ses effectifs dans les premiers mois. Ces erreurs sonneront le coup de mort de cette conception. En janvier 1935, après une victoire militaire dans la région de Tsounyi, Mao rassemble les principaux dirigeants l'armée et du Parti et analyse la situation, l'importance du processus entamé par la Longue Marche et détermine une politique pour le Parti.

Il explique la nécessité pour le PCC de forcer toutes les forces politiques du pays, y compris le KMT, à établir un front uni contre le Japon. Conséquemment, il détermine l'objectif de la Longue Marche: le nord du pays, où l'affrontement se déroule contre l'armée japonais implantée en Mandchourie. Le point de vue de Mao triomphe largement et c'est la véritable naissance du Parti Communiste Chinois, dirigeant de la révolution chinois.

Sur cette base, l'armée rouge poursuivra son périple, affrontant mille combats, révolutionnarisant la campagne chinois sur son passage, bouleversant toutes les lois de la guerre et de la politique. Car l'armée rouge n'est pas seulement un corps militaire, mais une organisation politique de masse, qui est centrale pour éduquer et mobiliser les paysans et les ouvriers, qui dirige la réforme agraire et réorganise l'administration locale au service du peuple. L'armée Rouge devient le véhicule par lequel le Parti transmet sa politique dans les masses: "Nous sommes les dirigeants et les organisateurs de la guerre révolutionnaire et, en même temps, les dirigeants et les organisateurs de la vie des masses. Organiser la guerre révolutionnaire, améliorer les conditions de vie des masses: voilà nos deux grandes tâches."(8)

LA TACTIQUE DU FRONT UNI A YENAN

L'arrivée de l'armée rouge en Chine du nord permet un moment d'arrêt et de stabilisation. C'est ce moment que choisit Mao pour consolider la **ligne politique** du PCC et le doter d'un programme face à la conjoncture du moment. Son projet est de forcer le KMT à former un nouveau front uni, où cette fois, le PCC conserverait toute son autonomie et son indépendance, et viserait la direction de la lutte anti-japonais au niveau national:

"Mener à bien la révolution démocratique bourgeoise en Chine (la révolution de démocratie nouvelle) et la transformer en une révolution socialiste lorsque toutes les conditions nécessaires seront réunis (...). Certains membres du Parti, qui manquent de maturité politique, pensent que notre tâche se limite à l'étape actuelle de la révolution (...) ou bien ils pensent que la révolution actuelle ou la révolution agraire est déjà une révolution socialiste. (...) La révolution démocratique est la préparation nécessaire de la révolution socialiste, et la révolution socialiste est l'aboutissement logique de la révolution démocratique."(9)

Les forces réactionnaires sont démunies face à cette tactique qui reçoit l'appui massif de la population chinoise. Tchiang s'obstine à jetter le gros de ses forces contre le PCC, mais bientôt un événement inattendu viendra changer le cours des choses. Entendant des rumeurs de collaboration entre une fraction de son armée et les communistes dans le nord du pays, Tchiang se rend enquêter sur place. Ce sera l'Incident de Sian, où l'armée du KMT arrête Tchiang et le force sous menace de mort de signer un pacte avec le PCC à la fin de 1936. Ceci constitue une victoire politique primordiale pour le PCC et confirme la justesse de la tactique du front uni.

Mais la tactique du front uni ne se mène pas seulement par les pourparlers avec le KMT et la bourgeoisie nationale. Fondamentalement, elle se mène sur le terrain de la guerre avec l'affrontement contre les troupes japonaises bien armées et équipées. Mao Tsétoung développe alors le concept de la **Guerre prolongée**, où la stratégie militaire emploie plusieurs tactiques en même temps pour combiner les forces de guérilla, les milices et l'armée régulière. Mais fondamentalement la guerre populaire, c'est la guerre des masses, des millions d'ouvriers et de paysans qui harcèlent l'ennemi dans ses arrières, et où leur activité est organisée par les forces de guérilla mobiles et autonomes.

CONSOLIDER L'IDEOLOGIE PROLETARIENNE

Mais la tactique du front uni et la direction de la guerre prolongée nécessite un Parti Communiste fort et unifié, solide sur ses positions fondamentales de classe. Le Parti est faible à ce niveau. La domination des lignes opportunistes (de droite ou de "gauche") ont bloqué le processus de formation politique et idéologique des militants. Il faut donc réformer tout le système de pensée du PCC, mais aussi ses méthodes d'étude et de travail. Mao entreprend ce travail en clarifiant les conceptions de base, en traduisant le matérialisme dialectique dans une présentation accessible et nationale. Ces clarifications ont pour but d'extirper l'opportunisme et le dogmatisme qui ont été véritablement la plaie de la révolution chinoise. Pour déraciner le dogmatisme, Mao démontre le primat de la pratique sur la théorie, le principal critère de vérité: "Par la pratique, découvrir les vérités, et encore par la pratique confirmer les vérités et les développer".(10) Il répète ce qu'il disait déjà en 1930 qu' "il faut étudier dans les livres marxistes, bien sûr, mais sans omettre de les rapporter à la réalité de notre pays. Nous avons besoin de livres, mais nous devons absolument nous débarasser du culte du livre que nous leur vouons au mépris de la réalité."(11)

Le primat de la pratique, de la réalité, des masses ne devait cependant pas entrainer un mouvement inverse vers l'empirisme, l'aveuglement par rapport à l'immédiat et au sensible. C'est pourquoi Mao poursuit son travail théorique avec **De la contradiction**, exposé destiné à faire comprendre le sens profonde de la conception matérialiste dialectique de l'histoire. L'analyse de la contradiction est trop connue pour que nous en reprenions les grandes lignes. Rappelons toutefois que la pénétration de la conception matérialiste et dialectique atteint une grande profondeur dans le PCC à l'époque parce que Mao a su allier les concepts philosophiques et l'expérience concrète de la révolution chinoise.

BATIR LE PARTI DES MASSES

A partir de 1936, le PCC ne cesse de consolider sa position politique et militaire. Il consolide sa base du nord de la Chine et à la fin de la guerre il administre une région de 100 millions d'habitants. Toutes les forces vives de la nation sont enlignées sur le Parti. Des milliers d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels affluent à Yenan, ou organisent d'autres bases en ne cessant pas le travail dans les zones occupées. Le PCC devient le parti des masses. Dans **La démocratie nouvelle**, Mao formule un programme politique qui fait du PCC le principal héritier de toutes les traditions révolutionnaires chinoises, le détenteur des intérêts de la nation dans son ensemble. Dans ce programme, Mao jette l'ébauche de ce que sera la République Populaire de Chine, une démocratie où le bloc des quatres classes révolutionnaires avec en tête l'alliance ouvrier-paysan exerce la direction contre les féodaux et les impérialistes étrangers.

L'élargissement du Parti ouvre de nouvelles perspectives, mais aussi de nouveaux problèmes. Débarrassé en partie des conceptions erronnées qui bloquaient politiquement et militairement son progrès, le PCC doit poursuivre un travail idéologique en profondeur, principalement sur la question du rapport avant-garde-masses et des méthodes de travail communistes.

Ce mouvement atteindra un sommet avec la grande période de rectification qui s'étend de la fin de 1941 à 1944. Le mouvement de rectification est un vaste mouvement de réflexion et de critique où s'élabore ce qui deviendra plus tard la pensée mao-tsétoung, une nouvelle façon de concevoir le rôle du Parti et des communistes. Menant en même temps une puissante guerre de libération contre l'impérialisme, mobilisant largement les masses dans tout le pays, le PCC entreprendra de se transformer selon le principe que la révolution est un processus où non seulement les communistes transforment le monde, mais aussi se transforment eux-mêmes.

Encore une fois, la critique du mouvement de rectification s'adressera principalement au dogmatisme, cette bête noire du mouvement communiste en Chine. Mao Tsétoung s'attaquera aux trois grands "maux" conséquents du dogmatisme: le subjectivisme dans l'analyse et l'étude, le sectarisme face aux masses, et le style stéréotypé dans le style de travail et de propagande. Mao dira:

"De quels théoriciens avons-nous besoin? De théoriciens qui puissent, conformément à la position, au point de vue et à la méthode marxiste-léninistes, interpréter correctement les questions pratiques qui se posent au cours de l'histoire et de la révolution, de théoriciens qui sachent donner des explications scientifiques et des éclaircissements théoriques sur les questions économiques, politiques, militaires et culturelles de la Chine. (...(Pour être de tels théoriciens, il faut avoir réellement assimilé l'essence du marxisme-léninisme, avoir bien saisi la position, le point de vue et la méthode marxiste-léninistes, de même que la doctrine de Lénine et de Staline sur la révolution dans les colonies et en Chine, et savoir les utiliser pour procéder à une analyse approfondie, scientifique de la réalité chinoise pour dégager les lois de son développement."(12)

La période de rectification sera aussi l'occasion d'un intense travail sur les questions idéologiques générales dont entre autres le rôle des intellectuels dans la révolution. Ce problème est réel dans le PCC où les intellectuels composent plus de 15% des 800,000 membres en 1940. La politique de Mao est de mobiliser largement, mais aussi de les rééduquer dans une perspective prolétarienne; **servir le peuple** devient ainsi le mot d'ordre des communistes:

"Servir le peuple de tout coeur, sans nous couper un seul instant des masses; partir, en tout, des intérêts du peuple et non de ceux de l'individu ou d'un petit groupe; identifier notre responsabilité devant le peuple avec notre responsabilité devant les organes dirigeants du Parti — voilà ce qui inspire nos actes."(13)

La rectification du style de travail et de la conception du monde se poursuit durant presque toute la période de la guerre contre le Japon. En fait, c'est le meilleur moyen de renforcer la révolution. Ceci entraîne un approfondissement majeur de la théorie marxiste-léniniste sur la question fondamentale des rapports entre le Parti et les masses. Dans l'expérience chinoise, les masses pénètrent le Parti comme le Parti pénètre les masses, tous deux vivent du même souffle. Il y a une fusion organique croissante entre les éléments les plus avancés parmi les masses et le Parti, qui devient un parti d'avant-garde, un parti de cadres, mais en même temps un parti des masses dans le sens où celles-ci ne subissent pas une "domination", mais sont guidées par une direction politique. Et cette direction, ce sont les masses qui l'élaborent et la jugent de par leurs propres expériences. Entre les masses et le parti s'établit un processus dialectique constant qui permet une théorie toujours plus juste et plus vraie. C'est ce que Mao explique dans son texte fondamental **A propos des méthodes de direction**: (11)

"Dans toute activité pratique de notre Parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant: partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis il faut encore une fois concentrer les idées des masses et les leur retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique. Et le même processus se pousuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches."

La consolidation politique, idéologique, militaire du PCC lui permet de poursuivre un processus de progrès ininterrompu durant toute la guerre. Non seulement son pouvoir s'accroît-il auprès des masses, et ce dans toute la Chine, mais encore réussit-il à immobiliser plus de la moitié de l'armée japonaise dans la région nord. Durant ce temps, le KMT pratique la politique des bras-croisés contre le Japon, se paralyse dans la corruption et les luttes de factions. Son pouvoir pourrit au grand jour malgré les millions et les armes que lui injecte l'armée américaine.

VERS LA VICTOIRE TOTALE

A la fin de la guerre, le PCC est la plus puissante force politique du pays. Le KMT demeure cependant la plus grande force militaire ce qui est causé directement par

l'intervention massive de l'armée américaine qui place des troupes aux endroits stratégiques pour empêcher l'avance des communistes. Les américains signent aussi un pacte avec les Japonais stipulant que toute réedition ne devait être acceptée que par le KMT. Mais tous ces stratagèmes échoueront lamentablement.

Au début de 1945, le PCC tient son VIIe Congrès, le congrès de l'unité, de la consolidation et de la victoire. Le Parti compte 1,200,000 membres, dirige l'armée rouge de 910,000 soldats et la milice populaire de 2,200,000 paysans et ouvriers. Il est en position de force et il le sait. Mao formule le programme de la révolution chinoise à sa dernière étape: l'instauration d'un pouvoir démocratique où participeraient toutes les forces authentiquement anti-impérialistes, y inclus certaines sections du KMT. Mais le PCC défend les aspirations du peuple chinois quand il refuse de revenir à l'ancien système "démocratique" de Tchiang Kaishek et à une nouvelle sorte de colonisation par l'impérialisme américain. Cette politique indépendante et sûre d'elle même ne cadre pas exactement avec la tactique établie par l'Union Soviétique qui préférerait voir un régime mixte où coexisteraient le KMT et le PCC. Ce désir découle de la vision de l'URSS sur le front uni anti-fasciste mondial et sa volonté d'éviter l'affrontement avec l'impérialisme américain. Mais le Parti Communiste Chinois est trop enraciné dans le processus de la révolution chinois pour imiter les nombreux partis communistes en Europe et en Asie qui laisseront le pouvoir leur glisser des mains.

C'est sur cette base que la guerre civile s'engagera. Le PCC ne modifiera ni sa stratégie fondamentale ni ses tactiques, mais poursuivra dans la voie tracée depuis les 10 dernières années. L'armée de Tchiang s'écoulera comme un château de cartes jusqu'à la débâcle de 1949. Mao Tsétoung déclarera:

"Les 28 années d'existence de notre Parti sont une longue période, et nous n'avons fait qu'une seule chose: remporter la victoire fondamentale dans la guerre révolutionnaire. Elle mérite d'être célébrée, parce que c'est la victoire du peuple, parce que c'est une victoire remportée dans un grand pays tel que la Chine. Mais nous avons encore beaucoup à faire; à comparer avec un voyage, le travail accompli n'est que le premier pas d'une longue marche de dix mille lis."(15)

La prise du pouvoir par l'armée rouge en 1949 ne signifiait pas toutefois la fin du processus révolutionnaire chinois. Désormais le PCC devait affronter la lourde tâche d'assurer le passage au socialisme, de bâtir l'infrastructure économique, et surtout de révolutionnariser l'ensemble du pays. C'est la tâche immense qu'il accomplira sous la direction de Mao et qu'il poursuivra jusqu'à la grande révolution culturelle prolétarienne et le mouvement de critique contre Confucius et Lin Piao.(16)

conclusion: "les masses sont les véritables héros"

La révolution chinoise et l'édification du Parti qui allait la diriger sont deux processus indissociablement liés. C'est dans le cours de la lutte révolutionnaire que les communistes chinois se sont développés en liant concrètement les principes du marxisme-léninisme à la réalité concrète de la Chine. De cette façon, ils ont pu libérer l'énergie révolutionnaire des masses et les guider dans la bonne voie, ils ont permis que l'émancipation des travailleurs soit l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Nous relèverons les principes qu'ils se sont forgés sur deux niveaux. D'abord, la révolution chinoise a confirmé ce principe que la ligne politique est dominante en tout. Concrètement, ceci signifie que notre façon de lier nos objectifs à long terme et les luttes immédiates, notre conception du monde est déterminante. C'est elle qui détermine le processus révolutionnaire. La ligne politique du PCC sous la direction de Mao Tsétoung a été édifiée dans une lutte acharnée contre l'opportunisme, principalement sous ses formes de "gauche" dont le dogmatisme était la principale manifestation. L'élaboration d'une juste ligne politique a permis au PCC de développer un juste programme: l'articulation entre l'édification du Parti, le front uni, et la guerre populaire. Tant que l'opportunisme n'eut pas été extirpé des conceptions du PCC, un tel programme révolutionnaire ne put être élaboré. Au contraire, les directions opportunistes vacillèrent d'un extrême à l'autre sur toutes ces questions.

La ligne politique révolutionnaire, permettant de lier correctement l'objectif du communisme et les impératifs de la guerre anti-impérialiste est la base de la révolution chinoise. Comprendre cela pour nous, c'est tenter d'effectuer un même processus de fusion entre le marxisme-léninisme et **notre** réalité, c'est rompre avec l'empirisme (aveuglement devant l'immédiat) et le dogmatisme (concevoir la théorie comme un dogme absolu). A cette étape du mouvement révolutionnaire québécois, la lutte contre les conceptions dogmatiques qui enferment les révolutionnaires dans une bataille de citations des classiques tirées hors de leur contexte est primordiale.

Deuxièmement, en ce qui concerne la réalisation de la ligne politique dans la révolution. Mao Tsétoung a complété la théorie marxiste-léniniste sur le rapport avant-garde-masses dans la révolution en montrant la nécessité pour les révolutionnaires de développer une relation dialectique avec les masses: de l'avant-garde vers les masses, mais aussi des masses vers l'avant-garde. Pour cela, il faut "prêter attention aux méthodes de travail" et transformer le style de vie et de travail des militants. Dans ce contexte, le principe de **"servir le peuple"** n'est pas un appel au missionnariat, mais l'unique méthode révolutionnaire pour le parti révolutionnaire du prolétariat, le parti au service des masses et de leurs luttes, le parti qui se fond jusqu'à un certain point avec la masse. Il faut combattre résolument le mépris des masses et le sectarisme petit-bourgeois qui conduit à l'élitisme et à l'extrême au social-fascisme (communiste en paroles, fasciste en faits).

Ces leçons qui constituent notre héritage, nous ne pouvons les prendre comme des formules magiques, elles ne peuvent vivre vraiment qu'en autant que nous saurons les fusionner avec notre propre ligne révolutionnaire, notre propre programme, notre propre voie vers la révolution.

NOTES

1) Voir *Les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste*, Libraire progressiste, 1975, et Lénine sur ses *Thèses sur les questions nationales et coloniales*, Ed. de Pékin.
2) Mao développera un intense travail d'organisation et d'agitation jusqu'à la fondation de son Association des ouvriers et des paysans du Hounan. Voir à ce sujet *Le déluge du matin* de Han Suyin.
3) Chang Koua Tao s'opposera à Mao durant la longue marche et entrainera derrière lui une partie des troupes. Il reviendra à Yenan après avoir été vaincu, mais il passera dans les rangs du KMT en 1938.
4) *Pour la parution de la revue Le Communiste*, Ecrits choisis.
5) Voir aussi *La lutte dans les Monts Tsingkang*, Oeuvres choisies, tome I.
6) Wang Ming quitta la longue marche pour aller s'établir à Moscou où il est demeuré jusqu'à aujourd'hui comme le principal vilipendeur révisionniste de Mao et de la révoltuion chinoise. La radio soviétique diffuse ses discours en direction de la Chine pour attaquer le PCC.
7) Pour la parution de la revue Le Communiste, opt. cit.
8) *Soucions-nous davantage des conditions de vie des masses et portons plus d'attention à nos méthodes de travail*, Ecrits choisis.
9) *La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois*, Oeuvres Choisies, tome II.
10) *De la pratique*, Oeuvres choisies, tome I.
11) *Contre le culte du livre*, Ecrits choisis.
12) *Pour un style de travail correct dans le Parti*, Oeuvres choisies, tome III.
13) *Du gouvernement de coalition*, Oeuvres choisies, tome III.
14) Voir à ce sujet *A propos de la ligne de masse*, Mobilisation, vol.3, no.7.
15) *De la dictature démocratique populaire*, Oeuvres choisies, tome IV.
16) Les acquis de la révolution chinoise durant la période de la construction du socialisme sont aussi riches en acquis. Nous tenterons de les aborder dans un prochain article.

BIBLIOGRAPHIE

I — Sur la période d'édification du Parti

- Analyse des classes de la société chinoise (1926). Il s'agit du texte qui a orienté stratégiquement la révolution chinoise et le concept de l'alliance ouvrier-paysan. De plus, c'est une excellente enquête qui fournit des indications quant aux méthodes de travail.
- Rapport sur l'enquête menée dans le Nounan à propos du mouvement paysan (1927). C'est la déclaration de guerre de Mao contre les conceptions dogmatiques de la révolution chinoise, c'est le coup d'envoi de la révolution chinoise.
- Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine? Mao y élabore l'ébauche de sa stratégie de la guerre populaire prolongée.
- Contre le culte du livre. (1930) Il faut partir de la réalité et non des livres pour faire la révolution...
- Soucions-nous davantage des conditions de vie des masses et portons plus d'attention à nos méthodes de travail (1934). C'est la ligne de masse qui s'annonce, c'est une explication plus dialectique des rapports avant-garde-masses.

II — Sur le front uni et la période de la guerre contre le Japon

- La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais (1935) Réenligenement du Parti après la prise en charge par Mao et élaboration d'un nouveau programme révolutionnaire.
- Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine (1936). Long exposé de Mao sur la stratégie militaire.
- De la pratique et De la contradiction. (1937) Les thèses marxistes fondamentales sur les lois universelles du matérialisme dialectique.
- Contre le libéralisme. (1937) Petit texte condensé de Mao contre l'esprit petit bourgeois et ses diverses manifestations.
- De la guerre prolongée. (1938) Approfondissement des thèses sur la guerre à la lumière des 2 années de lutte contre le Japon.
- La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois (1939). Exposé en détails du rôle du PCC dans la guerre anti-impérialiste.
- La démocratie nouvelle (1940). Le programme politique du PCC durant la période de transition.

III — Sur le mouvement de rectification

- Pour un style de travail correct dans le Parti (1941). Résumé et introduction aux thèses qui suivront plus en détails.
- Pour un style de travail dans le Parti (1942). La Déclaration de guerre contre les trois "maux", analyse détaillée des effets du dogmatisme sur le style de travail.
- Contre le style stéréotypé dans le Parti (1942). Le dogmatisme et ses effets dans la façon d'approcher les masses.
- A propos des méthodes de direction (1943). Le texte qui systématise les nouveaux acquis du PCC concernant la relation avant-garde-masse. Peut-être bien le texte le plus important concernant la question du Parti dans les oeuvres de Mao.

IV — Le PCC à la veille de la victoire

- Du gouvernement de coalition (1945). Programme du PCC après la guerre et analyse de la situation.
- De la dictature démocratique populaire (1949). Les tâches à l'aube de la construction du socialisme.

Tous ces textes sont contenus dans les **Oeuvres Choisies** de Mao (en 4 tomes), ou dans les **Ecrits choisis** (en un seul tome). Il est aussi conseiller de lire **Le Déluge du matin** de Han Suyin qui contient une histoire fort bien documentée et généralement juste politiquement de la révolution chinoise.

Le Portugal: l'ouverture d'une crise prolongée

Pour saisir de façon scientifique la situation actuelle du Portugal et cerner comment les lois du développement de la lutte des classes y opèrent, il est nécessaire de comprendre la situation politique de l'Europe (et plus spécialement du bassin méditerranéen) pour voir comment la lutte des classes portugaises s'inscrit dans ce processus du développement de la rivalité inter-impérialiste et la montée de la lutte généralisée du prolétariat européen contre son exploitation.

Le Portugal est situé dans cette "zone des tempêtes" extrêmement explosive que constitue le bassin méditerranéen, à côté de l'Italie, la Grèce, les pays arabes où les conditions de vie des peuples et l'intensification des contradictions ont créé des situations où les bourgeoisies sont de moins en moins capables de gouverner le pays, et où les peuples avancent de plus en plus vers la révolution prolétarienne. Deux processus majeurs jouent dans la détermination des conditions de l'affrontement de classe dans cette zone: d'une part, la situation intérieure des pays où l'affrontement de classes est de plus en plus violent, où le prolétariat se dote d'une direction d'avant-garde, et d'autre part, l'affrontement continuel et croissant des deux super-puissances, les Etats-Unis et l'URSS.

la politique des super-puissances: vers l'affrontement militaire inévitable

Avec la fin de la guerre mondiale de 1939-45, l'impérialisme américain adopta une politique d'offensive généralisée en Europe qui, avec le Plan Marshall, visait à y intervenir directement par le stationnement de troupes de l'OTAN (implantation de bases militaires et de troupes américaines dans la plupart des pays) par la répression de révoltes populaires et des partis communistes (comme en Grèce où cela se fit ouvertement par les armes), la division du mouvement ouvrier par l'intervention de l'AFL-CIO (comme en France avec la création du syndicalisme de droite de la centrale "Force Ouvrière") et par la pénétration massive de capitaux américains sous le couvert de la reconstruction des pays dévastés par la guerre. Cette offensive lui permit de s'installer solidement dans cette partie du monde, d'y développer ses intérêts et d'assujettir les peuples des différents pays européens à son exploitation et à sa domination. Ainsi débutait une ère de domination totale, qui devait durer une vingtaine d'années, pendant lesquelles l'exploitation des ouvriers européens allait permettre de développer une économie européenne forte et soumise au contrôle et à l'hégémonie du plus puissant impérialisme de tous les temps.

Pendant de temps, plusieurs pays d'Europe avaient profité de la guerre impérialiste et, avec l'aide de l'URSS, se libèrent de l'exploitation capitaliste et intallent des régimes socialistes. C'est de ce moment que date la division de l'Europe en deux clans irrémédiablement opposés, un clan socialiste et un clan capitaliste. Cependant le virage à droite imposé par la nouvelle bourgeoisie soviétique à partir du XXième Congrès du PCUS allait changer le cours des choses. A ce moment la ligne révisionniste qui prit le dessus s'imposa également dans les pays socialistes frères et préluda à la constitution, sous l'égide de l'URSS, d'un nouveau bloc impérialiste dès le début des années 60.

Se cachant derrière son visage socialiste, le social-impérialisme allait profiter de ses puissants alliés dans les pays européens, en l'occurence les partis communistes révisionnistes, autant pour freiner le développement de la lutte des classes dans ces pays que pour pénétrer les secteurs de l'administration d'Etat et viser directement le pouvoir gouvernemental.On peut donc dire que la rivalité entre le camp socialiste et le camp impérialiste s'est transformée au cours des années 60 en rivalité inter-impérialiste ouverte, où d'une part l'impérialisme américain est en pleine récession et tente de s'imposer au social-impérialisme russe qui lui, d'autre part, est un impérialisme en pleine montée qui convoite les positions plus spécialement en Europe qui constitue une proie de choix avec le fort développement des forces productives modernes. C'est principalement sur la base de cette convoitise de l'Europe par le social-impérialisme et l'impérialisme américain que se développe la rivalité entre les deux super-grands.

C'est ainsi que le social-impérialisme a élaboré une stratégie qui consiste à recourir à la menace militaire, à la division politique et à l'attaque de l'intérieur pour ronger peu à peu les positions américaines. Il n'est plus besoin d'enligner ici des chiffres pour souligner la concentration inouïe d'armes et de troupes que les soviétiques ont massé aux abords de l'Europe de l'ouest. Contrôlant politiquement et militairement les pays de l'Europe de l'est, possédant avec le Traité de Varsovie l'instrument pour servir ses fins d'agression (rappelons-nous seulement l'invasion par ces troupes de la Tchécoslovaquie en 1968), les sociaux-impérialistes encerclent littéralement l'Europe avec leur flotte militaire, contrôlant totalement la mer du Nord et l'Atlantique Nord; ils tentent également de rivaliser avec la flotte américaine en Méditerranée, et y ont concentré une marine de guerre aussi imposante que la 6ième flotte américaine. Militairement les sociaux-impérialistes ne représentent plus seulement une menace potentielle à la sécurité des pays et des peuples européens, ils constituent un danger immédiat.

Mais les soviétiques jouent également sur la division politique pour affaiblir la forteresse américaine en Europe. Ainsi on a pu assister depuis plusieurs années à de multiples avances et propositions faites à des pays comme la France et l'Italie plus particulièrement. Les révisionnistes ouvrent toutes grandes leurs frontières aux capitaux européens afin de reserrer leurs liens avec ces pays, et déjà des entreprises comme la Fiat italienne possèdent des intérêts en URSS. Finalement, ils comptent sur leurs alliés de l'intérieur que sont les PC révisionnistes pour leurrer les peuples européens sur leurs intentions réelles, et viser le pouvoir gouvernemental en Italie, en France et au Portugal surtout.

Devant ces faits les impérialistes américains ne restent pas indiférents. On a vu comment ils peuvent réagir à toute contestation de leur pouvoir tel le coup d'état qu'ils ont fomenté au Chili. Les américains n'ont pas d'autres choix que de reserrer encore plus le réseau de "défense" en Europe, et de fomenter des coups d'état comme au Portugal actuellement, et à Chypre dernièrement afin de protéger leurs positions et de résister à l'offensive des sociaux-impérialistes. On assiste donc alors à une course aux armements qui ne peut mener qu'à l'affrontement.

Mais malgré toutes ces contradictions, les deux impérialistes ont un intérêt commun, qui explique leur collusion actuelle. Cet intérêt commun, c'est à la fois d'empêcher le développement de la révolution prolétarienne dans les pays d'Europe, et d'empêcher également la naissance de l'Europe comme troisième puissance impérialiste avec laquelle ils devraient traiter d'égal à égal et partager l'exploitation des richesses et des peuples du monde entier. Cependant cette collusion n'est que temporaire, tandis que leur rivalité est permanente et est en définitive, l'aspect principal de leurs relations mutuelles. Tous les beaux discours tenus par les chefs des deux super-puissances visent à endormir les peuples, de la même façon que les beaux discours d'Hitler en 1934 cachaient les préparatifs d'invasion qu'il apprêtait à mettre au point. Ces discours ne les empêchent pas de se préparer fébrilement à l'affrontement armé, à fourbir leur arsenal et à préparer le repartage du monde. A cause de sa richesse et de son avancement technique supérieur, l'Europe constitue le point clé de cette rivalité, sans la domination de laquelle tout plan visant l'hégémonie mondiale ne peut qu'échouer. Ainsi, si c'est la domination de l'économie européenne qui a permis à l'impérialisme américain d'affirmer sa suprématie sur le reste du monde, de la même façon c'est par sa domination économique et militaire que les sociaux-impérialistes comptent parvenir à la réalisation de leurs plans. Cela tous les révolutionnaires européens et dans le monde l'ont vu, et ils ne se trompent pas en identifiant le social-impérialisme soviétique comme une grave menace à la liberté et à la libération des peuples.

Si cette rivalité s'étend à l'ensemble du monde, et plus particulièrement à l'Asie où les russes sont déjà fortement implantés (en Inde) et comptent sur un sous-impérialisme de première importance, c'est dans les pays méditerranéens que la rivalité s'exprime le plus fortement et que les enjeux y sont les plus immédiats. C'est sur le flanc sud de l'Europe que se prépare actuellement les conditions d'un affrontement violent. Le bassin méditerranéen compte les pays qui ont été les plus touches par la récession économique mondiale: l'Italie est en pleine crise économique, la Grèce fait face à une situation de chômage et d'inflation catastrophique, l'Espagne doit fait face à un mouvement de revendication ouvrière sans précédent dans son histoire, tout le sud de l'Europe voit la montée du mouvement ouvrier en quête de meilleures conditions de vie. Politiquement ces pays sont en pleine crise: l'Italie n'est plus gouvernable pour la bourgeoisie sans faire alliance avec le Parti communiste italien, l'Espagne se dirige vers une crise politique sans précédent, la crise de Chypre, provoquée par l'impérialisme américain, a instauré une profonde division au sein même de l'OTAN entre pays de même allégeance, Chypre est occupé par une armée étrangère et divisé en deux (et les russes y entretiennent la division à leur avantage), le gouvernement français lui-même doit tenir compte de l'imposante force du Parti communiste français et de son fidèle allié syndical qu'est la CGT pour gouverner le pays, la lutte de libération des palestiniens fait de l'Afrique méditerranéenne un véritable baril de poudre que ni les américains ni les russes ne peuvent contrôler, finalement le Portugal lui-même vient d'ouvrir une brèche profonde dans le système de défense de l'OTAN. Les conditions en Méditerranée sont actuellement présentes pour précipiter, dans leur développement, l'affrontement entre les deux impérialistes, un qui est en pleine montée et se sent suffisamment fort pour aller chercher une grosse partie du gâteau à son rival de plus en plus affaibli par ses échecs répétés (en Asie du sud-est, dans les territoires africains) et par la contestation de plus en plus générale dont il est l'objet (en Amérique latine, par les impérialismes de seconde zone comme la France, le Japon), et par le peuple américain lui-même. On assiste donc à l'intensification d'une lutte pour le repartage du monde.

la lutte des peuples: le facteur décisif

Cependant toutes ces visées, tous ces plans de domination et d'asservissement des peuples du monde ne peuvent aboutir car ils font tous abstraction d'un élément indispensable, du seul élément qui permet de décider en dernière analyse de la justesse et de la réussite d'une politique: la volonté des peuples. "Ou bien la révolution conjure la guerre, ou bien la guerre provoque la révolution"(Mao). Cette phrase résume exactement l'importance de la volonté populaire: elle est toute puissante. Actuellement en Europe autant les représentants des impérialistes américains que sont les capitalistes et leurs gouvernements bourgeois que les représentants du social-impérialisme que sont les parti révisionnistes sont de plus en plus mis en brèche. La collusion qu'ils ont convenu pour empêcher la montée de la révolution prolétarienne les a rangés tous deux dans le camp des ennemis des peuples, et à ce titre ils se démasquent sans cesse par leurs politiques réactionnaires: autant les gouvernements bourgeois par leurs politiques anti-ouvrières que les partis révisionnistes et leurs centrales syndicales réformistes par la répression qu'ils font de la combativité spontanée des ouvriers. Ceci a donné naissance à un vaste mouvement autonome d'organisation, souvent spontané, qui ne trouve pas encore une forme organisationnelle qui lui permette de porter sur le terrain politique toute la force de ses idées, mais qui permet peu à peu à une avant-garde révolutionnaire de se constituer et de proposer dans ses luttes quotidiennes des solutions globales axées sur la nécessité de la révolution prolétarienne. Dans tous les pays le degré d'avancement n'est pas aussi avancé, et dépend en grande partie de l'acuité de la lutte des classes. Mais dans les pays méditerranéens, où la lutte des classes a atteint une situation pré-révolutionnaire, ce mouvement se fait sentir déjà comme irréversible. En Italie, les principales organisations marxistes-léninistes, qui ont une forte implantation dans le prolétariat industriel, ont déjà senti la nécessité de conjuguer leurs forces et ont amorcé un mouvement d'unification qui permettra la naissance d'une direction nationale forte pouvant diriger le prolétariat à la victoire sur la bourgeoisie. En Espagne la dure répression du régime fasciste de Franco n'a pu venir à bout des jeunes forces révolutionnaires qui pénètrent continuellement un mouvement ouvrier de plus en plus fort et uni et qui présage, pour l'après-franquisme, une crise politique prolongée. Mais de tous les pays méditerranéens, c'est actuellement le Portugal qui constitue la région la plus explosive et la plus révolutionnaire. A la faveur de l'éclatement de la crise interne, provoquée par l'échec de la politique coloniale du Portugal et par la montée des luttes politiques du prolétariat portugais, un régime progressiste s'est installé au pouvoir en mettant fin à plus de quarante années de fascisme. Ce régime est traversé de contradictions multiples. Le support que les américains ont toujours apporté au régime de Salazar et de Caetano les a complètement discrédité dans ce pays. Ils sont l'objet de l'opprobe général du peuple portugais. Mais le social-impérialisme a profité de cette situation pour prendre position dans ce pays, par l'entremise de son allié, le Parti révisionniste portugais. Celui-ci n'a pas manqué d'utiliser sa situation de force pour opprimer la lutte du peuple portugais, se dénonçant pour ce qu'il est vraiment: le gérant d'un nouvel impérialisme qui vise à instaurer dans le pays un capitalisme d'Etat et un gouvernement social-fasciste et bureaucratique. Le peuple portugais est actuellement en pleine lutte contre ces deux impérialismes, et son avant-garde ouvrière, concentrée principalement dans les chantiers navals de Lisnave et parmi les travailleurs des TAP (Transport aérien portugais) ainsi que dans d'autres secteurs comme les imprimeurs du journal Républica sont actuellement à l'avant-garde de la lutte pour la constitution d'une direction et d'une alternative prolétarienne au pouvoir bourgeois et au pouvoir révisionniste. Rien n'est encore joué au Portugal, la crise sera prolongée parce que là-bas, comme en Italie mais dans une situation beaucoup plus avancée, le pays n'est plus gouvernable pour la bourgeoisie

ni dans une alternative social-démocrate ou fasciste, ni dans une alternative révisionniste. Ce qui manque encore au peuple portugais, c'est la constitution de cette avant-garde dans un parti communiste de type nouveau.

L'enjeu est gros pour les deux impérialistes. Pour les américains le Portugal représente un élément essentiel dans le système de domination militaire de l'Europe qu'est l'OTAN. Il contrôle par sa situation géographique la navigation entre l'Atlantique et la Méditerranée. Il y a installé de puissantes bases militaires et navales, à partir desquelles il peut patrouiller toute l'Atlantique. Pour les Russes, il s'agit de briser le système de l'Otan en s'accaparant de ce pays, y installer ses premières bases militaires et navales en Atlantique et contrôler ainsi la navigation dans cette zone de l'Europe. Il s'agit pour lui d'en faire également une base pour lancer son attaque sur l'Italie et la France, ainsi que sur le Nord de l'Afrique. Mais pour les deux impérialistes il y a un intérêt commun: empêcher à tout prix que la révolution prolétarienne s'y développe, ce qui signifierait pour l'un comme pour l'autre la fin de leurs espoirs sur ce pays. Actuellement, leurs divergences et leur rivalité l'emportent sur leurs intérêts communs. Mais déjà des signes de rapprochement ont commencé à se manifester, par l'entremise du Parti communiste (révisionniste) portugais, de gérer la crise actuelle de façon à ce que le prolétariat en fasse les frais. Cependant leur collusion ne peut être qu'un rêve, autant en raison des intérêts divergents et antagonistes qu'il ont vis-à-vis cette partie du monde qu'en raison des intérêts du peuple portugais qui a déjà commencé à prendre en main sa destinée.

la situation au Portugal

Au Portugal actuellement une crise prolongée s'est amorcée qui ne pourra trouver d'autre issue que dans la victoire de la révolution prolétarienne. De tous les pays d'Europe, c'est celui où l'ensemble des contradictions (bourgeoisie-prolétariat, ville-campagne, réformisme-voie révolutionnaire, impérialisme U.S.-social-impérialisme) ont éclaté le plus violemment, et laissent le moins de marge de manoeuvre à la bourgeoisie pro-américaine d'une part, et à la bureaucratie du révisionnisme et des couches qu'il représente d'autre part, principalement la technocratie de l'appareil d'Etat et du secteur des services et l'aristocratie ouvrière qui domine les appareils syndicaux. D'un autre côté, le prolétariat, qui a pris conscience de ses véritables ennemis, n'a pas encore réussi à constituer son avant garde organisée, son Parti révolutionnaire qui puisse lui tracer la voie de la révolution et de la prise du pouvoir d'Etat. Conséquemment, un vaste espace s'est ouvert au Portugal, à l'initiative du mouvement de masse et du mouvement révolutionnaire, devant l'incapacité de la bourgeoisie de régler ses contradictions internes, espace que les masses mettent à profit pour inventer de nouvelles formes de pouvoir prolétarien et constituer ainsi, dans la lutte quotidienne, par leurs expériences d'organisation et de lutte politique, les bases de son futur pouvoir et de sa future organisation de classe. L'effet en retour sur l'ensemble de la société portugaise est d'accélérer encore plus la désagrégation du **pouvoir d'Etat bourgeois à mesure que le** pouvoir prolétarien se construit à la base. C'est là l'essence du processus révolutionnaire portugais qui se poursuit depuis maintenant 1½ an, sans se laisser distraire de son objectif, sans cesser de lutter afin de conserver l'initiative dans la lutte de classes.

les forces en présence

Le Portugal est encore un pays dominé par le capitalisme étranger, principalement américain et allemand. Ce pays est intégré au réseau de défense de L'OTAN et au réseau mondial d'exploitation de l'impérialisme américain. De ce fait, la bourgeoisie portugaise est liée directement aux intérêts mondiaux de l'impérialisme américain. Cependant à cause de la situation particulière du Portugal, la bourgeoisie s'est développée en deux grandes fractions: une bourgeoisie compradore, liée directement au capital étranger qu'elle représente au Portugal et à l'exploitation directe, dans sa forme colonialiste, des colonies portugaises. Cette bourgeoisie est cependant en pleine décrépitude actuellement face aux échecs subis en Afrique, et face à la montée du mouvement ouvrier portugais. A côté d'elle existe une bourgeoisie néo-colonialiste, plus moderne, qui s'opposait au fascisme dans la mesure où cette forme de gouvernement l'empêchait de se développer librement et de s'insérer, à la faveur d'une démocratie parlementaire bourgeoise, dans le réseau mondial des bourgeoisies monopolistes. Parallèlement à la grande bourgeoisie existe également une moyenne bourgeoisie concentrée presque exclusivement dans l'industrie légère. Comprimée par la grande bourgeoisie alliée à l'impérialisme américain, cette moyenne bourgeoisie se tourne plus particulièrement vers les bourgeoisie européennes où elle voit un modèle, et aspire à se développer dans le cadre d'un Portugal qui adopterait une forme de gouvernement à la social-démocrate allemand, tourné vers le marché commun européen. Chacune de ces bourgeoisies a ses représentants politiques: la bourgeoisie colonialiste avec le CDS (Centre Démocratique et Social) et le PDC (Parti de la Démocratie Chrétienne (comme au Chili)) sont des partis ouvertement fascistes et qui ont été interdits par le MFA (Mouvement des Forces Armées); la bourgeoisie néo-colonialiste avec le PPD (Parti Populaire Démocratique) est le parti du grand capital portugais, auquel Spinola se référait et ambitionnait de remettre la direction du Portugal après le coup d'Etat; la moyenne bourgeoisie est représentée par le Parti socialiste de Mario Soares, qui devant la montée des luttes populaires d'une part, et l'influence croissante du Parti communiste (révisionniste) portugais d'autre part s'est rapproché du PPD de la grande bourgeoisie, derrière le mot d'ordre "socialisme oui, dictature non" et "Si le fascisme gêne beaucoup de monde, le communisme en gêne beaucoup plus". Ce parti n'a aucune influence réelle dans la classe ouvrière portugaise, et recrute la majorité de sa base sociale parmi les paysans du nord du pays et parmi la petite bourgeoisie traditionnelle et arriérée. Pour compléter le tableau des classes exploiteuses, il y a la paysannerie riche du centre et du nord du pays, et qui emploie une abordante main-d'oeuvre salariée.

La classe ouvrière est la force principale de la révolution au Portugal. C'est elle qui radicalise actuellement le processus révolutionnaire, et qui crée de plus en plus les organes du pouvoir populaire. Elle est également divisée mais représente l'avenir de la révolution et la partie la plus dynamique du peuple portugais. Au nord du pays se trouve une classe ouvrière très peu autonome, encore fortement dominée par les partis de la bourgeoisie et surtout par l'idéologie réactionnaire de l'église catholique. Elle travaille dans les usines du capitalisme portugais le plus rétrograde et semble représenter à l'heure actuelle une base d'appui pour les forces de la réaction, bien qu'elle est elle-même divisée entre une minorité d'allégeance au Parti communiste (révisionniste) et une majorité apolitisée. Puis vient la classe ouvrière traditionnelle de forte allégeance communiste et qui constitue avec les bureaucrates syndicaux la base sociale du Parti communiste. Cette base est cependant fragile dans la mesure où cette partie de la classe ouvrière est constamment radicalisée et poussée en avant par la partie la plus révolutionnaire de la classe ouvrière. Cette dernière enfin, c'est la classe ouvrière de la région de Lisbonne et des industries les plus développées, liée à l'essor du capitalisme portugais des années '60, c'est celle qui mène les luttes les plus dures, et qui constitue dans tous ses endroits de travail les conseils ouvriers et participe massivement aux organisations de masse des travailleurs.

Il y a également la paysannerie du sud du pays, la paysannerie la plus développée, qui travaille dans les grandes exploitations agricoles et qui se radicalise continuellement sous la poussée de la lutte de masses. Elle est actuellement une base d'appui du Parti communiste (révisionniste), mais elle a tendance à le pousser constamment dans ses derniers retranchements avec ses revendications de réforme agraire intégrale, ce qui entre directement en contradiction avec l'alliance que le PC tente de faire avec certains secteurs de la bourgeoisie, surtout la moyenne bourgeoisie, pour réaliser son rêve de capitalisme d'état à la soviétique. Il y a finalement la petite bourgeoisie urbaine, qui est l'enjeu d'une lutte acharnée entre le PS, le PC et les forces révolutionnaires du prolétariat. Actuellement cette petite bourgeoisie n'a pas dégagé un concensus, ce qui fait qu'elle est divisée entre ces deux tendances réformistes et la voie révolutionnaire.

Le pouvoir politique réel, c'est l'armée qui le possède actuellement, par l'entremise du MFA (mouvement des forces armées). Ce mouvement est lui-même divisé entre de multiples allégeances. Une minorité, représentée surtout par les chefs d'état major des armées de terre, de mer et d'aviation se réfère explicitement à la grande bourgeoisie monopoliste portugaise. Cette partie de l'armée est celle de laquelle peut venir un coup d'état à la Pinochet. Actuellement cependant, elle se heurte à la domination d'alliance temporaire des trois autres secteurs de l'armée dans leur consensus contre une démocratie parlementaire bourgeoise dominée par l'impérialisme américain. Ce sont: le secteur qui se réfère au PS, et qui contrôle actuellement la présidence du gouvernement (avec le colonel de Costa Gomes) et qui est en alliance étroite avec des généraux tiers-mondistes (document Melo Antunes) et qui vise à orienter le Portugal sur la voie des pays non-alignés; le secteur contrôlé par le Parti communiste (révisionniste) et qui a un projet d'alignement direct avec le social-impérialisme (représenté au gouvernement par le nouveau premier ministre Azevedo et par l'ex-chef d'état major des armées le colonel Goncalves); et finalement un secteur progressiste représenté de façon "éclatante" par le cerveau du renversement du régime Caetano, le colonel Otelo de Carvalho, commandant en chef des forces du COPCON (Forces opérationnelles), qui sont les régiments opérationnels de l'armée, ceux qui peuvent immédiatement intervenir militairement dans la vie du pays. Ce troisième groupe s'appuie sur l'ardeur révolutionnaire des conseils militaires de base dans les différents régiments de l'armée, qui dirigent effectivement là où ils ont été créés la vie politique et militaire des soldats. Dans ces forces progressistes il existe de nombreux jeunes officiers, gradés de second ordre comme des lieutenants, des capitaines, et des soldats qui font partie de groupes marxistes-léninistes (dont les plus importants sont le MRPP (Mouvement pour la reconstruction du parit du prolétariat), l'UDP (L'Union Démocratique Populaire) et l'ORPCML (L'Organisation pour la reconstruction du parti communiste marxiste-léniniste).

Toutes ces divisions expriment bien l'intensité de la lutte des classes au Portugal actuellement, et l'importance des enjeux en présence: d'une part un affrontement direct entre l'impérialisme américain qui veut sauver une zone de contrôle et le social-impérialisme qui tente de s'infiltrer dans cette zone en prenant le contrôle du pays par l'entremise du Parti communiste (révisionniste), d'autre part un affrontement profond entre la voie du réformisme (à la soviétique) et la voie de la révolution. Deux contradictions s'expriment actuellement dans le processus révolutionnaire au Portugal: d'une part la contradiction entre la contre-révolution et la poursuite du processus entamé par le coup d'état de avril '74, qui oppose les anciens fascistes, l'Eglise, la droite de l'armée (représentée par le général Fabiao) et le parti "socialiste" d'une part, le parti communiste (révisionniste) (qui y a intérêt pour défaire définitivement les forces pro-américaines et réaliser son capitalisme d'état axé sur le social-impérialisme), le centre et la gauche du MFA et le mouvement révolutionnaire populaire de l'autre. D'autre part la contradiction entre la voie de la réforme bureaucratique et la voie de l'approfondissement de la démocratie prolétarienne de masse; cette seconde contradiction, oppose le parti communiste (révisionniste) et le centre du MFA qui constitue la majorité du Conseil de la Révolution) au mouvement populaire révolutionnaire et à la gauche du MFA.

Ce qui régit en dernière analyse le rapport entre ces deux contradictions qui s'affrontent actuellement au Portugal, c'est la contradiction fondamentale entre la voie de la restauration bourgeoise (sous sa forme "occidentale" ou sous la forme révisionniste) et la voie révolutionnaire. Pour battre la contre-révolution bourgeoise, il faut renforcer la démocratie de masse prolétarienne: c'est là l'essence même de la poursuite du processus. De ce fait les révisionnistes portugais sont forcés de donner des armes au peuple, ou du moins de lui laisser une grande latitude dans son autonomie de classe, afin de pouvoir assurer dans un premier temps les bases de son expansion future. Le parti communiste (révisionniste) a bien cru, en juin dernier, avoir réglé cette première contradiction, avoir définitivement écarté le danger que représentaient le PS et les forces bourgeoises du capitalisme monopoliste, ce qui l'a conduit à poser immédiatement la deuxième contradiction comme principale, comme la contradiction de l'heure. On a alors assisté au Portugal à la répression des luttes du prolétariat par le PC lui-même. Mais cela l'a coupé complètement d'une bonne partie de sa base d'appui dans la classe ouvrière, de sorte qu'il en est sorti affaibli. Cependant, cela procédait d'une grave erreur d'analyse, dont l'isolement du PC dans tout le pays à l'heure actuelle et la montée des forces de droite est l'exemple patent. De sorte que le Portugal se retrouve encore au prise avec la contradiction entre la voie contre-révolutionnaire et la poursuite du processus entamé. Cependant des choses importantes ont changé depuis, témoins de la vitesse à laquelle se développe la lutte de classes là-bas: cette chose importante qui a changé, c'est que le Parti communiste (révisionniste) s'est démasqué, que déjà la contradiction secondaire (celle entre la voie de la réforme bureaucratique et la voie de l'approfondissement de la démocratie populaire prolétarienne) a tranché dans la question de qui sont les amis du prolétariat et qui en sont les ennemis.

Certaines choses sont encore difficilement compréhensibles, vu le peu d'informations **que nous avons sur les évenements récents** qui se sont passés là-bas. Les alliances et les luttes entre les différents groupes fluctuent **à un rythme tellement rapide qu'on ne peut** en comprendre toutes les subtilités. **La ligne de gauche du MFA** par exemple (Carvalho) **vacille entre des positions opportunistes carrément anti-marxistes, et qui serviraient** finalement les intérêts d'un régime militaire **anti-impérialiste à la cubaine et une tactique de division des forces réactionnaires et révisionnistes, sous la poussée des éléments révolutionnaires de sa base dans l'armée, ce que nous ne sommes pas encore en mesure de comprendre. Mais une chose est certaine malgré tout. C'est que la vitesse à laquelle se** déroule le processus révolutionnaire au Portugal a permis à l'ensemble de la classe ouvrière de déterminer qui sont ses ennemis et qui sont ses amis. Actuellement, non seulement l'impérialisme américain et ses **forces intérieures ont-ils été mis en brèche,** mais également la véritable nature du PCP (révisionniste) a été dénoncée par le peuple. Celui-ci s'organise de plus en plus sur des **bases autonomes, et pose toutes les conditions** pour créer son parti d'avant-garde. C'est le peuple et ses luttes de masse qui demeure l'élément déterminant.

Les différents groupes marxistes-léninistes sont tous unis sur la nature de la révolution à accomplir au Portugal: ce doit être une révolution socialiste. Sur le but stratégique, il ne semble pas y avoir de divergences. Il y a cependant de grandes divergences sur la ligne tactique à employer. Bien que tous reconnaissent que l'ennemi est tout autant le PC révisionniste que la bourgeoisie réactionnaire, les groupes et organisations ne s'entendent pas sur la détermination de la tactique à employer pour abattre les deux: certains comme le MRPP prétendent attaquer d'abord le PC révisionniste parce que celui-ci, en vertu de sa pénétration dans les appareils d'état et dans le syndicalisme, constitue l'ennemi immédiat du prolétariat. D'autres, une majorité, considèrent encore que la question de qui l'emportera entre la contre-révolution et la poursuite du processus n'est pas tranchée, de sorte qu'il faut continuer de concentrer la force contre le danger de restauration du fascisme soutenu par l'impérialisme américain, qui demeure encore dominant. Dans leur optique, la classe ouvrière est suffisamment autonome, suffisamment prévenue contre le danger du révisionnisme et, sous la direction de son avant-garde, suffisamment consciente pour pouvoir prendre la direction du processus révolutionnaire et imposer la voie révolutionnaire du développement du processus de la lutte des classes.

Une chose ressort clairement cependant de la lutte de classe au Portugal: c'est que le prolétariat manque encore d'une direction claire, qui avance fermement les intérêts fondamentaux du prolétariat, pour pouvoir imposer de façon irréversible la force de ses idées. Conséquemment même les éléments progressistes à l'intérieur du MFA, et qui

suite à la page 44

QUESTIONNAIRE PRESENTE PAR LE REBELDE DANS LA CLANDESTINITE

Extrait de la Conférence de presse du Secrétaire Général du MIR, Andres Pascal Allende, à la fin de l'année dernière, dans la clandestinité, à Santiago du Chile

Le MIR a de nombreuses fois soutenu la nécessité de l'unité concrète de toutes les forces en faveur du renversement du gouvernement actuel et de son remplacement. Cette unité s'exprime par « un front politique anti-gorille » et un « mouvement de Résistance Populaire » large et ouvert. Cette politique s'est convertie en un élément fondamental de la tactique du MIR pendant cette période.
S'il est vrai qu'à l'extérieur il existe un large front, plus ample que la seule UP, avec pleine participation du MIR, de secteurs du PDC (extra-officiellement) et d'indépendants, nous n'y sommes pas arrivés au Chili.
Jusqu'à maintenant on n'a vu circuler ni au Chili ni à l'extérieur aucun document, aucune déclaration émanant du Chili, dans la clandestinité, et signé par tous les partis et organisations de gauche qui résistent à la dictature militaire.
— Quels ont été les efforts du MIR pour concrétiser cette politique fondamentale ?
— Quels obstacles concrets a-t-il rencontré ?
— Quelles sont les perspectives et les delais, pour avancer réellement sur ce terrain ?

Le MIR réalise les efforts les plus grands pour parvenir à l'unité de la gauche contre la sédition et la réaction bourgeoise depuis la période même de l'Unité Populaire. Plus exactement depuis les premières tentatives de coup d'état, après le triomphe électoral d'Allende en 1970, le MIR a pris l'initiative de lui exposer, ainsi qu'aux partis de l'UP, la nécessité de coordonner une action commune contre les factieux et la réaction bourgeoise, s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation politique et militaire des masses.
Pendant les trois années de gouvernement de l'UP, nous avons plusieurs fois insisté publiquement ou au cours de conversations avec le président Allende et les directions des partis gouvernementaux, sur la nécessité d'organiser la lutte commune contre la sédition. Il s'est même tenu des réunions communes, en 1972 et 73, sur la proposition du MIR avec le but d'établir une base pour la lutte commune contre la réaction bourgeoise. Mais ces efforts ont été contrés par les directions réformistes de l'Unité Populaire qui ont préféré combattre la mobilisation populaire et rechercher des accords illusoires avec la Démocratie Chrétienne — les hésitations des secteurs centristes du PS et d'autres partis de l'UP ont également contribué à cet échec.

Mais le plus dramatique de ces essais a été mené par le MIR, le jour même du 11 sept. 1973 ; en plein coup d'Etat, nous nous sommes réunis avec les directions du PS et du PC pour décider d'une action commune de résistance. Mais le dirigeant du PC présent à cette réunion n'a pas voulu développer la résistance, s'est refusé à une action coordonnée avec le MIR, et a signalé qu'il était nécessaire d'attendre pour voir si les militaires fermeraient ou non le Parlement !

Après le coup d'Etat gorille du sept. 73, le MIR a de nouveau pris l'initiative de l'unité, en exposant aux partis de toute la gauche, ainsi qu'aux secteurs, qui répresentent la petite bourgeoisie démocratique de la DC, la nécessité de former un grand front de resistance à la dictature sur la base d'une plateforme minimale d'accord : lutte pour la défense du niveau de vie des masses, lutte pour la défense des libertés démocratiques, lutte de résistance en vue du renversement de la dictature.

Pour atteindre cette unité, la direction du MIR s'est réunie, dans le pays et dans l'extérieur, avec des dirigeants des Partis de l'UP et de la petite bourgeoisie démocratique de la DC, mais sans les dirigeants du Parti Communiste du Chili, qui n'ont pas voulu se réunir avec le MIR.

Nos efforts ont de nouveau été boycottés par les politiciens réformistes dans la direction des partis de la gauche traditionnelle qui, à ce qu'il semble, n'ont tiré aucune leçon de la défaite sanglante où ils ont mené le peuple chilien, et qui sacrifient encore une fois l'unité des travailleurs et de la gauche en un vain essai de se soumettre à certaines fractions de la bourgeoisie, en l'occurence le fréisme démocrate chrétien.
Les hésitations du centrisme PS et d'autres partis de la UP ont également contribué à faire piétiner l'unité de la gauche, en ne sachant pas tenir une position ferme et consequente avec leurs déclarations unitaires.

Le fonctionnement d'un Comité de la Gauche Chilienne à l'extérieur, dans lequel participe le MIR, est une initiative positive qui a notre appui, mais qui a malheureusement donné fort peu de résultats quant au renforcement de l'unité et de la résistance. Les motifs en sont les mêmes que ceux qui empêchent une unité de la gauche au Chili. Le MIR continuera infatigablement ses efforts pour convaincre les directions des partis de la gauche traditionnelle de la nécessité dramatique d'unir les forces de la gauche à travers une politique prolétarienne et révolutionnaire. Mais il continuera aussi de mettre en œuvre et de développer cette politique dans les bases et les fronts de masses, dans les Comités de Résistance. Nous ne pouvons attendre tranquillement que ceux qui persistent à diviser la gauche et les travailleurs pour s'allier à la bourgeoisie, continuent pendant des mois sans prendre conscience du dommage qu'ils infligent à notre peuple. La vie de centaines de combattants héroïques pourrait être épargnée. Des milliers éviteraient la prison et la torture, des millions pourraient voir diminuer leur souffrance et leur misère, si la gauche chilienne s'unissait en un front politique qui mettrait en œuvre plus activement et massivement la résistance contre la dictature.

Pourrais-tu développer brièvement et schématiquement les principales différences qui existent aujourd'hui entre le MIR et d'autres secteurs ou positions de la gauche chilienne ? Et ceci surtout quant à :
— stratégie, tactique, formes quotidiennes d'action.
— caractérisation de la dictature et de la période
— alliance avec le PDC. Caractère de ce parti.
— perspectives, possible développement et aboutissement de la période actuelle ?

Il me paraît tout d'abord y avoir accord de l'ensemble de la gauche sur le fait que le renversement du gouvernement de l'UP et le triomphe de la sédition réactionnaire ont ouvert au Chili une période de reflux du mouvement travailleur et de progrès de la réaction bourgeoise. La gauche et le mouvement révolutionnaire ont été vaincus, durement frappés et réprimés se trouvant ainsi dans une situation de faiblesse qui les a obligés à se replier, et à rester sur la défensive. La bourgeoisie et la réaction ont remporté une grande victoire. Par la répression la plus sanguinaire et la dictature militaire la réaction est arrivée à arrêter le progrès du mouvement révolutionnaire et travailleur, à recomposer l'appareil d'Etat qui avait été endommagé lors de la période prérévolutionnaire antérieure, et à renforcer la domination bourgeoise. Mais s'il y a accord quant à la caractérisation de la période, il n'y en a pas quant au caractère de la dictature. Le MIR pense que caractériser la dictature militaire chilienne comme une dictature fasciste est erronné. La dictature chilienne emploie des méthodes repressives aussi brutales que celles du fascisme européen, mais elle présente de grandes différences avec les mouvements fascistes. Ceux-là se caractérisent comme étant des mouvements de réaction bourgeoise, qui, grâce à des mots d'ordre démagogiques et populistes, ont divisé la classe ouvrière, en entraînant derrière eux d'importants secteurs, et qui avec l'intégration active de la petite bourgeoisie ont constitué un mouvement de masses en état de mobilisation permanente. L'appui du mouvement de masses a permis la création d'un parti fasciste qui, à l'aide d'une puissante police politique, a permis au grand capital d'imposer son hégémonie absolue sur le reste de la bourgeoisie et de constituer un solide Etat corporatiste.

La dictature militaire chilienne est un mouvement de réaction bourgeoise beaucoup plus faible, face au progrès des travailleurs et des révolutionnaires. La bourgeoisie chilienne a eu recours aux forces armées, qui, relativement autonomes par rapport aux divers secteurs de la bourgeoisie, ont entrepris la tâche de reconstruire le pouvoir bourgeois ébranlé, grâce à un état dictatorial d'exception. Mais le mouvement séditieux chilien n'est pas arrivé à diviser ia classe ouvrière, ni à entraîner derrière lui toute la petite bourgeoisie. Les secteurs de la petite bourgeoisie et les rares noyaux de travailleurs qui ont appuyé le coup d'état se sont peu à peu écartés. La dictature chilienne a été incapable de faire naitre un mouvement civil d'appui, et ceux qui ont essayé de créer un état corporatif ont également échoué. La dictature chilienne est arrivée à reconstruire l'appareil d'Etat, mais pas à résoudre la crise interne de la bourgeoisie. Au contraire, les contradictions internes à la bourgeoisie se sont de nouveau aiguisées avec une surprenante rapidité, et commencent à se manifester au sein même des Forces Armées, rendant la dictature de plus en plus faible, et la Junte Militaire alliée à des secteurs du grand capital de plus en plus instable (ces secteurs du capital n'ont d'ailleurs pas non plus réussi à s'imposer au reste de la bourgeoisie.) Enfin, très vite aussi, les partis ouvriers se réorganisent, et les masses travailleuses se reprennent.
La dictature militaire chiiienne n'est pas une dictature fasciste, mais une dictature militaire, comme toutes celles qui ont servi en Amérique Latine pendant la dernière décade (Brésil, Argentine, etc...) que l'on appelle populairement dans notre continent dictatures gorilles. Au Chili, elle s'est distinguée parce qu'elle est encore plus sanguinaire et brutale que les autres.
Si nous insistons sur cette caractérisation ce n'est pas pur raffinement intellectuel, mais bien parce que la façon dont nous caractérisons la dictature aura des incidences sur notre pratique politique.
S'il y avait un régime fasciste au Chili, la défaite et le reflux du mouvement ouvrier et revolutionnaire auraient ete beaucoup plus profondement dévastateurs, et il est possi-

ble que la reconstitution des forces révolutionnaires et le développement d'une action de résistance, aurait pris plusieurs années. Au contraire, un régime militaire gorille, même aussi brutalement répressif que le régime chilien, est beaucoup plus faible, surtout s'il est incapable de résoudre la crise interne de la bourgeoisie, et s'il est placé dans un contexte international de crise politique et économique du monde capitaliste et de progrès de la révolution mondiale.
Un régime militaire gorille comme le nôtre, comme on l'a vu dans la pratique, permet une reconstitution des forces révolutionnaires et un développement de la résistance interne beaucoup plus rapide.
Il est possible que cette caractérisation erronnée de la dictature chilienne comme un régime fasciste soit le facteur qui explique que les secteurs de l'UP qui l'ont ainsi définie aient conseillé l'abandon massif du pays par les dirigeants de gauche, qu'ils essaient de maintenir leurs partis en reflux et qu'ils ne commencent pas une résistance populaire active. Ils remettent, au contraire, toutes leurs espérances aux mains de la pression internationale et ils essaient de se subordonner aux fractions bourgeoises opposées à la junte militaire actuelle.
Le MIR, au contraire, en voyant que la dictature chilienne n'est pas réellement une dictature fasciste mais plutôt une dictature militaire gorille (avec toutes les faiblesses signalées) préconise une politique de résistance active : il s'est élevé contre l'asile politique, il a réorganisé rapidement le parti dans la clandestinité et mis en marche l'organisation et le développement de la lutte de résistance depuis l'intérieur du pays. Il préconise également une stratégie différente : il combat la sujetion à n'importe quelle fraction de la bourgeoisie (concrètement il s'oppose à l'alliance avec le frèisme démocrate-chrétien), il met en œuvre la constitution d'un large bloc social de résistance qui sous la conduite du prolétariat réunit les autres secteurs ouvriers et la petite et moyenne bourgeoisie démocratique ; s'il préconise en effet l'isolement et la pression internationale contre la dictature il considère comme fondamentale le développement de la [illegible]te de résistance populaire au Chili.
La [illegible]ergence fondamentale entre les secteurs réformistes de l'UP et le MIR réside [illegible] la conception stratégique. Si nous tendons tous à renverser la dictature, ces [illegible]cteurs, rééditant les politiques réformistes en cours pendant le gouvernement de l'UP, n'aspirent qu'à la reconstruction de l'Etat bourgeois démocratique et répendent de nouveau l'illusion néfaste qu'à l'intérieur du cadre de cet Etat démocratique bourgeois qu'ils appellent aujourd'hui « démocratie nouvelle » ils pourront tôt ou tard construire la société socialiste. Le MIR tent à renverser la dictature et à récupérer les libertés démocratiques. Mais nous avons comme objectif stratégique le développement, à travers la lutte de résistance, de la force sociale politique et militaire du prolétariat révolutionnaire et de ses alliés qui permettra de miner l'Etat bourgeois, de constituer un pouvoir populaire solide et d'avancer vers une révolution prolétarienne et socialiste.
C'est pour cela que le réformisme de gauche traditionnelle recherche une alliance avec l'ensemble de la démocratie chrétienne, ce qui est cohérent avec son désir de reconstruire l'Etat bourgeois démocratique. La Démocratie Chrétienne est un parti où coexistent diverses classes : des secteurs de travailleurs, des petits et moyenne bourgeoisie démocratique ainsi que de secteurs de la grande bourgeoisie représenté par un Frei, un Carmona et beaucoup de laquais politiques du grand capital national et étranger. Ces derniers recherchent aujourd'hui l'appui des secteurs populaires et de la gauche car ils ont besoin d'une force de pression accrue face aux secteurs militaires et aux fractions de la bourgeoisie qui leur ont retiré le pouvoir. Mais quand ils récupèreront leur part du pouvoir ils l'exerceront comme ils l'ont toujours fait pour arrêter le progrès du mouvement révolutionnaire.
Le MIR ne recherche l'unité qu'avec certains secteurs de la Démocratie Chrétienne : ceux de travailleurs de la petite et moyenne bourgeoisie démocrate-chrétienne qui ont toujours eu une position antigolpiste, anti répressive et démocratique. Une alliance qui fortifiera les forces révolutionnaires et le prolétariat et qui ne les assujetira pas à la bourgeoisie.
Enfin, cette recherche d'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie et cette aspiration de reconstruire un Etat bourgeois démocratique amène le réformisme à écarter dans la pratique certaines formes de résistance comme la résistance armée, et à mettre l'accent sur l'étroite marge légale d'activité révendicative que la dictature laisse aux masses. Ils ont peur que les formes illégales de lutte et surtout la lutte armée les éloigne des fractions de la bourgeoisie auxquelles ils désirent se lier.
Le MIR en même temps qu'il conseille la lutte revendicative légale et semi-légale des masses met également en œuvre l'organisation et la lutte politique illégale des masses(comités de résistance, propagande clandestine), et les formes de lutte armée de masses (cohérente avec l'état de leur morale et de leur organisation et du rapport de force existant ; dans cette étape, action de sabotage, de propagande armée.). Ces diverses formes de lutte menées par la résistance active sont fondamentales. Ce n'est

qu'à travers elles que les masses travailleuses pourront accélérer l'affaiblissement de la dictature et aiguiser les contradictions internes à la bourgeoisie. Le reflux et la passivité ne font que faciliter les accords au sein de la bourgeoisie et fortifier la dictature. Enfin ce n'est qu'à travers l'organisation et l'activation de la lutte revendicative, politique et armée de masses que nous arriverons à fortifier le mouvement révolutionnaire, que nous atteindrons peu à peu le degré de force nécessaire pour passer du stade actuel défensif à la lutte offensive pour le renversement de la dictature et l'établissement d'un pouvoir pour le renversement de la dictature et l'établissement d'un pouvoir populaire et révolutionnaire. Nous avons déjà appris très durement que la bourgeoisie ne livre pas légalement son pouvoir et que pour défendre ses richesses et ses privilèges elle recourt à la répression armée la plus sanglante. Le prolétariat ne pourra conquérir le pouvoir et sa liberté que s'il construit un pouvoir politique et militaire de masse capable de détruire les appareils répressifs de la bourgeoisie.
Comme nous le voyons la différence entre le MIR et les secteurs réformistes de l'UP est importante. Mais malgré de telles divergences nous pensons qu'il existe un ennemi commun, la dictature gorille, face auquel nous devons unir nos efforts de lutte. Dans ce sens il existe une plateforme minimale de lutte avec laquelle nous sommes tous d'accord : la défense du niveau de vie des masses, la défense des libertés démocratiques et la lutte pour le renversement de la dictature. La tâche d'aujourd'hui est de constituer un front de résistance puissant autour de ces objectifs communs, un front conduit par le prolétariat, le front autonome de la classe ouvrière et du peuple qui conduira sa lutte sans se subordonner à la bourgeoisie.
De fait ce front est déjà en train de se constituer à travers l'établissement de milliers de comités de résistance, dans chaque poblacion, dans chaque domaine, dans chaque école. Les travailleurs et les militants de la gauche au Chili se sont fatigués d'attendre les élocubrations réformistes : ils sont passés à l'action. Les dirigeants de l'UP qui ont paralisé l'unité de la gauche doivent décider s'ils se joignent à nous ou s'ils préférent être laissés de côté dans la lutte historique de notre peuple contre la dictature.

Un de principaux slogans lancés par le MIR [illegible]u avant la mort de son secréta[illegible] général, Miguel Enriquez, est [illegible]réparons la résistance active ».
[illegible]ourrais-tu expliquer quelle type de résistance a mené le MIR pendant ces 15 mois de dictature et quels sont ses résultats ?
— Doit-on comprendre que la résistance actuelle est « passive » ?
— Comment sera « la résistance active » et quelles seront ses différences avec la résistance actuelle ?
— Quelle a été l'influence de la mort de Miguel Enriquez dans cette nouvelle phase de la lutte de résistance ?
— Le MIR n'a-t-il pas payé très cher durant cette étape de « résistance passive » ?
— Le MIR peut-il aujourd'hui rendre les coups reçus ? Comment ?

Depuis le coup d'état de septembre 73 le MIR développant une ligne correcte de politique défensive et de repli a centré sur la réorganisation interne et sur l'organisation des premiers comités de résistance. Il n'est pas facile de faire passer un grand parti à la clandestinité sous les conditions répressives les plus dures. Il ne s'agit pas en effet que de « cacher » les milliers de militants poursuivis mais de développer de nouvelles formes de lutte pour l'ensemble du Parti. En même temps il fallait réorganiser le mouvement des travailleurs au moins dans ses noyaux d'avant-garde prolétarienne, les secteurs ouvriers, les pobladores, les étudiants les paysans etc. les plus avancés. Il fallait reconstituer puis faire participer les organisations revendicatives (syndicats, organismes communaux etc.) à l'intérieur de la marge légale étroite permise par la dictature et la constitution d'organes politiques illégaux et clandestins (les comités de résistance).
Après un an de dictature, le MIR avait déjà réussi à se réorganiser et il était en pleine activité clandestine ; on avait réussi à constituer un grand nombre de comités qui formaient déjà le vaste centre du mouvement de résistance populaire ; les classes travailleuses commençaient à manifester les premiers signes d'une renaissance croissante de leur activité revendicative et le mécontentement contre la dictature s'étendait jusque dans la petite et moyenne bourgeoisie. Les conditions favorables étaient réunies pour : activer encore plus la lutte de résistance, mener une propagande clandestine plus importante, commencer des actions mineures de diversion des appareils répressifs et de sabotage, les premières actions de propagande armée, l'accroissement des activités revendicatives légales et illégales et l'organisation de nouveaux comités de résistance etc.
Appeler à la résistance active ne veut pas dire que nous ayons été passifs jusqu'à maintenant. Depuis septembre 73 le MIR a commencé une grande activité de réorganisation et s'est renforcé. Lorsque nous appelons à la résistance active, cela signifie que notre parti ainsi que le mouvement de résistance organisé ont atteint un niveau suffisant pour passer à une étape supérieure, pour commencer la lutte sous de nouvel-

les formes, pour s'étendre plus vite. La résistance active n'est pas différente de celle d'aujourd'hui. C'est une étape supérieure de la lutte, le début de petites offensives tactiques (revendicatives, politiques, et dans une bien moindre mesure armée) à l'intérieur d'une politique qui tend à se maintenir toujours à la défensive, eu égard au rapport de force toujours défavorable. De la même façon qu'aujourd'hui nous passons à cette étape supérieure de la lutte, nous avancerons peu à peu dans le futur en développant d'autres étapes de la lutte.

La mort du camarade Miguel Enriquez n'est pas un fait isolé. Elle fait partie d'une offensive répressive brutale que la dictature a lancé contre le MIR et la résistance dans un effort désespéré pour détruire notre parti et le noyau organisé de la résistance populaire. La dictature essaie d'empêcher les progrès rapides de la résistance car elle sait que dans la situation politique et économique critique du pays notre lutte avancera beaucoup en 1975.

Les coups reçus par le MIR ont mis en évidence de nombreuses faiblesses de notre parti et des comités de résistance. Faiblesses dans les normes du travail clandestin, dans la préparation de nouvelles étapes, dans les méthodes de travail sur le front etc. Nous réalisons en ce moment un grand effort pour surmonter ces faiblesses et sortir plus forts de l'offensive répressive de la dictature.

Certes, le prix de nos faiblesses a été élevé et douloureux, mais il est bien loin de remettre en question la correction de notre politique et d'empêcher le développement d'une résistance plus active. Ces coups nous ont beaucoup retardé dans nos buts immédiats mais n'ont pas empêché depuis septembre des progrès importants de la résistance, encore qu'à un rythme plus lent que celui que nous désirions.

La dictature a mis en avant le triomphe de la répression en cachant son échec d'empêcher le mouvement de résistance. Je te donne quelques signes de progrès que les gorilles essaient de cacher : en septembre, à Santiago seulement, on a distribué plus de cinq cent mille tracts, trois fois plus de timbres, on a organisé de nouveaux comités de résistance par centaines, on a écrit des centaines de grafittis ;en octobre et novembre durant la compagne d'hommage au camarade Miguel Enriquez on a distribué plus de cent cinquante mille tracts et encore plus d'auto-collants ; d'autre part on a distribué des dizaines de mille « REBELDES » dans le pays. Depuis septembre plus d'une centaine d'actions de diversions des appareils répressifs ont été réalisées en posant de fausses bombes et en lançant de fausses alertes (la Gare Centrale a été fouillée et encerclée trois fois, le ministère du travail quatre fois ; des avions ont été stoppés, il en a été de même pour des industries, des écoles etc). Des centaines d'actions de petit sabotage et de gaspillage ont été réalisées dans les industries, les bureaux administratifs, etc (par exemple on a innondé le métro on a paralysé des industries on a accru les coûts par le gaspillage des matières premières et par le travail ralenti). De petites et nombreuses actions de propagande ont commencé sous appui armé ; des centaines de graffitis toujours avec appui armé ont provoqués plusieurs affrontements ; des occupations des véhicules de transport en commun accompagnés de distributions de tracts et de prises de parole ; des distributions de tracts sous appui armé ont été faites dans les industries. Nous avons même réussi a bloquer la rue Recoleta à l'aide des unités opérationnelles et à distribuer des tracts en prenant la parole en direction des passants. Des mouchards de la dictature ont été exécutés dans les poblaciones de Vicuna Mackena, Barrancas, Renca et dans d'autres villes du pays. On a organisé quelques dizaines de grands syndicats et mis en œuvre les premières manifestations de lutte revendicative dans les industries et les poblaciones.

Tu me demandes si le MIR est en condition de répondre aux coups de la répression de la dictature. Si tu fais référence à ce que le MIR pourrait infliger des attaques armées aux forces de la répression, la réponse est qu'il pourrait le faire mais que cela n'est pas notre politique dans l'étape actuelle. Le MIR cherche à éviter l'affrontement militaire isolé avec les forces répressives de la dictature, car la dictature a une puissance militaire mille fois supérieure à celle du MIR. Il serait stupide de prétendre combattre la répression en affrontant directement ces appareils militaires en l'étape actuelle.

La politique du MIR est de se plonger dans le mouvement de masses, de développer la lutte de résistance des masses (revendicative, politique et armée), et d'affronter les forces répressives de l'intérieur des masses. Il ne s'agit pas que le MIR s'affronte directement aux forces répressives, mais que les masses organisées s'affrontent à la dictature. Dans cette étape notre réponse à la dictature est d'organiser des milliers de nouveaux Comités, de distribuer des milliers de tracts, de mener de centaines de petites actions de sabotage et de propagande armée, d'activer des milliers de travailleurs dans leur lutte revendicative. Et c'est notre réponse la plus ferme, car nous construisons ainsi un mouvement de résistance populaire indestructible, nous sommes en train d'organiser la force qui détruira la dictature.

Santiago du Chili,
décembre 1974.

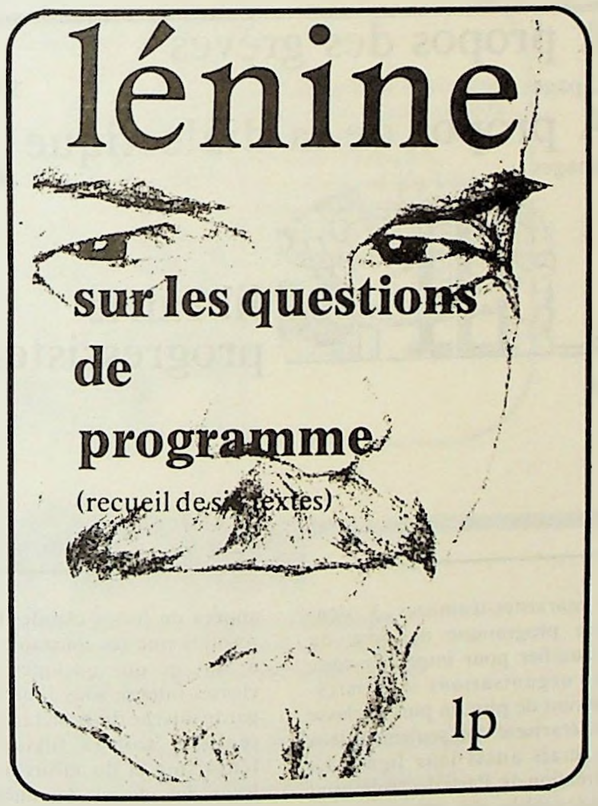
Andres Pascal A.
Secrétaire général du MIR.

notes de lectures

SUR LES QUESTIONS DE PROGRAMMES de Lénine. Ce livre contient six textés de Lénine écrits entre les années 1895 et 1901 à l'époque de la création et de la consolidation du parti. Dans ces textes, Lénine explique que le lien vivant entre les objectifs fondamentaux du marxisme et les tâches de l'heure du prolétariat révolutionnaire en Russie, autrement dit il lie la théorie du socialisme scientifique à la réalité concrète de la lutte des classes dans son pays. L'importance de ces textes réside donc dans l'étude que nous pouvons faire de la méthode et de l'application que Lénine entreprend des principes marxistes. Il ne se contente pas de les répéter, mais il les applique à la réalité. De cet effort théorique naîtra le mouvement révolutionnaire en Russie et plus tard le Parti Bolchévik.

A l'étape actuelle au Québec, l'émergence d'un jeune mouvement révolutionnaire repose avec acuité le problème de l'élaboration d'un véritable programme révolutionnaire étroitement lié à la réalité concrète de notre pays. C'est dans ce sens qu'il est important d'étudier ces textes de Lénine non pas pour plaquer mécaniquement ses projets de programme sur notre situation, mais pour y apprendre la méthode marxiste et léniniste de la liaison entre la théorie révolutionnaire et la pratique révolutionnaire.

Le recueil contient les six textes suivants: Exposé et commentaire du projet de programme du parti social-démocrate (1895-96); Notre programme, Notre tâche immédiate, Une question urgente (1899); Projet de programme pour notre parti (1899); Les tâches des social-démocrates russes (1900); Les objectifs immédiats de notre mouvement (1900). Cette brochure éditée par la Librairie progressiste contient 125 pages. $1.50



A PROPOS DE LA DIALECTIQUE de Lénine. Petite brochure de 6 pages contenant les notes d'études de Lénine sur la dialectique de Hegel. C'est à partir de ces courtes notes mais extrêmement synthétisées que Mao Tsétoung élaborera De la contradiction où il se réfère constamment à Lénine. Editée par la librairie progressiste. $0.10

L'OUTIL DES TRAVAILLEURS, journal mensuel de l'organisation française **pour le Communisme**. Cette publication du PLC (qui ont publié Face à la crise) est un journal d'agitation et de propagande qui soulève les problèmes de la lutte des classes en France et en Europe (contient une excellente série sur le Portugal), de même que des textes de débat sur le mouvement révolutionnaire en France. $0.75

CONFERENCE DE PRESSE DU SECRETAIRE GENERAL DU MIR ANDRES PASCAL ALLENDE. Dans cette brochure, le nouveau secrétaire général du MIR répond aux questions de journalistes étrangers sur la situation actuelle au Chili et sur les tâches du mouvement de résistance populaire initié par le MIR. Il y démontre une fois de plus que le MIR est un authentique mouvement révolutionaire anti-impérialiste, qui dirige la révolution chilienne en luttant contre la tradition réformiste du mouvement ouvrier chilien tout en s'opposant à l'aventurisme militaire et au "foquisme". Pour ces raisons, l'analyse du MIR et du Chili conservent une importance particulière pour les révolutionnaires au Québec, et c'est dans ce sens que nous appuyons ce mouvement comme tous les autres mouvements de libération nationale anti-impérialistes dans le monde. $0.50

THE UNITED FRONT de G. Dimitroff. Ce livre réunit les principales thèses de l'Internationale Communiste sur la lutte contre le fascisme durant les années 1930. Dimitroff y analyse le fascisme et détermine une stratégie pour le mouvement ouvrier basée sur l'unité d'action de toutes les forces progressistes. Malgré les transformations radicales dans la conjoncture internationale, nous pouvons y tirer plusieurs acquis et les lier à nos interventions actuelles, particulièrement en ce qui concerne la question syndicale. Publié en anglais seulement. $3.95

DEMASQUONS LE SOCIAL-IMPERIALISME. Cette brochure du Centre d'information sur les luttes anti-impérialistes (France) est divisée en trois sections: 1) description de l'Etat soviétique où apparaît une nouvelle bourgeoisie impérialiste; 2) analyse

de l'expansion impérialiste de l'URSS dans le monde, en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique, etc,; 3) La résistance pouplaire en URSS et dans le monde contre le social-impérialisme. C'est une brochure bourrée de faits et d'évènements, et l'analyse politique est quelque peu en retard par rapport à cette masse descriptive. Cependant, notre connaissance de l'impérialisme soviétique est tellement faible qu'il faut lire cette brochure pour commencer à comprendre cette réalité. 180 pages. $4.00

CANADIAN REVOLUTION. Le no 2 de cette revue publiée à Toronto contient une excellent critique du groupe contre-révolutionnaire "Parti Communiste du Canada (marxiste-léniniste)". (Ce groupe a été précédemment analysé dans une brochure du MREQ publiée en anglais "CPC(ML) a caricature of communisme"). De plus, un texte sur le Portugal, la deuxième partie d'une analyse sur l'économie politique au Canada, et un texte de Jack Scott critiquant une analyse sur la question nationale au Canada. Le texte de Scott est une très bonne critique des thèses qui soutiennent de façon unilatérale que la bourgeoisie canadienne est une bourgeoisie impérialiste montante et qui ne réalise pas la position de dépendance économique de la bourgeoisie par rapport à l'impérialisme américain. $1.50

CHRONIQUES vol. 1, no 8-9. Certains militants auront peut-être lu cette brillante revue "littéraire et politique" depuis les quelques mois qu'elle est publiée. Ils y auront certainement trouvé ce qu'il y a de plus négatif, de plus pédant et de plus inutile parmi cette "intelligentsia" qui fréquente les couloirs universitaires ou les cafés à la mode, soit des textes pseuso-intellectuels, vides et abstraits et des réflexions politiques sans aucun rapport réel avec le développement général du mouvement ouvrier et les progrès du mouvement révolutionnaire Pourtant, certains des auteurs qui y écrivent ont contibué dans le passé à clarifier certains aspects de la réalité québécoise et à élaborer certaines thèses qui furent à la naissance du mouvement révolutionnaire. Mais il faut croire qu'"une bonne chose peut se transformer en une mauvaise chose" surtout quand on a lu dans le dernier numéro cet article de J.M. Piotte qui divague sur la gauche et la question du conflit sino-soviétique. Piotte s'attaque aux révolutionnaires qui critiquent l'URSS, car selon lui ils ne font alors que répéter les thèses chinoises, et il "rêve d'un parti communiste québécois et canadien qui ne serait pas le porte-parole de la ligne de Moscou ou de Pékin (...), bref d'un parti qui serait relativement automome face à la querelle sino-soviétique." Si Piotte ne comprend pas que la question de la critique du révisionnisme (qui n'est pas "soviétique", mais une idéologie de classe qui a pénétré dans le mouvement ouvrier et qui s'appuie sur le rétablissement du capitalisme en URSS) est fondamentale et stratégique pour l'élaboration d'une véritable ligne révolutionnaire adaptée à notre contexte nord-américain, ce n'est que le reflet des positions de classes de la petite bourgeoisie universitaire qui constate la nécessité de renverser le capitalisme, mais qui n'est pas prête ni apte à organiser ce renversement. La critique du révisionnisme, la critique de l'URSS, et la critique des illusions de la petite bourgeoisie, restent et resteront essentiels à l'essor de la révolution québécoise. Cette leçon, ce sont les camarades chinois, albanais, soviétiques, etc. qui nous l'ont donné, mais aussi, nous l'avons comprise dans notre propre expérience.

suite de la page 37

représentent une force assez importante, ne savent que faire, par manque de cette direction. Si le peuple portugais ne leur donne pas cette direction, n'imprime pas au mouvement des forces armées sa volonté organisée, le processus risque fort de déboucher à moyen terme sur l'instauration d'un régime militaire de gauche, comme au Pérou par exemple, ce qui peut nuire au développement du processus révolutionnaire. Cependant, ce qui est dominant actuellement, c'est que le prolétariat, par ses luttes et la fermeté de sa volonté, pousse les organisations marxistes-léninistes à s'entendre sur une programme de prise du pouvoir et à s'unifier pour imprimer cette direction. Les organisations marxistes-léninistes pénètrent de plus en plus la classe ouvrière, et prolétarisent non seulement leur composition, mais aussi leur ligne. Le processus de création du Parti du prolétariat n'est pas dissociable du processus de développement de la lutte des classes, et c'est dans la mesure où la classe ouvrière en ressent la nécessité et l'exige que le Parti peut se créer véritablement et exercer sa direction sur la lutte du peuple. Plusieurs années de luttes clandestines et d'activités révolutionnaires constantes n'ont pas réussi à faire ce que quelques mois de lutte de classes intense sous l'impulsion de l'avant-garde interne du prolétariat sont en train de réaliser, soit la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier. La force des choses demande au Portugal la direction prolétarienne sur l'ensemble des luttes, et c'est là ce que nous reconnaissons comme le processus principal actuellement et qui posera les conditions pour que la contradiction fondamentale se résolve à la faveur du prolétariat.

numeros précédents disponibles

Vol.3, no.2: Lutte des femmes dans une usine, Bilan d'un noyau de militants ouvriers socialistes, Firestone, Chili..$0.25

Vol.3, no.5: Enquête dans une entreprise de transport, l'enquête économique, entrevue avec le CIP, le mouvement révolutionnaire en Espagne, le mouvement ouvrier américain (suite), le parti, avant-garde du prolétariat............................$0.50

Vol.3, no.6: Le premier mai, bilan du Cap service social, enquête avec des militants de l'ADDS, Vietnam, Lotta Continua............................$0.50

Vol.3, no.7: Les mineurs de Thetford, Asbestos 1949, les mines au Québec, la grève générale de Winipeg, Apropos de la ligne de masse...........$0.50

Vol.3, no.8: Bilan de Rémi Carrier, Sur le travail de formation, entrevue avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières, textes sur la Chine...........$0.50

Vol.3, no.9: Bilan du Cap St-Michel, lutte de syndicalisation, entrevue avec des militants du MPLA (Angola)..$0.50

Vol.4, no.1: Social démocratie et réformisme, le RCM à Montréal, Le NPD en Colombie Britannique, le programme commun en France, les nouvelles formes d'organisation du travail....................$0.50

Vol.4, no.2: Histoire du mouvement étudiant au Québec, plateforme pour un travail politique de masse en milieu étudiant, les professeurs de Cegep à Montréal..$0.50

Vol.4, no.3: Les journaux d'entreprise et de quartier, le travail idéologique à l'étape actuelle, évaluation de **Mobilisation**, critique et autocritique à propos de l'analyse de la conjoncture mondiale, un journal révolutionnaire aux Etats-Unis, Lénine et l'Iskra..$0.50

Vol.4, no.4: Histoire du Parti Communiste au Canada, Les facteurs objectifs et subjectifs dans la révolution, Lénine et l'organisation...............$0.50

Vol.4, no.6: Enquête avec des femmes, L'organisation des femmes et l'edification du parti communiste de type nouveau, les femmes au Vietnam.

Vol.4,no.7: Un premier regard sur l'immigration au Canada. La lutte des travailleurs haïtiens. L'intérnationalisme prolétarien. Bilan d'un travail sur le Vietnam. Philippines. Entrevue avec le Comité Québec-Chili. Déclaration du MIR.

Vol.4, no.8: Les travailleurs des services au Québec. Bilan de la lutte du front commun en 1972, suivi des tâches des révolutionnaires pour la prochaine lutte. Les employés de banque.

Vol.4, No.9: Histoire du mouvement des CAPs. Où va la crise? L'Internationale Communiste........$0.50



Mobilisation a publié une mini-affiche auto-collante de dimension 8½"x11". Elle est disponible gratuitement à la **Librairie Progressiste**, ou en écrivant à **Mobilisation**, C.P.40, Succ.N, Montréal.

à paraitre bientôt!!!

RECUEIL D'ARTICLES PARUS DANS MOBILISATION entre 1969 et 1971. Cette anthologie de la plupart des articles publiés au cours des cinq premiers numéros de la revue **Mobilisation**, constitue un apport important à une meilleure connaissance du développement du mouvement révolutionnaire au Québec. La plublication de **Mobilisation** était assumée à cette époque par les militants du **Front de Libération Populaire** (FLP). Chaque article est introduit en le resituant dans la conjoncture de l'époque. La publication est prévue pour la fin de l'été.

mobilisation

☐ $6.00 pour abonnement individuel
☐ $10.00 pour abonnement de soutien
☐ $12.00 pour abonnement pour l'étranger par avion

Abonnements à partir du numéro______

☐ $______ pour numéros précédents suivants: Vol.____No.____, Vol.____No.____

Vol.____No.____

Faire parvenir votre paiement à:
MOBILISATION
B.P. 40
Station N Montréal

Nom______________________________

Adresse___________________________

____

formule d'abonnement

VIENNENT DE PARAITRE

Librairie Progressiste, 1867 Amherst, Montréal, (514) 522-1373.

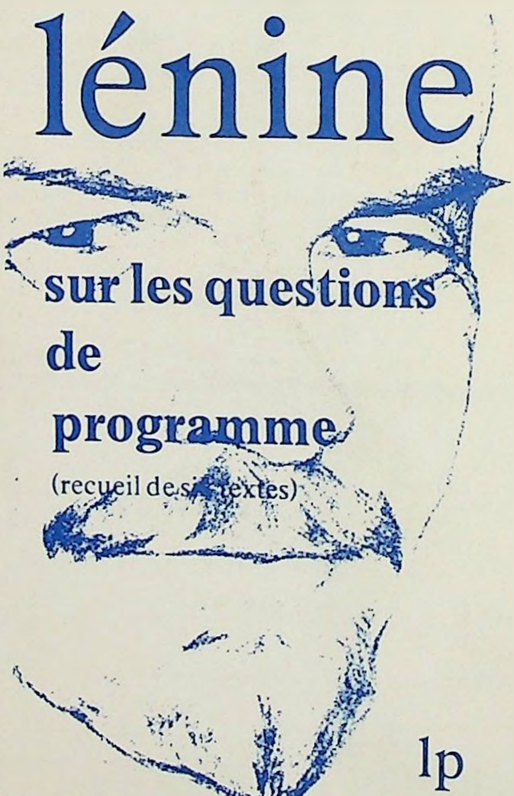


Les quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste

Ce recueil des thèses, manifestes, résolutions de **l'Internationale Communiste** entre 1919 et 1923 réunit les principaux textes de ce centre idéologique et politique du mouvement révolutionnaire mondial, à l'époque de la première révolution prolétarienne et de la naissance du mouvement marxiste-léniniste. Il s'agit d'un recueil essentiel pour une compréhension du processus révolutionnaire entamé par la révolution soviétique, pour saisir l'essence des thèses léninistes sur la révolution mondiale, et comprendre les bases de développement du mouvement communiste international.

Les éditions de la librairie progressiste.

212 pages grand format **$3.25**



Lénine
Sur les questions de programme

Ce recueil regroupe d'importants textes de Lénine correspondant à la période de lutte pour l'édification d'un véritable parti bolchévik. Ils éclairent la lutte que Lénine a du mener et permettent ainsi d'apporter des éléments de clarification de notre propre lutte pour l'édification d'un parti communiste de type nouveau.

Les textes publiés sont:

- **Exposé et commentaire du projet de programme du parti social-démocrate.**
- **Notre programme.**
- **Notre tâche immédiate.**
- **Une question urgente.**
- **Projet de programme pour notre parti.**
- **Les tâches des social-démocrates russes.**
- **Les objectifs immédiats de notre mouvement.**

$1.50